

LA DOCUMENTATION CATHOLIQUE



Adveniat Regnum Tuum

PARAIT LE SAMEDI (46 fascicules par an; tables semestrielles)

PRIX DU NUMÉRO : 0 FR. 75

ABONNEMENTS : six mois, 16 fr. ; un an, 30 fr. Etranger, variables selon les pays.

BUREAUX : 5, RUE BAYARD, PARIS-VIII^e

(Chèques postaux : Maison de la Bonne Presse, Paris, C^{te} N^o 1668.)

Les
Questions Actuelles

Chronique
de la Presse

L'Action Catholique

Rev. d'Organisation
et de
Défense Religieuse

Sommaire analytique

« LES QUESTIONS ACTUELLES »

ET « CHRONIQUE DE LA PRESSE »

National-socialisme et catholicisme.

I. Actes de l'épiscopat : 699.

1^o Discours de S. Ém. le card. Michael von Faulhaber, archev. de Munich (novembre 1930) : 699.

Le christianisme et le nationalisme allemand : Universalité du christianisme. L'aspect national de l'Eglise. L'aspect caractéristique du catholicisme allemand. 1^o Il se montre dans la vie publique ; 2^o collaboration pacifique entre l'Eglise et l'Etat ; 3^o tolérance entre catholiques et protestants ; 4^o l'esprit critique.

2^o Lettre de S. Ém. le card. Bertram, archev. de Breslau (31. 12. 30) : 704.

Menaces sur l'Allemagne et le monde : nationalisme excessif ; agitation révolutionnaire des masses. — Avertissements ; communisme et socialisme ; faux nationalisme ; le catholicisme est universel ; la religion catholique postule la vie en Dieu. — Tableau des luttes religieuses. — Le devoir de travailler s'impose à tous : Action catholique ; vie privée et vie familiale ; vie économique. — Cri d'alarme. — Un programme.

3^o Lettre de l'épiscopat bavarois (février 1931) : 711.

Attitude de l'Eglise catholique : Devoirs des évêques ; devoirs du clergé ; réception des sacrements ; principes de pastorale à appliquer.

4^o Lettre de l'épiscopat de la province de Cologne (5. 3. 31) : 713.

National-socialisme et patriotisme véritable. — Persistance des fautes et des errements des nationaux-socialistes. — Comme le cardinal de Breslau et l'épiscopat de Bavière nous protestons contre elles. — Mais en vertu de la religion nous encourageons le véritable amour de la patrie.

II. Manifeste de la « Grossdeutsche Reichspartei ». Entente des catholiques de ce parti avec les nationaux-socialistes : 716.

Le chaos du moment. La « Grossdeutsche Reichspartei » et ses principaux objectifs. La préhistoire de la « Grossdeutsche Reichspartei ». Gouvernement de droite ou bolchevisme ?

III. Controverses à propos de l'opinion catholique allemande : 722.

A) Les articles de la « Schoenere Zukunft » : 722.

1^o Contenu et objet des articles. — Le Dr Eberle réclame un régime d'autorité et de stabilité. Origines de la sympathie catholique pour les Nazis, d'après le Dr Kogon : 722.

2^o L'étude de M. Robert d'Harcourt (*Études*). — *Les Thèses de la « Schoenere Zukunft »* : une vague de « radicalisme ». Ses causes (les traités plutôt que les excitations nationalistes ; les modérés, les démocrates, les pacifistes, les humanitaires). Sa solution (un régime d'autorité). Opinion étrangère et révision des traités. Dix siècles d'histoire franco-allemande. Attitude de la *Schoenere Zukunft* à l'égard d'Hitler. Raisons du succès d'Hitler (politique intérieure ; politique extérieure ; politique économique ; la question religieuse). Danger d'un « pangermanisme spirituel » : 727.

3^o Mises au point (*Études*). 1^o *Eclaircissements du Dr Joseph Eberle* : La *Schoenere Zukunft* ne repousse pas le véritable pacifisme. Son idéal n'émane pas des idéologies mussoliniennes ou hitlériennes. Elle a condamné l'esprit antichrétien des hitlériens. Elle ne donne pas tort au Centre. Son indépendance à l'égard de ses abonnés. — 2^o *Remarques de M. Robert d'Harcourt* : Position prise par le Dr Eberle à l'endroit du racisme hitlérien. Son changement de ton. Son orthodoxie catholique. — 3^o *Précisions nouvelles (Schoenere Zukunft)*. — 4^o *L'« Ausburger Postzeitung » contre la « Schoenere Zukunft »* : Politique et utilisation de la religion. Observations et rectifications. L'opinion de F. W. Foerster : 737.

B) Les articles de l'« Allgemeine Rundschau » : 746.

1^o L'étude de M. Robert d'Harcourt. — Le jugement de l'*Allgemeine Rundschau* : scrutin de catastrophe. C'est dans une Prusse adoratrice de la force qu'Hitler a trouvé son principal appui ; le remède qui s'impose, c'est la séparation entre les provinces de l'Est et celles de l'Ouest ; les deux points d'appui de la propagande d'Hitler (la déclaration de culpabilité de l'Allemagne, la démilitarisation de la Rhénanie) ; un catholique peut-il être national-socialiste ? Anticléricalisme du parti hitlérien ; son nationalisme agressif. — L'attitude de l'*Allgemeine Rundschau* à l'endroit du nationalisme : le fascisme germanique copie le fascisme italien, mais pas ses petits côtés : 746.

2^o Une note de l'« Allgemeine Rundschau » : 753.

Observations sur l'étude de M. Robert d'Harcourt et sur les articles de la *Schoenere Zukunft*.

3^o National-socialisme allemand et nationalisme français. (Abbé GREGOIRE MOENIUS, *Allgemeine Rundschau*) : 753.

Contrastes politiques et personnels. Contrastes religieux.

IV. Les actes de l'épiscopat allemand et l'« Osservatore Romano » : 757.

La lettre du cardinal Bertram. — La lettre de l'épiscopat bavarois. — La lettre de l'épiscopat de Rhénanie. — Condamnation du christianisme de Hitler par les luthériens. — Commentaires de presse ; article de la *Reichspost* (directives claires) ; articles du « *Bayerische Kurier* » (ridicules hypocrisies dévoilées ; la vraie portée de la condamnation).

LES " QUESTIONS ACTUELLES " ET " CHRONIQUE DE LA PRESSE "

RELIGION ET POLITIQUE

National-socialisme et catholicisme

I — Actes de l'épiscopal

La Documentation catholique a déjà consacré un fascicule entier (n° 540) aux élections allemandes. Elle a en particulier fait ressortir les caractéristiques du programme national-socialiste et le sens qu'il fallait attribuer à la victoire incontestable de ce parti (qui ne comptait que 12 sièges en 1928 et en a conquis 107 aux dernières élections.)

L'attitude de ce parti à l'égard du catholicisme a fait l'objet de graves discussions. La D. C. a reproduit en particulier le texte des condamnations prononcées par l'évêché de Mayence et Mgr Schreiber, évêque de Berlin (D. C., t. 24, col. 842-845) (1).

Depuis cette date, d'autres actes de l'épiscopal ont paru dont on lira la traduction ci-après. Nous les insérons d'après la date de leur publication.

1^o Discours de S. Ém. le card. Michaël von Faulhaber, archevêque de Munich (2).

CHRISTIANISME ET NATIONALISME ALLEMAND

Universalité du christianisme (3).

La religion chrétienne a reçu une mission pour tous les peuples; par conséquent, elle ne peut pas se borner aux frontières étroites d'une seule nation.

Les vérités de la foi chrétienne doivent briller pour

(1) Dans l'*Allgemeine Rundschau* (8. 11. 30), sous le titre « Kann ein Katholik nationalsozialist sein ? » (Un catholique peut-il être national-socialiste ?), le vicaire-général M. Mayer, de Mayence, publie un commentaire de la consultation de l'évêché de Mayence et répond aux observations qui ont été faites à ce sujet par les nationaux-socialistes. Un résumé de ce commentaire est donné plus loin par M. Robert d'Harcourt.

(2) Ce discours a été publié par la *Schoenere Zukunft* du 30. 11. 30 sous le titre « Christentum und Deutschtum ». — La rédaction en fait précéder l'insertion de la note suivante :

« Sur notre demande, le cardinal Michaël von Faulhaber a gracieusement mis à notre disposition le manuscrit du sermon qu'il a donné dans l'église des Théatins de Munich, au milieu de novembre. Dans ce qui suit, nous reproduisons toutes les pensées principales de son sermon. » — Sauf indication contraire toutes les traductions sont de la D. C.

(3) Sauf indication contraire toutes les notes, tous les titres et sous-titres sont de la D. C.

toutes les nations comme le soleil au firmament brille pour tous, et aucun peuple ne peut affirmer : « Moi seul, je marche dans la lumière. »

Les grâces de la religion chrétienne doivent se répandre sur toutes les nations, de même que l'océan appartient à tous et qu'aucun peuple ne peut dire : « Moi seul, je m'abreuve aux ondes du salut. »

Les divinités des religions qui précéderent le christianisme étaient tellement unies aux peuples qu'avec eux elles devaient vaincre ou périr; tandis que le Christ a élevé et étendu sa religion au-dessus des frontières des peuples particuliers en disant : « Allez et enseignez toutes les nations. »

La religion du Christ ne peut donc pas être nationalisée, elle ne peut pas être emprisonnée dans un seul pays, elle ne peut pas être revendiquée comme « fideicommiss » d'un seul peuple. D'autre part, il ne faut pas non plus dénationaliser les nations ni dégermaniser les Allemands en les dépouillant de ce qu'ils ont de bon dans leur caractère national particulier quand on en fait des chrétiens.

L'aspect national de l'Église.

Les hommes ont des visages différents, des caractères et des tempéraments divers; pourtant ils ont tous la même âme immortelle. Ainsi la religion chrétienne elle aussi peut avoir un visage différent chez les peuples chrétiens différents; pourtant, en ce qui constitue son être le plus intime, elle garde la même âme.

En ce sens, nous pouvons parler d'un visage allemand, d'un visage français ou d'un visage espagnol du christianisme. Certes, non pas dans le sens et sur le ton où, dans le temple, les Pharisiens se plantant devant l'autel publiaient à son de trompe non pas le service de Dieu, mais leur propre louange : « Seigneur, je vous remercie de ce que je suis beaucoup mieux que les autres. » Mais bien par contre dans l'esprit de Pierre et de Jean courant au tombeau du Christ. Les deux apôtres étaient animés de l'amour du Sauveur : « Les deux couraient. » Pourtant ils avaient un caractère et un tempérament différents. Jean l'emportait sur Pierre par la rapidité plus grande de sa marche, Pierre l'emportait sur Jean par son courage plus viril au tombeau.

Considérons de même quelques traits caractéristiques allemands de notre christianisme (1).

(1) J'espère qu'on ne me comprendra pas mal. Je ne parle pas d'un christianisme allemand, ni d'un christianisme national comme d'un dérivé (espèce bâtarde) du christianisme du Christ. Je ne dis pas que tout peuple peut adapter la religion chrétienne à ses goûts et à son esprit de race. L'âme du christianisme ne supporte pas d'atteinte. L'essentiel du christianisme catholique comme la foi en la révélation divine dans les Écritures de l'Ancien et du Nouveau Testament, la foi dans la divinité du Christ, la foi dans l'Église et ses sacrements, la reconnaissance du Chef suprême de l'Église à Rome, sont au-dessus de tous les essais d'adaptation nationale. Mais dans la manière où une nation a accepté le christianisme, dont elle en porte l'empreinte dans son histoire et dont elle le manifeste aujourd'hui dans sa vie populaire apparaît tout à nouveau le caractère et les caractéris-

Aspect caractéristique du catholicisme allemand.

1° Il se montre dans la vie publique.

Le premier trait caractéristique du christianisme en terre allemande est celui-ci : Le christianisme y réside d'un pas décidé dans la vie publique. On veut aider à construire un ordre social chrétien, on veut collaborer à la solution des questions sociales. Pour nous autres Allemands, la religion n'est pas chose privée, un tiroir secret de sacristie, un bahut dans la petite chambre à grand'mère. La religion pour nous est d'abord affaire d'homme à homme personnel, mais ensuite comme une « ville sur la montagne », visible de loin. La religion pour nous est encore la « bonne nouvelle », dressant à la communauté nationale, la maîtresse des vertus sociales : droit et justice, sens de l'autorité et de l'ordre, discipline et fidélité conjugale, fraternité et amour fraternel. Pour nous Allemands, la religion n'est pas une police noire à côté de la police bleue ou verte pour protéger l'ordre bourgeois contre la révolution. En inculquant la foi dans la parole de Dieu, l'obéissance aux commandements de Dieu et la prière pour la grâce de Dieu, la charge pastorale soutient par la même manière bien ordonné des citoyens ; mais elle ne se passe pas avec des moyens de force policière.

Voyons comment le christianisme en Allemagne manifeste son caractère légal et public.

La chronologie datant du Christ, en somme une profession de foi au Christ est observée aussi par les autres peuples. Le repos dominical est également maintenu en Angleterre. En Allemagne, nous nous le serment religieux devant le tribunal, la pelle à la caserne, les processions religieuses dans les rues et le crucifix dans les écoles, aux refours de la campagne et sur nos montagnes. Nous répugnons à suspendre les drapeaux tricolores à droite et à gauche de l'autel. Nous attachons plus d'importance à une profession de foi dans la vie publique. Lorsque dans les Parlements allemands on soulève une question qui a en même temps un aspect religieux et moral, par exemple une question scolaire ou la réforme de la législation matrimoniale ; lorsqu'on attaque une des bases de la vie chrétienne ou de la société chrétienne, des hommes s'y dressent alors pour défendre les droits de la religion et de l'Eglise dans la vie de la nation et pour repousser les attaques. En Allemagne, les hérétiques de l'incrédulité n'ont pas seuls la liberté de la parole.

Les catholiques allemands prennent part à l'émulation publique dans le domaine scientifique jusque dans les Universités. Les Facultés théologiques des Universités allemandes sont une expression caractéristique de la vie spirituelle parmi les nations civilisées. On y élimine le préjugé que l'éducation futur prêtre ne s'élève pas à la même hauteur scientifique que l'éducation des autres professions dévotiques. On y installe sur un candélabre la liberté de la foi catholique, comme Paul montait l'Aréopage. Là les futurs prêtres se mettent en contact avec les autres Facultés, et en réalité dans aucun autre pays le clergé n'a tant de relations amicales avec les universitaires qu'en Allemagne.

Les populaires de cette nation. L'exemple le plus beau sera le « Heliand », dont le chantre évoque la virilité de la vieille Germanie pour son Sauveur comme un roi national germanique. (Note du document.)

2° Collaboration pacifique entre l'Eglise et l'Etat.

Un deuxième trait spécifiquement allemand du christianisme en Allemagne est la collaboration pacifique de l'Eglise et de l'Etat. L'Etat a ses devoirs et son domaine juridique qui lui sont exclusivement réservés. Il doit s'occuper du pain et des autres besoins vitaux du peuple, des routes et de l'ensemble des voies de communication, de la protection de la vie et de la santé, des biens plus élevés de droit et d'ordre, de la liberté et de l'honneur de la nation.

L'Eglise, de son côté, a ses devoirs et son domaine juridique qui lui sont exclusivement réservés : elle a charge de conduire les âmes à la lumière de la Révélation et aux sources de la Rédemption, de donner et d'augmenter la vie surnaturelle, d'établir le Royaume de Dieu dans ce monde.

Mais il y a des domaines où l'activité de l'Etat et de l'Eglise se rencontre : dans les œuvres de charité et les institutions de prévoyance, dans l'éducation de la jeunesse et de la nation, dans la tâche de donner aux âmes le patriotisme, l'esprit de communauté et de sacrifice, ainsi que les autres forces sociales et morales.

Cette collaboration de l'Eglise et de l'Etat a été fixée au cours des temps par des traités solennels appelés Concordats.

Tandis que la France, en 1905, rejeta par la loi de séparation toute collaboration officielle avec l'Eglise, l'Allemagne a conclu de nouveaux Concordats justement après la Révolution. Cela a été accompagné de bien des troubles et de bien des tensions, surtout lorsque l'Etat revendiquait une certaine tutelle sur l'Eglise, mais toujours par la suite on s'est donné franchement la main pour une collaboration pleine de confiance.

Cette collaboration tournait à l'avantage des deux intéressés, l'Etat et l'Eglise. L'Etat donnait au budget ecclésiastique une subvention financière qui, pourtant, dans plusieurs pays, n'était qu'un paiement peu considérable des intérêts des biens ecclésiastiques pris par la sécularisation. L'Etat introduisait dans ses écoles primaires et ses établissements supérieurs l'instruction religieuse comme une matière obligatoire et prenait le repos dominical sous sa protection. Par ailleurs, la collaboration de l'Eglise et de l'Etat favorisait également l'Etat. L'Eglise enseigne et dit : Il y a une distinction entre la justice et l'injustice, entre le bien et le mal, entre la loi de la chair et celle de l'esprit, entre le mariage bénit par l'Eglise et le faux mariage, entre la maternité riche d'honneur et celle qui est sans honneur, en un mot il existe un ordre universel d'obligations morales. L'Eglise conduit les individus aux sources de la force morale, à la croix et aux saints sacrements, elle aide à relever la communauté nationale des bas-fonds pour l'élever à une renaissance morale. L'histoire des civilisations prouve que la religion et la morale, dans la vie des nations, sont unies dans leur ruine et leur développement. Ainsi lorsque le soleil s'éteint au ciel, la vie doit disparaître de la terre. Le développement de la religion signifie donc aussi le développement de la force morale de la nation.

3° Tolérance entre catholiques et protestants.

Un troisième trait caractéristique en matière religieuse nous est imposé par l'histoire. Je veux parler de la coexistence pacifique des catholiques et des protestants. La division de la foi dans notre

peuple est un fait déplorable et a jeté une ombre sur l'histoire des quatre derniers siècles. Des guerres de religion par le glaive et par la plume, des préjugés, des blâmes et des guerres fratricides réciproques ont gaspillé inutilement bien des forces précieuses de la nation; on a inventé de tristes compromis qui n'ont contenté aucune partie. Les descendants ne sont pas coupables de cette division de la foi et doivent s'accommoder de ce fait. Comment? Il ne nous est pas permis d'effacer les oppositions dogmatiques. Elles sont plus qu'une différence de couleur, comme entre le vert et le bleu, plus qu'une différence de langue comme entre le latin et l'allemand. Au temps où j'étais à la caserne, je me rappelle que le sous-officier, à l'heure de l'instruction, aimait à faire une petite incursion à côté de la matière à enseigner, dans le domaine de la philosophie religieuse, et nous disait une fois: « Toute la différence est là que l'un prie en latin et l'autre en allemand. »

Il ne nous est pas non plus permis de démonter l'édifice des deux professions de foi jusqu'aux fondements pour aboutir ainsi à une unité de la foi. Un tel effort conduirait à une troisième profession, ce qui ajouterait, à la dualité des croyances, une troisième religion. Comme enfants d'une même nation, il faut pratiquer les uns envers les autres non seulement une résignation mal déguisée, mais une véritable tolérance, un amour fraternel sincère et sur les oppositions de foi il faut jeter le pont de l'amour.

Le drapeau de nos convictions religieuses ne doit pas être mis en berne.

Il ne faut pas appeler vérité ce que notre conviction nous dit être faux. Mais il faut apprendre ce qui nous est, à nous Allemands, si nécessaire: à savoir garder intacte notre conviction sans mépriser la conviction des autres.

Quand il s'agit de questions politiques et autres, on peut, tant que l'on ne touche pas les fondements de l'ordre religieux ou politique, être d'opinion différente sans cesser d'être amis. Les âmes ne portent pas d'uniformes. Le bariolage des opinions ne doit pas en arriver à ce point que là où il y a trois Allemands ensemble on constate quatre opinions différentes. Mais une uniformité des esprits ne s'obtiendra jamais et même ne serait pas un bien pour le progrès spirituel. La seule émulation entre la confession catholique et la confession luthérienne devrait consister à vouloir se surpasser en amour de notre Sauveur, comme se surpasseaient les deux Apôtres en route pour le tombeau du Christ dans leur amour pour le Christ.

4° L'esprit critique.

Un quatrième trait caractéristique religieux consiste dans la « profondeur » de l'âme allemande.

Dans le sang allemand coule une tendance inquiétante à la critique. Bismarck disait un jour aux étudiants: « Je vous prie, Messieurs, de ne pas trop céder au besoin allemand de la critique. »

Cette disposition peut avoir un avantage: Cette tendance à tout examiner et à tout prouver par sept arguments peut conduire à une connaissance plus profonde de la doctrine de la foi. Cette passion pour la critique peut aussi dégénérer en un scepticisme qui éteint la lumière de la foi. Surtout lorsque les mêmes esprits exercent cette critique sur la parole divine tout en ayant une très grande crédulité aux paroles des hommes.

Le bon caractère allemand renferme une ferme fidélité au devoir. Cette fidélité au devoir ne se

laisse pas dominer par les humeurs et les passions du cœur. Cette infidélité au devoir ne se laisse pas intimider par l'incompréhension des gens de la rue et des menaces de la masse. Cette ferme fidélité au devoir ne se laisse pas dérouter par l'ignorance et l'insuccès, lorsque même dans l'exercice de sa profession on est témoin de beaucoup de manque de caractère et que dans le tourbillon de la vie publique il faut garder la tranquillité. La soi-disant morale laïque sans la foi en Dieu et au Sauveur sans le Décalogue, sans préceptes et sans sacrements, ne nous donnera pas ces hommes et ces martyrs du devoir. Ces hommes-là ne se lèvent que sous la croix.

2° Lettre de S. Em. le card. Bertram, archev. de Breslau

(31. 12. 30) ⁽¹⁾

MENACES SUR L'ALLEMAGNE

Aux aimables harmonies des joyeux cantiques de Noël s'est mêlée la cruelle pensée des millions d'infortunes que recèle l'Allemagne. L'allégresse du *Te Deum* de fin d'année n'a pu elle-même dissiper les inquiétudes que les luttes spirituelles, économiques et politiques, font naître parmi nous. À cette heure, une exhortation ne peut donc que rendre un son grave. Mieux vaut pourtant exprimer franchement et bien haut de sérieuses vérités que de masquer les dangers.

À plusieurs reprises déjà, quand un assaut général se préparait contre le christianisme et l'Eglise contre la culture chrétienne et l'ordre politique Nous songions, malgré Nous, à l'Evangile de Noël; par la pensée Nous évoquions cette lumière du Christ apparaissant au milieu d'un monde plongé dans les ténèbres. Notre évocation est à sa place toutes les fois qu'aux époques des pires détresses et des pires bouleversements des âmes des séducteurs viennent capter l'esprit de la nation; c'est alors que les ténèbres couvrent les individus même des peuples entiers. Vivons-nous en de pareils jours? ou bien marchons-nous vers eux?

On n'a pas besoin d'aller bien loin en dehors des frontières de l'Allemagne pour voir que, parmi les millions d'habitants de l'Est, la culture chrétienne s'est abîmée dans les ténèbres. Et ces ténèbres projettent leur obscurité sur l'Europe entière; elles commencent même à couvrir de leur sombre nuée l'Allemagne, la toute première, cette Allemagne où déjà des millions d'individus ont préparé le terrain pour la domination d'une « dégradation d'athées » (2).

(1) La traduction a été faite d'après le texte officiel publié par la Curie archiepiscopale de Breslau sous le titre « Un mot à l'heure grave où s'achève l'année 1930 et qui nous a été gracieusement communiqué. — *L'Eservatore Romano* du 7-8. 1. 31 a donné une traduction de la plus grande partie de cette lettre sous le titre « Patriotisme et nationalisme ».

(2) À propos de ces fédérations d'athées, la *Koelnische Volkszeitung* n° 83, du 16. 2. 31, a publié un article intitulé « L'Internationale des athées » où le docteur KONRAD ALGERMIERSEN écrit notamment:

« Le mouvement prolétarien et libre-penseur (dont but est d'étendre les idées athées et monistes marxistes) s'est développé fortement dans les différents pays grâce à la misère lamentable de l'après-guerre, spécialement en Allemagne. Le tableau suivant montre l'accroissement constant du mouvement en ce pays: »
1918: 3 322 membres; — 1920: 59 829 membres.

En un pareil moment, c'est le devoir des successeurs des apôtres d'élever la voix en faveur de la nière et de la vérité. Puissent ces paroles y contribuer, car je me sais en parfaite communion d'écrites avec mes frères en l'épiscopat, quand ils semblèrent aux conférences de Fulda.

Nationalisme excessif.

Lumière et vérité ! Donc un mot d'abord sur la direction qui est la source de nombreuses et graves erreurs.

1922 : 261 565 membres ; — 1924 : 285 502 membres ; 1926 : 464 728 membres ; — 1928 : 581 059 membres ; à la fin de 1930 environ 600 000 membres de l'aile socialiste et 100 000 membres de l'aile communiste. »

« Les 1 700 communes des villes et de la campagne en Allemagne possédant une organisation de ce mouvement sont énumérées dans mon ouvrage sur le mouvement libre-penseur prolétarien, pp. 17 à 25, par ordre alphabétique. Le nom du mouvement allemand était jusqu'en 1929 *Verband fuer Freidenkertum und Feuerbestattung* (D. C., t. 23, col. 1376-82). Depuis la séparation de la fraction socialiste s'appelle *Deutscher Freidenker Verband* (siège à Berlin S. W. 29, Gneisenaustrasse 41, président Max Sievers, organe *Der Freidenker*, mensuel, dans septième année) ; la fraction communiste indique son siège à Berlin *Zentralstelle proletarischer Freidenkervereinde Deutschlands*, son organe s'intitule depuis janvier 1930 *Der Gottlose*, de janvier 1930 à mars 1930 *Proletarische Freidenker* et depuis lors *Die Proletarische Freidenkerstunde* (bureaux : Berlin G. 25 ; Muenzstrasse 24 III, son président est le communiste berlinois Meins). [...] »

« L'Assemblée constituante de cette Internationale des libres-penseurs prolétariens (en ce qui concerne les libres-penseurs prolétariens de Russie (voir D. C., t. 23, col. 1008 et sq) a eu lieu le 31 mai et le 1^{er} juin 1925 à Tepitz-Schoenau ; son siège fut fixé à Vienne VII, Hermannsgasse 2) ; son organe est *Der Atheist*, actuellement dans sa cinquième année (administration actuelle, Vienne, VI, Mariahilferstrasse 85) ; son président est le prof. Hartwig, un Tchécoslovaque appartenant à la fraction socialiste. Jusqu'au commencement de 1930 cette Internationale des libres-penseurs prolétariens « comprenait 16 organisations libres-penseuses socialistes ou communistes en 10 pays différents :

Russie : « Union des athées militants » (Moscou, *egliny* projet, 21) ;

ALLEMAGNE : « *Verband fuer Freidenkertum und Feuerbestattung* » (Berlin) et « *Proletarische Freidenkerjugend Deutschlands* » (Leipzig) ;

Autriche : « *Freidenkerbund Oesterreichs* » (Vienne) et « *Bund tschechischer Freidenker Oesterreichs* » (Vienne) ;

Tchécoslovaquie : « *Bund proletarischer Freidenker der S. R.* » (Bodenbach), « *Svaz proletarskych bezvercu* » (Prague) et « *Spolek Volnych myslitelu Augustin Smeana* » (Prague) ;

France : « Fédération prolétaire des libres-penseurs de France » et « Union fédérale des libres-penseurs révolutionnaires de France » (Paris-Nord) ;

Belgique : « Ligue matérialiste » (Bruxelles) ;

Suisse : *Proletarische Freidenker der Schweiz* (Zurich) et « Fédération des libres-penseurs de la Suisse française » (Lausanne) ;

Pologne : « *Związek wolnomyslicieli Polskich* » (Varsovie) ;

Danemark : « *Arbejdernes Fritenkervorbund* » (Copenhague) ;

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE : « Union des libres-penseurs de l'Amérique du Nord ».

Actuellement il y a donc deux Internationales des libres-penseurs prolétariens, celle des socialistes et celle des communistes. Le 5 mars 1931, le docteur Wirth, à l'occasion de la discussion du budget de l'Intérieur, a fait un discours énergique contre cette propagande des athées. Il s'est engagé à prendre toutes les mesures légales possibles contre elle. Le 18 suivant, le ministre de l'Intérieur du Reich et les mêmes ministres des pays se sont réunis pour délibérer sur les mesures à prendre.

Je vise le nationalisme excessif, la glorification de la race. Cette ligne était à peine écrite que je recevais le texte de l'allocution du Saint-Père à l'occasion de la Noël, allocution qui, elle aussi, combat l'égoïsme nationaliste (1). Ajoutons quelques considérations.

Il y a un nationalisme légitime. A l'époque des troubles intérieurs de la Silésie, j'en ai souvent parlé dans les écrits que je publiais. Ses principales caractéristiques sont l'amour de la langue maternelle, un fidèle attachement à la race nationale et aux mœurs traditionnelles, la reconnaissance envers Dieu pour toutes les qualités héritées des ancêtres. Tout cela est légitime, tant que la vérité ou la charité n'ont pas à en souffrir. Mais cela devient illégitime quand l'orgueil national finit par troubler l'esprit. — Le nationalisme est légitime tant que la fidélité à la patrie va de pair avec le sentiment de la communauté qui nous unit à nos frères de langue différente. Légitime aussi, quand on ne se laisse pas aller à l'idolâtrie de son pays, quand on ne s'aveugle pas sur les qualités des autres races ou nations, quand on respecte leur génie particulier, mais par-dessus tout quand on reconnaît Dieu pour le créateur et le dispensateur de tous les dons naturels, de l'intelligence et de l'immense variété des aptitudes, quand on suit la main de Dieu au travers de l'évolution nationale des différentes races ou nations.

Un nationalisme raisonnable est même une force qui engendre l'union et favorise les ententes. Par contre, un nationalisme fanatique entraîne à sa suite le mépris de nos voisins et les haines internationales ; il brise en outre le lien surnaturel qui doit nous unir tous comme enfants de la même Eglise, comme frères dans le Christ, comme cohéritiers et propagateurs de la culture chrétienne.

Celui qui brise cette sainte union, celui-là jette le feu de la discorde dans notre propre nation. Et ceci à une époque de détresse, telle que les siècles passés n'en ont jamais connu. Les misères du jour exigent pourtant que nous évitions tout ce qui peut compromettre la paix, aussi bien dans notre peuple qu'entre les peuples.

Telle est l'attitude de l'Eglise. Pour nous, un amour dévoué jusqu'au sacrifice envers notre peuple et notre patrie est sacré. Mais nous considérons et repoussons comme un sacrilège l'aveuglement et la brutalité, fruits de la glorification fanatique de la nation.

Agitation révolutionnaire dans les masses.

Un noble et légitime nationalisme nous enseigne le devoir que nous avons de chercher, par une entente paisible entre les groupements politiques, par la confiance témoignée aux autorités, par les sacrifices que nous sommes prêts à consentir, les voies ou moyens raisonnables de conduire vers un meilleur avenir un peuple qui subit les humiliations et les souffrances les plus cruelles. La conscience de ce devoir doit être d'autant plus profonde que le tableau des troubles intellectuels et moraux d'innombrables égarés se trouve être plus affligeant. Nous ne voulons pas infliger une condamnation à tous les égarés, car, nous le savons bien, le mécontentement engendré par la situation économique et politique actuelle, de même que le chômage calamiteux et croissant qui désole plusieurs grands

(1) Cf. D. C., t. 25, col. 11.

pays industriels de notre globe, a pour résultat que des millions d'hommes prêtent l'oreille à ces bruyants discours où l'on vient leur dire : L'ordre social existant doit être brisé ; il faut en construire un nouvel et meilleur. Il est aisé de comprendre que de pareilles déclarations aient conquis des adeptes par centaines de mille ; car cette gigantesque, misère a rempli les masses de rancœur et de désespoir. Ceux qui ont charge d'âmes savent très bien combien souffrent des milliers de gens bien intentionnés, combien leur cœur est ulcéré de toutes les privations, de toutes les désillusions et de toutes les peines qu'ils ont endurées.

Telles sont les dispositions de l'âme populaire. On comprend alors que les jeunes, avec l'impétuosité de leur âge, se laissent facilement égarer par les cris de guerre des agitateurs et s'insurgent contre l'ordre établi. Tout ceci est à considérer pour saisir l'immense anomalie qu'ont provoquée les bouleversements et les excitations actuelles.

En présence de ce fiévreux tumulte, c'est un grave devoir que de bien pénétrer la conscience des hommes avec cette vérité : Détruire est facile, construire du neuf avec des ruines est incomparablement plus difficile. Par conséquent, gardez-vous de tous ces faux prophètes dont les arguments principaux sont des paroles d'excitation. Serrez-vous, formez un solide rempart et sauvegardez notre saint héritage. Souvenez-vous de vos responsabilités. Demeurez fidèles à l'ordre de l'Etat dont la défense est entre des mains fermes, non moins qu'expérimentées. Rejetez ceux qui, à grands cris, cherchent à vous exciter et à vous entraîner aux violences, mais qui n'ont ni l'expérience, ni la sagesse, ni le désintéressement voulus pour remédier à nos maux.

AVERTISSEMENTS

Communisme et socialisme.

Vos évêques ont le devoir de vous adresser de pareils avertissements. Ils suivent l'exemple de l'Apôtre des nations, de saint Paul, qui condamne de la manière la plus formelle les révoltes contre l'autorité, car il y voit une révolte contre l'ordre voulu par Dieu. L'histoire de ces dix dernières années montre que l'épiscopat n'a jamais failli à sa mission d'élever publiquement la voix dans toutes les circonstances où la vie religieuse et l'ordre public étaient menacés.

Nous vous rappelons à tous avec quelle énergie les évêques allemands, suivant l'exemple de Léon XIII et de ses successeurs, ont toujours combattu le socialisme et le communisme, et ceci avec autant de raison dans le passé que dans le présent. Car, de nos jours, l'aveu public des premiers dirigeants socialistes, est toujours valable : le socialisme et le christianisme sont entre eux comme l'eau et le feu. De nos jours encore, on peut dire du communisme qu'il est le plus violent des assauts contre la foi en Dieu et la loi de Dieu. Tous deux sont aux ordres d'une libre pensée sans cœur et sans âme, pour laquelle il n'y a rien de sacré dans la divine Révélation et la formation chrétienne.

Faux nationalisme.

C'est fermement, nettement, en complet accord avec l'appel lancé par notre Pasteur suprême, que l'épiscopat doit s'opposer aux erreurs engendrées par un faux nationalisme, erreurs que la parole et la plume, en ces derniers temps, ont répandues

sur tous les points de notre patrie. En exaltant d'une manière exclusive la race nationale, ces erreurs conduisent au mépris de la Révélation de la Loi divines. Elles ne relèvent plus uniquement du domaine politique ; elles sont une manière de religion au rebours et l'on doit les combattre sans faiblesse. Nous dirons donc :

Le catholicisme est universel.

Nous, chrétiens catholiques, nous ne connaissons pas de religion de la race, nous ne connaissons que la Révélation du Christ, Révélation valide pour le monde entier et qui à tous les peuples a venue apporter le même trésor de foi, les mêmes commandements, les mêmes moyens de salut. Qu'un peuple, que chaque race épanouisse complètement et intégralement dans ce royaume de Christ Roi tout ce que ses qualités spécifiques ont de beau et de noble. Et c'est pour le mieux. Dans tout cas, jamais le génie d'une race ne peut faire juge d'un quelconque des dogmes et des commandements du Christ. Le plus beau trésor d'un peuple est la pleine possession des vérités éternelles que le Christ a déposées dans le cœur de son Epouse, l'Eglise catholique, en l'y scellant de l'éternelle et divine garantie de l'Esprit-Saint.

Nous autres, catholiques, nous ignorons ce qu'est une Eglise nationale. Catholique veut dire universel. « Un seul pasteur, un seul troupeau » par la terre entière, tel est le plan fondamental du royaume messianique, plan que le Christ a solennellement proclamé avant de mourir sur la croix — « Un seul pasteur, un seul troupeau » : ce mot formule consacre également le lien spirituel qui unit la famille des peuples et que ne doit relâcher aucune différence, aucune lutte d'intérêts terrestres.

Catholique signifie universel de deux façons. C'est d'abord une union réunissant d'égale façon tous les peuples : « Enseignez tous les peuples » et voilà pour l'étendue du royaume du Christ. C'est ensuite le don entier, accordé à tous, du commun trésor de la foi : « Enseignez-leur à observer tout ce que je vous ai transmis. »

L'Eglise catholique est de fondation divine. Elle est l'œuvre du Christ dans tous les traits essentiels de son organisation. Elle est donc intangible. Et lors, point de ces contrefaçons, dites les églises nationales ; détachées du roc de Pierre, elles seront dominées que par une pensée raciste, par une doctrine chrétienne asservie à des théories arylo-héroïques. Folles prétentions de faux prophètes !

La religion catholique postule la vie en Dieu

Celui qui demeure un fidèle catholique, celui qui ne se contentera même pas d'un soi-disant « christianisme positif ». Une pareille doctrine peut bien être prônée avec les meilleures intentions, mais pour nous, catholiques, elle ne dit rien qui ne satisfasse ; car, sous cette étiquette, chacun entend ce qu'il veut. Au fond, ce n'est rien de plus qu'une forme du bon plaisir. C'est donc sans valeur. Notre christianisme positif, c'est le christianisme catholique : quiconque l'ébranle ou le travestit n'appartient plus de fait à notre christianisme positif.

Pour nous, la religion est beaucoup plus qu'une synthèse générale de ce monde. C'est vivre en Dieu dans l'union la plus intime. C'est vivre et penser comme des membres vivants du corps du Christ, donc en fils loyaux de son Eglise. C'est la foi

la parole divine, en la Sainte Ecriture. C'est la foi en le Chef suprême de l'Eglise, en le successeur de Pierre, sous l'autorité duquel le Christ lui-même a placé la totalité de son troupeau. C'est la foi, mais aussi un zèle plein d'amour dans le service de Dieu et la réception des sacrements.

TABLEAU DES LUTTES RELIGIEUSES

Pour permettre de juger exactement, de même que pour caractériser les attaques présentes contre le christianisme et l'Eglise, attirons encore sur un point l'attention : Il est indéniable que les luttes spirituelles de notre époque, avec leur ameutement des masses, ont dans leur but et leur méthode beaucoup de traits communs avec les luttes qui accompagnèrent les hérésies du xvi^e siècle.

Aujourd'hui comme alors, les difficultés économiques et politiques s'enchevêtrent aux questions religieuses. Les agitateurs en profitent pour tenter de semer leurs systèmes trompeurs dans les milieux les plus étendus, tout comme s'il s'agissait d'instaurer un christianisme épuré. C'est la profanation de ce qu'il y a de plus saint.

Aujourd'hui comme alors, c'est contre la doctrine de l'autorité vivante de l'Eglise catholique que porte la principale attaque. Dans ce but, on excite la méfiance envers la mission pastorale de l'Eglise, envers la gardienne de la Révélation et de la loi divines.

De là les mêmes exagérations, les mêmes men songes dans les outrages lancés contre les évêques, le Pape et le clergé. Et dans toute cette tactique, comme au xvi^e siècle, on découvre un art polémique, effroyable. C'est encore le même ameutement des masses à grand renfort de mots d'ordre.

De même qu'au xvi^e siècle, c'est l'annonce d'un meilleur avenir pour le jour où les institutions existantes seront jetées bas. Du reste, le mécontentement profond des masses populaires rend facile leur racolage. La conscience des individus est étourdie par le fracas des manifestations monstres qu'organisent les agitateurs. Tout ceci est d'autant plus grave — comme l'écrit un observateur attentif de notre époque — qu'en général les hommes instruits ne donnent nullement l'exemple de cette clarté et de cette fermeté qu'on aurait le droit d'espérer d'eux.

LE DEVOIR DE TRAVAILLER S'IMPOSE A TOUS

Tel est le tableau des luttes religieuses de notre époque. En présence de cette crise, quel immense devoir ont les évêques et tous les prêtres de se montrer infatigables dans la proclamation rigoureuse des vérités chrétiennes et de leurs inébranlables fondements. Personne ne doit pouvoir dire : Aux jours les plus sombres, l'Eglise nous a délaissés.

Action catholique.

De concert avec le clergé, l'« Action catholique » a, elle aussi, le devoir de travailler. C'est dans ce but que nous prions les maîtres de la science et les hommes publics, les présidents d'association et les dirigeants, les écrivains et les orateurs, de bien instruire tous les milieux qui leur sont abordables des trésors que constituent pour nous, catholiques, la foi catholique et notre Eglise, la loi morale chrétienne et la pratique religieuse catholique, l'esprit de charité et la collaboration que nous demandons en faveur de l'apostolat. Ici également,

c'est le lieu de rappeler la parole du Christ : « Oh ! si tu connaissais le don de Dieu », tu connaîtrais alors pleinement, absolument, et tu vivrais les bénédictions de la religion catholique.

Vie privée et vie familiale.

Bénédictions dans votre vie privée ; car la religion catholique favorise et sanctifie notre constitution intellectuelle et morale ; elle nous encourage et nous fortifie dans les temps des plus dures misères et des plus profonds bouleversements.

Bénédictions dans la vie familiale. Rien au monde ne peut remplacer cette sanctification, ce bonheur intime du mariage et de la famille, cette fidélité conjugale et, pour les enfants, cette bonne éducation qui nous viennent de la maison de Nazareth.

Vie économique.

Bénédictions dans la vie économique. L'Eglise ne cesse de s'élever contre le mammonisme, contre tous les profits injustes, contre toute exploitation des faibles ; mais elle repousse également les luttes de classe au nom du commandement, obligatoire pour tous, de la justice et de l'amour ; elle les supprime donc par la chrétienne communauté d'intérêts qui existe entre tous les membres d'une profession ; en même temps, par sa doctrine et son enseignement, elle forme les jeunes générations à la pratique consciencieuse, incorruptible, de leur vie professionnelle, à des conceptions vraiment sociales, ainsi qu'à une active charité.

Plus l'âme nationale vient à se troubler, et plus le travail d'instruction et d'encouragement de l'Action catholique doit être conscient de son but, plus il doit faire preuve de méthode et d'opportunité.

CRI D'ALARME

Telles sont les préoccupations qui nous assaillent à ce tourmant annuel de notre sombre époque. Puissent mes paroles retentir bien au loin comme un signal d'alarme.

Qu'elles soient un avertissement pour des millions de contemporains qui ne songent pas où on les mène.

Elles sont un témoignage de sympathie à ces foules innombrables de malheureux, si durement éprouvés dans leurs foyers, et qui par le seul excès de leur amertume suivent des dirigeants incapables de rien tenir de ce qu'ils promettent.

Elles sont une protestation contre les calomnies dont les ennemis du Christ veulent accabler l'Eglise et contre ce pêle-mêle d'erreurs dont est formé l'évangile des races.

Elles cherchent à mettre sur leurs gardes ceux qui jouent avec les idées révolutionnaires et cherchent à contrecarrer les plus sages efforts qui visent à nous sauver. Elles sont aussi un avertissement aux classes possédantes ou mieux partagées de s'abstenir, en ces temps calamiteux, de toute espèce de luxe, d'aller contre la recherche des plaisirs et d'accepter tous les sacrifices pour ceux de leurs frères qui souffrent.

Elles font appel aux jeunes gens, pour qu'ils ne fassent point égarer leur esprit par la folle et tapageuse éloquence des mauvais chefs.

Elles posent enfin une question aux catholiques instruits : Ne pouvez-vous tous, sans exception, chacun de votre côté, faire quelque chose de plus

pour la vérité du Christ, pour donner une collaboration plus confiante aux efforts réfléchis de l'autorité, quand elle cherche à nous défendre contre des haines fanatiques, pour accroître la fidélité envers l'Eglise, pour répandre les pratiques religieuses catholiques, pour mieux développer l'esprit de la famille catholique et le sens de l'abnégation sociale ?

UN PROGRAMME

En présence du cercueil d'un catholique, homme d'action (1), je pouvais, il y a quelques jours, répéter une de ses paroles préférées et la donner comme un programme :

« Que personne ne se croie ni tellement supérieur ni tellement inférieur qu'il ne puisse accomplir du bon travail catholique. »

Que ce soit là votre devise au début de cette nouvelle année de labeur.

Breslau, 31 décembre 1930.

A. card. BERTRAM

3° Lettre de l'épiscopat bavarois (févr. 1931) (2)

ATTITUDE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

1° Le national-socialisme a inscrit des erreurs dans son programme de politique culturelle, car il rejette des points essentiels de la doctrine catholique ou en a une conception fautive ; enfin, d'après les déclarations de ses chefs, il veut remplacer la foi chrétienne par un nouveau système d'idées.

Nous ne voulons point nous occuper de ses buts en politique d'Etat, nous n'examinons que l'attitude du national-socialisme envers le christianisme catholique.

Des représentants en vue du national-socialisme mettent la race au-dessus de la religion. Ils rejettent les révélations de l'Ancien Testament et même du décalogue de Moïse. Ils n'acceptent pas la primauté du Pape de Rome, parce qu'il est un pouvoir résidant hors d'Allemagne et ils caressent la pensée d'une Eglise nationale allemande sans dogmes. Le § 24 de son programme veut juger des lois immuables de la morale chrétienne d'après le sentiment de moralité de la race germanique.

Les conceptions sur le droit à la révolution qui réussit et sur la priorité de la force sur le droit sont en contradiction avec la doctrine chrétienne sur la société.

D'après les déclarations du parti ou des chefs du parti l'on peut dire : ce que le national-socialisme appelle christianisme n'est plus le christianisme du Christ.

(1) L'Osservatore Romano (7-8. 1. 31) note qu'il s'agit du Dr Félix Porsch (cf. D. S., t. 25, col. 115).

(2) Lettre adressée au clergé et publiée dans les Semaines religieuses de la Bavière avant le 12. 2. 31, traduite d'après le texte de la *Koelnische Volkszeitung*, n° 85, du 17. 2. 31. — Ce document émane donc des huit archevêques et évêques dont les noms suivent : S. Em. le cardinal Michael von Faulhaber, archevêque de Munich et Freisingen ; — S. Exc. Mgr Joannes Jacob von Hauck, archevêque de Bamberg ; — LL. Exc. NN. SS. Sigismund Félix von Ow-Fellendorf, évêque de Passau ; Leo von Mergel, évêque d'Eichstätt ; Ludwig Sebastian, évêque de Spire ; Michael Buchberger, évêque de Ratisbonne ; Matthias Ehrenfried, évêque de Wurzburg ; Joseph Kumpfmüller, évêque d'Augsbourg.

Devoirs des évêques.

En tant que gardiens de la doctrine de l'Eglise sur la foi et la morale, les évêques se voient obligés de mettre les fidèles en garde contre le national-socialisme pour autant et dans la mesure qu'il propage ces conceptions de politique culturelle qui ne peuvent pas s'accorder avec la doctrine catholique.

Devoirs du clergé.

2° Il est sévèrement défendu au clergé catholique de collaborer sous quelque forme que ce soit au mouvement national-socialiste. Les principes de ce mouvement et ses actes hostiles à l'Eglise et au christianisme — rejet de tout concordat, réclamation de l'école mixte (commune aux élèves catholiques et protestants), extrémisme de leurs idées nationales, opposition aux mesures contre l'avortement — ne peuvent être ignorés de l'ecclésiastique catholique, capable par son éducation théologique de distinguer entre le dogme et les doctrines fausses. Une conscience erronée de bonne foi n'est pas admissible de la part d'un prêtre. Pour les mêmes raisons, celui qui a charge d'âmes a le devoir d'expliquer aux fidèles, d'un ton calme et conforme aux faits, que le national-socialisme, qui fut d'abord un mouvement de politique d'Etat dirigé contre le marxisme, a évolué, en ces dernières années, de plus en plus vers la politique culturelle et a abouti à une position de Kulturkampf contre l'Eglise et les évêques. La presse de ce parti adopte contre les manifestations catholiques, contre l'appel même du Saint-Père pour repousser le bolchevisme, un langage qui prouve l'absence de toute connaissance des questions religieuses et de tout respect.

3° Il est et il reste interdit aux nationaux-socialistes de prendre part en corps, avec drapeaux et en uniforme, aux cérémonies religieuses, car une telle démonstration religieuse induirait les fidèles à penser que l'Eglise s'accommode du national-socialisme. Lorsqu'un national-socialiste entre à l'église avec l'insigne de son parti, on peut ne pas s'y opposer à la condition seulement que cela ne vise en aucune façon à être une démonstration et que cela ne menace pas non plus de troubler les cérémonies sacrées.

La réception des sacrements.

4° Quant à la question de savoir si un national-socialiste peut être admis aux sacrements de pénitence et d'Eucharistie, il faut examiner dans chaque cas si la personne en question ne fait que suivre le mouvement sans se rendre compte des visées religieuses et politico-culturelles du parti, ou si, au contraire, soit comme représentant, soit comme rédacteur ou agent, il fait siennes toutes les visées du parti et donc aussi les points en conflit avec la nature du christianisme et avec la doctrine de l'Eglise. La masse qui dernièrement a voté pour le national-socialisme comprend sans doute un grand nombre de personnes qui n'approuvent que les buts patriotiques du national-socialisme — comme la révision du traité de paix, ses buts économiques, l'amélioration de la condition économique de l'ouvrier ou l'augmentation des salaires, — mais qui ignorent entièrement les tendances culturelles contre le christianisme et l'Eglise ou qui, au moins, sur ce point ne sont pas hostiles et vivent ainsi subjectivement dans la bonne foi.

Dans ces cas, le confesseur doit juger si le fait d'appartenir au national-socialisme constitue ouï ou non un danger prochain de péché. Les règles générales de la théologie pastorale disent jusqu'à quel point le confesseur a le devoir d'interroger et de renseigner.

Principes de pastorale à appliquer.

5° Les principes de pastorale à appliquer dans le cas du national-socialisme restent les mêmes que ceux fixés par les autorités, en ces dernières années encore, au sujet de l'ancien libéralisme et du socialisme. Parmi les partisans de ces erreurs, bon nombre ne voulaient ni ne veulent être infidèles aux promesses de leur baptême ou trahir leur Eglise. Pour savoir dans les cas particuliers si un socialiste ou un national-socialiste, mort subitement sans les sacrements, peut recevoir la sépulture religieuse, il faut d'abord se demander — conformément à ce qui a été dit — si la personne en cause prenait part à la vie de l'Eglise, faisait son devoir pascal et vivait en paix avec l'Eglise.

6° Si, ce que nous ne souhaitons pas, le national-socialisme évoluait vers les méthodes bolchevistes, la bonne foi des individus deviendrait absolument inacceptable. Au reste, les directives des conférences des évêques tenues à Fulda et à Freising concernant la charge d'âmes et les associations hostiles à notre foi entrent ici en vigueur.

4° Lettre de l'épiscopat de la province de Cologne (5. 3. 31) ⁽¹⁾

NATIONAL-SOCIALISME ET PATRIOTISME VÉRITABLE

Persistance des fautes et des erreurs des nationaux-socialistes.

Depuis des mois de la part de fidèles à la conscience angoissée, de prêtres soucieux et conscients de leur responsabilité, de catholiques mêlés à la vie publique ainsi que d'hommes du simple peuple, nous est posée la question : Quelle attitude devons-nous prendre, comme catholiques fidèles, envers le mouvement qui s'étend en Allemagne sous le nom de national-socialisme, et qui s'est emparé d'un grand nombre de nos compatriotes et surtout d'une grande partie de la jeunesse ?

L'attente que les chefs de ce mouvement réussiraient sous peu à développer et éclaircir leurs objectifs et leurs principes de telle façon qu'ils ne donnent plus occasion pour les croyants catholiques à des malentendus et à des hésitations fondées ne s'est pas réalisée. L'espoir que tant de choses déplorables dans la conduite des agents nationaux-socialistes, surtout dans le langage des organes de leur presse, n'étaient que des phénomènes passagers accompagnant facilement les mouvements si rapides et si inattendus de la masse, ne s'est pas vérifié. Bien au contraire, les chefs du mouvement national-socialiste propagant dans les assemblées publiques, dans leur presse et leurs publications, toute une série de conceptions erronées et fausses sur les vérités fondamentales de la foi chrétienne, spécialement sur la doctrine catho-

lique de l'universalité, de l'unité et de l'autorité de l'Eglise de Jésus-Christ, sur quelques principes de morale et de plus sur les relations entre l'Eglise et l'Etat, entre la religion et la race. Ces conceptions déconcertent et troublent de plus en plus les âmes confiées à notre charge pastorale.

Comme le cardinal de Breslau et l'épiscopat bavarois, nous protestons contre elles.

En face de cette confusion et de ces troubles, nous, évêques, nous ne pouvons ni ne devons nous taire plus longtemps, d'autant plus que notre attitude expectative sur l'évolution de ce mouvement national-socialiste a déjà fait naître des interprétations fausses. Mais avant tout, nous devons parler parce que les avertissements déjà donnés et bien pesés, en particulier celui de S. Em. le cardinal-archevêque de Breslau, si largement publié, de même que l'attitude des archevêques et évêques de Bavière, n'ont pas décidé les chefs responsables de ce mouvement à rejeter clairement et sans équivoque les affirmations en contradiction avec la foi et la morale catholiques. Leur langage, hautement irrespectueux et dégénérant souvent en insultes envers les représentants de l'autorité ecclésiastique parlant dans le souci des âmes, n'a pas été non plus désavoué efficacement.

Nous, évêques de la province ecclésiastique de Cologne, soucieux de notre devoir pastoral, qui par une déclaration particulière et collective du 8 janvier 1920 avions élevé notre voix avec énergie et avec franchise contre le socialisme, ennemi des catholiques, et contre le communisme, qui en est sorti, nous élevons aujourd'hui notre voix avec la même énergie.

Egalement conscients de notre devoir, nous attirons l'attention de nos diocésains sur le danger du mouvement national-socialiste, qui menace la pensée et la vie catholiques. A ce propos, il y a lieu de prêter grande attention au fait que l'autorité suprême de l'Eglise, Notre Saint Père Pie XI, a condamné le mouvement nationaliste (1) d'« Action française », se rapprochant manifestement des erreurs des chefs nationaux-socialistes sur certains points essentiels.

Suivant l'expression des évêques bavarois, nous mettons en garde très sincèrement nos fidèles contre le national-socialisme « pour autant et dans la mesure qu'il propage ces conceptions de politique culturelle qui ne peuvent pas s'accorder avec la doctrine catholique ». Pour appuyer cet avertissement, nous faisons expressément nôtres les déclarations de S. Em. le cardinal-archevêque de Breslau écrivant dans sa « Parole d'avertissement public au nouvel an » : Nous, chrétiens catholiques, nous ne connaissons pas de religion de la race, nous ne connaissons que la Révélation du Christ, Révélation valable pour le monde entier et qui est venue à tous les peuples apporter le même trésor de foi, les mêmes commandements, les mêmes moyens de salut. Que chaque peuple, que chaque race éprouve complètement et intégralement dans ce royaume du Christ Roi tout ce que ses qualités spécifiques ont de beau et de noble. » Et plus loin : « Nous autres, catholiques, nous ignorons ce qu'est une Eglise nationale. Catholique veut dire universel.

(1) Publiée par la *Koelnische Volkszeitung* n° 116, du 7 mars 1931, sous le titre « Les évêques de la province ecclésiastique en face du mouvement national-socialiste ».

(1) Le texte de la *Koelnische Volkszeitung* et l'*Osservatore Romano* portent ici *nationalsozialistische Bewegung*.

« Un seul pasteur, un seul troupeau » sur la terre entière, tel est le plan fondamental du Royaume messianique, plan que le Christ a solennellement proclamé avant de mourir sur la croix. « Un seul » pasteur, un seul troupeau » : cette formule consacre également le lien spirituel qui doit unir la famille des peuples et que ne doit relâcher aucune différence terrestre, aucune lutte d'intérêts. »

Mais en vertu de la religion nous encourageons le véritable amour de la patrie.

Cela n'exclut pas, nous y insistons expressément, que même du point de vue de notre sainte religion, ou plutôt justement à cause de ce point de vue, nous comprenons et acceptons avec bienveillance que le sentiment de communauté entre les membres de la race et de la nation allemande retrouvent de toute part un regain de vie dans notre pauvre patrie humiliée et asservie. Nous acceptons avec bienveillance qu'on insiste sur l'amour de la patrie à manifester plus spécialement au moment où cette patrie est plongée dans les malheurs et les souffrances, que tous les Allemands estiment, louent sans s'enorgueillir en face d'autres peuples, et mettent en valeur les biens spécifiques dont la divine Providence a doté la nation allemande, son sentiment (*Gemuet*) profond sa volonté tenace, sa tendance native à la fidélité et à la foi. Oui, nous comprenons et approuvons que de plus en plus une volonté de résistance unanime, toujours plus forte, prévale chez nous sur tant de contre-vérités et d'injustices qui, comme un sombre voile rempli de malheurs, menacent d'envelopper le passé, le présent et l'avenir de notre nation ; et que prévale une défense résolue du droit et de la vérité dans les relations des hommes et des peuples. Mais toutes ces nobles passions d'une nation n'aboutiront à rien et même pourront devenir un danger si elles ne conduisent pas à une action sérieuse, grande et morale.

L'amour de la nation et de la patrie, comme l'enseigne la doctrine du Christ, doit d'abord et avant tout se manifester en ceci qu'on se conduit avec dévouement comme des fils de la même patrie allemande, qu'on ne reste pas dans l'indifférence lorsque des millions de nos nationaux souffrent les pires détresses, mais au contraire qu'en tout lieu, dans les villes et dans la campagne, selon les besoins et les possibilités locales, on s'organise pour aider, avec méthode, ceux qui souffrent, étant prêts à faire joyeusement des sacrifices. « Portez les fardeaux les uns des autres » (*Gal. vi, 2*), et ainsi vous ferez en même temps votre devoir de chrétien et de patriote.

L'amour de la nation et de la patrie, comme nous l'apprend le véritable christianisme, demande que nous soyons prêts à faire les sacrifices et à porter les fardeaux que l'autorité légitime croit devoir nous imposer pour le bien commun. Le véritable amour de la nation et de la patrie demande encore qu'au-dessus des distinctions de rang, de classe, de confession et de parti, nous nous efforcions honnêtement et unanimement de rechercher les causes de la misère de nos jours et de tendre vers l'amélioration de l'ordre économique et social sans nous perdre dans des polémiques inutiles. « Que chacun examine ses propres œuvres » (*Gal. vi, 4*), dit l'Apôtre.

Le noble amour de la nation et de la patrie demande enfin que nous respectons même la conviction différente des autres et que nous restions

dans les formes dignes d'une nation de civilisation chrétienne lorsque, dans la vie publique ou privée, dans la presse ou dans les organes de la représentation populaire, comme citoyens de l'Etat nous exposons nos opinions.

C'est une grande préoccupation et une profonde tristesse de voir avec quelle exaspération, avec quelle haine même, s'opposent de larges portions de notre patrie, des fils d'un même peuple, oui, les membres d'une même foi, enfants d'une même mère spirituelle, notre sainte Eglise.

C'est pourquoi nous invitons avec tout notre amour et toute notre énergie les fidèles qui dépendent de notre charge pastorale à y réfléchir sérieusement. Nous ne pouvons jamais nous laisser entraîner à des formes de résistance qui soient en contradiction avec la morale chrétienne, même pas dans la lutte contre l'injustice, le mensonge, le manque de charité et la violence. Il faut opposer à l'atmosphère de haine qui menace d'anéantir notre nation avec les autres une atmosphère d'amour.

Nous ne parlons point de cette molle condescendance qui, par manque de caractère, fait que l'on se tait devant le mensonge et les phénomènes de dissolution, devant l'injustice et la violence ; mais nous parlons de cet amour qui veut aider et améliorer, et non détruire et ruiner ; de cet amour qui, d'après les paroles de l'Apôtre, ne cherche pas son intérêt, ne s'irrite pas, croit tout, espère tout, mais aussi « supporte tout » (*I Cor. xiii, 5-7*) ; car cet amour vient de Dieu, qui peut seul rapprocher, dans une compréhension bienveillante, les hommes et les peuples, et seul conduire de nouveau notre nation et notre patrie aimées au véritable bien-être dans une ascension nouvelle.

Cologne, le 5 mars 1931.

Les évêques de la province ecclésiastique de Cologne :

KARL-JOSEPH, cardinal SCHULTE, archevêque de Cologne et administrateur apostolique d'Aix-la-Chapelle.

† JOHANNES [POGGENBURG], archevêque de Nicopsis et évêque de Munster.

† WILHELM [BERNING], évêque d'Osnabrück.

† FRANZ RUDOLF [BORNEWASSER], évêque de Trèves.

† ANTONIUS [HILFRICH], évêque de Limbourg.

II -- Manifeste de la « Grossdeutsche Reichspartei » (1)

Entente des catholiques de ce parti avec les nationaux-socialistes.

Il vient de se former à Berlin un parti ou une fraction de parti qui veut être catholique et de droite en vue d'exercer une pression sur

(1) La reproduction de ce manifeste, ainsi d'ailleurs que celle d'autres documents contenus dans ce dossier, est faite à titre strictement documentaire. Pour ce qui est de l'entente du Centre et de la social-démocratie dont il est question dans ce manifeste, nous empruntons au R. P. Noppel, S. J., quelques extraits d'un article qu'il a publié dans les *Stimmen der Zeit* (oct. 1929) intitulé « Catholiques et socialistes ». Remarquons que depuis les dernières élections les *Stimmen der Zeit* ont peu parlé du mouvement Hitler.

« Au courant des trois dernières années, écrit le

le parti du Centre afin que ce dernier abandonne ses attaches avec le parti social-démocrate. Le

P. Noppel, un changement notable s'est opéré dans l'attitude des socialistes à l'égard des catholiques. Pendant les années qui suivirent immédiatement la guerre, catholiques et socialistes se rapprochèrent pour la première fois d'une façon sérieuse, afin de travailler ensemble à la restauration de la patrie ruinée. Une grande partie des socialistes avait, pour la première fois, l'occasion de prendre contact sans parti pris politique avec les catholiques croyants. Cette prise de contact était grandement facilitée par les forces spirituelles qui commencèrent alors à se manifester fortement dans le socialisme allemand et par l'affaiblissement simultané des dogmes des partis socialistes. Une certaine ouverture aux pensées et aux convictions des autres alla de pair avec ce changement. Nous renvoyons ici à notre étude « Eglise et social-démocratie après la révolution » (*Stimmen der Zeit*, vol. CIII, 1922 ; pp. 321-325). Que précisément, par cette collaboration portant sur des buts politiques convergents, une explication spirituelle entre le catholicisme et le socialisme soit devenue plus opportune qu'autrefois où l'on occupait presque sans trêve des positions adverses, les hommes en évidence, surtout dans la social-démocratie au milieu de la lutte quotidienne politique avec ses exigences, y avaient à peine pensé. (...) On voyait que les socialistes, à condition de le vouloir, pouvaient se défaire de leurs tendances antireligieuses et surtout anticléricales. »

Quant à l'influence correspondante du socialisme sur le catholicisme, le P. Noppel note seulement que ce contact avec les milieux socialistes a eu comme conséquence nécessaire de ranimer la flamme de l'apostolat catholique pour la conversion de l'ouvrier socialiste.

Examinant les votes des catholiques, l'auteur écrit encore :

« Si l'on veut tout dire d'un seul mot ce qui peut manquer d'exactitude à quelque point de vue, on peut énoncer : les catholiques ont découvert que le peuple croyant ne s'identifie pas avec les partis chrétiens ; les socialistes ont découvert que l'ouvrier ne s'identifie pas avec le membre du parti socialiste, mais qu'un grand nombre d'ouvriers dont on ne peut pas se passer pour arriver au pouvoir restent en dehors du socialisme et se trouvent, comme on a coutume de dire en politique, à droite. Sur l'effectif des catholiques se trouvant en dehors des partis chrétiens, l'ouvrage du Dr Johannes Schauff *Die deutschen Katholiken und die Zentrumspartei* (Gologne 1929) fournit des éléments précieux. Cet ouvrage est certainement fait pour réveiller les consciences comme le fit, en son temps, le livre du prélat viennois Swohoda quant à la détresse pastorale dans les grandes villes.

» Lorsque nous calculons d'après les données de Schauff, nous constatons qu'il y a en Prusse environ 12 millions de catholiques dont environ 80 pour 100 (9 600 000) de pratiquants ; 55 pour 100 des catholiques votaient pour le Centre en décembre 1924 (6 700 000). Des autres catholiques, 2,4 millions votèrent pour les autres partis de droite, le parti économique inclus, et 2,8 millions pour les gauches, les démocrates inclus. Ces derniers pourtant n'obtinrent que 300 000 voix catholiques. Voudrait-on accepter — ce qui, en général, est faux — que l'ensemble des électeurs, non seulement ceux du Centre, mais de tous les autres partis non socialistes, doit être compté parmi les catholiques pratiquants — on n'a qu'à penser aux nombreux soi-disant catholiques libéraux, — il reste quand même encore pour la Prusse un petit surplus de 10 000 socialistes pratiquants catholiques. En réalité, ce groupe doit être plus nombreux de quelques centaines de mille. Et il faut encore compter avec les catholiques non pratiquants qui atteignent en Prusse 2,4 millions, dont 2 millions appartiennent aux partis socialistes, 60 pour 100 aux sociaux-démocrates et 40 pour 100 aux communistes. »

Dans ses conclusions, le P. Noppel reste néanmoins optimiste. Pourtant il semble bien qu'il n'est pas sans danger d'être en contact si intime avec le parti socialiste, de même qu'il y aurait grave danger pour le salut de beaucoup d'ouvriers dans une trop brusque séparation.

premier numéro de la *Grossdeutsche Zukunft* (1), organe de ce parti, publié sous le titre « A l'heure décisive ; gouvernement de droite ou bolchevisme, contre la coalition actuelle du gouvernement prussien », un article-programme que nous traduisons :

Le chaos du moment (2).

La patrie est en grand danger. Cinq millions de chômeurs, vivant dans la misère. Une masse de chômeurs partiels avec un salaire absolument minime.

Tout le peuple en général, avec une majorité écrasante, est dans une situation économique très grave.

Quoique moins directement aperçue, nous ne nous trouvons pas moins dans une détresse spirituelle et morale qui du point de vue supérieur est encore plus grave.

Le bolchevisme culturel, le « mouvement d'apostasie » est favorisé par les marxistes de toute nuance. Un déluge inouï de pornographie la plus répugnante et la plus vulgaire nous inonde. Et à tout cela il faut encore ajouter la propagande la plus ouverte et la plus éhontée des athées, favorisée par les soviets russes.

Voilà la situation actuelle de l'Allemagne. N'existe-t-il pas entre la détresse matérielle de la grande masse du peuple et la détresse spirituelle et morale que nous venons de résumer une relation étroite ? L'abandon des voies et des commandements de Dieu n'a-t-il pas causé ou augmenté tout au moins cette détresse matérielle ?

Quant à la condition actuelle dans le domaine spirituel et moral, elle n'a été et n'est devenue possible que grâce aux idées de la démocratie moderne sur la soi-disant liberté, telles qu'elles prévalent pratiquement depuis la grande Révolution française de la fin du XVIII^e siècle, surtout depuis l'existence, dans les divers États, de Constitutions modernes plus ou moins libérales.

Ces idées garantissent la plus large liberté aux mouvements les plus divers et les plus nuisibles. La révolution de novembre 1918 et la Constitution de Weimar, qui en est sortie, nous ont menés démesurément plus loin sur la voie de la liberté sans bornes, liberté pour toutes les idées — même pour les plus détestables — de la politique et de la civilisation, des arts et des sciences.

Sans entraves on peut jeter dans la poussière ce qu'il y a de plus sacré, on peut répandre de la manière la plus scandaleuse les infamies les plus grossières pour s'emparer de l'âme de la nation et pour l'empoisonner. On en voit les conséquences : d'un côté, la lutte de tous contre tous et contre tout, la division, l'égoïsme extrême, l'anarchie, le chaos ; de l'autre côté la barbarie la plus méchante, la tyrannie et surtout, dans la vie collective de l'État, le point final de cette terrible évolution menace de devenir semblable à l'évolution des événements en Russie.

(1) *Grossdeutsche Zukunft*, organe de la « Grossdeutsche Reichspartei », paraît tous les deux mois à Berlin. St Josef Siedlung, Bonifaziusstrasse 17 ; le premier numéro est de mars-avril 1931. L'éditeur et rédacteur responsable est Oskar Steinko. — Dans ce même numéro on trouve une note recommandant instamment à tous les lecteurs de Prusse le plébiscite pour la dissolution de la Diète prussienne.

(2) Les sous-titres sont dans le document.

La « Grossdeutsche Reichspartei » et ses principaux objectifs.

A cette heure décisive apparaît la « Grossdeutsche Reichspartei ». Il est vrai que le nombre de ses partisans proprement dits est encore petit ; mais déjà s'accroît le nombre de ceux qui sont sympathiques aux idées de la « Grossdeutsche Reichspartei ». Sans doute n'attendent-ils plus qu'une organisation les rassemblant dans les cadres d'un parti politique comme les conditions actuelles l'imposent. A l'heure décisive, la « Grossdeutsche Reichspartei » déploie la bannière de la pensée « grande-allemande », qui pour nous est indestructiblement liée à tous points de vue au passé « grand-allemand » de l'Empire. « Grand-allemand », cela signifie du même coup, comme le mot l'indique, uni contre l'actuelle plus grande Allemagne. La réunion avec nos compatriotes de l'Autriche est pour nous comme pour tous les Allemands de l'Empire et pour beaucoup de partis autrichiens le grand objectif.

Mais ce n'est certainement pas notre seul but. Lorsque pour apercevoir un avenir grand-allemand béni nous jetons un regard sur le passé grand-allemand, nous voyons des choses bien plus grandes. Alors existait une autorité, détenant le pouvoir de Dieu et ne le recevant pas de la grâce du peuple comme le veut maintenant la Constitution de Weimar. Une autorité qui soit un reflet de la sagesse, de la force et du bien divins, mue par un amour véritable pour le peuple, considérant d'abord, selon la sagesse, les intérêts du bien commun, réprimant avec une force et une énergie inflexibles les éléments destructeurs et ne songeant pas à laisser libre jeu à la corruption par la liberté illimitée de la presse. Le passé grand-allemand rappelle aussi avant tout l'unité de la foi dans une commune dépendance et un commun amour de la sainte Eglise catholique romaine, une réalité dont on ne peut assez estimer l'importance pleine de bénédictions même pour la vie de l'Etat et pour tout le bien-être social.

Certes, le passé grand-allemand, le saint Empire romain de la nation allemande — ni ne reviendra ni ne peut revenir comme il était. Des modifications trop grandes ont eu lieu dans le courant des siècles. Mais l'esprit qui dominait en lui pendant tout le glorieux passé grand-allemand, l'esprit qui animait le saint Empire romain de la nation allemande et qui lui conservait son unité, cet esprit qui a sa racine véritable et profonde dans l'unité de la foi, cet esprit nous l'invoquons à cette heure décisive où les vagues de la révolution sociale entourent notre Empire et notre nation ; où les dangers de l'Orient deviennent toujours plus terribles et menaçants, où les grandes catastrophes semblent s'approcher toujours davantage ; à ce moment nous invoquons cet esprit de l'unité véritable, de la fraternité véritable, de l'autorité véritable qui descend du ciel — et dont les détenteurs reconnaissent la souveraineté de Dieu, — de l'ordre pour notre nation.

Réveille-toi, Allemagne, et reconnais ce qui en vérité est ton bien, avant qu'il ne soit trop tard.

La préhistoire de la « Grossdeutsche Reichspartei »

Les buts principaux de la « Grossdeutsche Reichspartei » ont été brièvement résumés dans ce qui précède : d'un côté, c'est — grâce à la réunion souhaitée avec l'Autriche — l'Allemagne territorialement plus grande ; d'un autre côté, avant tout

la réalisation d'un Etat vraiment chrétien comme l'était le saint Empire romain de la nation allemande et comme la grande idée de l'Etat chrétien a de nouveau été exposée dans les encycliques lumineuses et fondamentales, surtout dans celles du grand Pape Léon XIII. Ces grandes pensées ne furent depuis lors défendues de diverses manières avec l'énergie nécessaire que par le mouvement politique des catholiques résolus, c'est-à-dire par une petite minorité de catholiques seulement.

Avant la grande guerre, c'étaient avant tout ceux que leurs adversaires appelaient les « intégristes » qui déployaient ouvertement la bannière vraiment chrétienne, catholique, même dans la vie politique. Un homme comme le grand Hermann Roeren, conseiller secret († 1920) (1), des organes comme les *Petrus-Blaetter*, le *Koelner Korrespondenz* et d'autres eurent des souvenirs de ce mouvement, à plusieurs points de vue évidemment encore imparfait, mais commencement d'un développement plus grand.

On peut dire la même chose des mouvements semblables de l'après-guerre, telles les luttes de l'écrivain Dr Hans Abel, décédé en 1925, lequel a eu de plus le mérite de donner une plus grande publicité aux écrits d'un grand homme d'Etat espagnol, Donoso Cortez.

Une place de choix revient dans notre mouvement au « parti des catholiques allemands » (de 1922 à 1928) qui — parce que le Centre et le parti populiste bavarois négligeaient le grand idéal de l'Etat catholique et contre cet idéal nouaient une entente funeste, continuelle et tenace, avec les sociaux-démocrates athées contrecarrant pratiquement tout ordre d'Etat sain — entreprit de combattre la politique funeste du Centre. Le nom du fondateur, mort en 1924, Alexander Ecker, doit être mentionné avec honneur.

De 1924 à 1928, pendant plus de quatre ans,

(1) Hermann Roeren est un homme politique, né à Ruethen en Westphalie, le 29 mars 1844. Juge de première instance depuis 1873 ; depuis 1897, conseiller à la Cour d'appel de Cologne. En cette même année, il fut élu député à la Diète de Prusse, où il avait déjà siégé de 1882 à 1885. Depuis 1893, était aussi membre du Reichstag. Au commencement de sa carrière politique, il menait une lutte courageuse pour la moralité publique, tant dans le Parlement que dans son action privée comme écrivain et conférencier. De cette époque datent les ouvrages suivants : *Gesetze zur Bekämpfung des unlauteren Wettbewerbs*, 1896 ; *Lex Heinze*, 1901 ; *Toleranzantrag des Zentrums*, 1901. Il fonda plusieurs associations pour relever la moralité.

En 1907, il se retira de la Cour d'appel de Cologne. Dans les conflits sociaux, au sein même du Centre catholique, il fut un des porte-parole contre la « Koelner Richtung » qu'il considérait comme tendant « à supprimer les bases catholiques des organisations les plus importantes des catholiques allemand pour leur substituer une base soi-disant universellement chrétienne ».

Ce conflit entre la « direction de Berlin » et celle de Cologne a eu des effets funestes sur l'action catholique en Allemagne. Le mouvement syndical — les Syndicats devaient-ils être catholiques ou non-confessionnels — a été largement étudié dans les *Question Actuelles* (cf. t. LXXXII, pp 216-230 ; t. CXI, pp. 695-702-735 et 752-757). On trouvera dans cette revue et dans la D. C. les documents du Saint-Siège rejetant les associations interconfessionnelles et recommandant instamment les organisations catholiques.)

En 1912 Roeren se démit de ses mandats à la Diète prussienne et au Reichstag, mais écrivit encore en 1913 *Zentrum und Koelner Richtung* et en 1914 *Veränderung des Zentrumsstreits*. Hermann Roeren est mort à Cologne le 23 décembre 1920.

la « Katholische Politik » a servi dans des conditions pénibles les intérêts et les idéals élevés de la « Partei deutscher Katholiken ».

Mais cette grande cause n'a pas encore obtenu le succès nécessaire. Pourtant le parti des catholiques allemands a accompli un travail préparatoire des plus importants. Les sacrifices n'ont certainement pas été vains.

Entre temps, un nouvel essai fut encore fait de notre côté — comme le firent avant la guerre les amis du conseiller Roeren, les « conférences du mardi de Pâques » et d'autres — en vue d'influencer le Centre et le parti populiste bavarois dans notre sens. Des voix sceptiques se sont fait entendre dans notre camp, Joseph Roth était parmi ceux-là.

La grande majorité de la dernière assemblée générale du « parti des catholiques allemands » à Cologne, en 1928, se résolut à faire un effort décisif pour influencer le Centre et se prononça pour un changement du parti en « Politische Vereinigung deutscher Katholiken ».

En cela l'assemblée n'a fait que réaliser la conception dominante de la totalité de ses membres. L'éditeur de la *Grossdeutsche Zukunft*, qui éditait aussi la *Katholische Politik* et le *Mitteilungsblatt* de l'union politique des catholiques, s'efforçait encore de s'adresser au Centre par le mouvement dit l'« AltWindthorstbund (1) » et son organe les *Windthorstblätter* (Essen), qu'il rédigea en 1929.

Il faut admettre que ces efforts n'ont pas réussi. Dans le Centre et dans le parti populiste bavarois, nous ne pouvons plus obtenir rien de décisif. Mais justement pour cette raison, il était bon de tenter ces essais. La conséquence heureuse en a été une clarté plus grande et une certitude mieux établie.

La nouvelle « Grossdeutsche Reichspartei » reprend donc, selon le besoin des temps, une adaptation nouvelle des antiques idéals immortels. Ce qui était vrai pendant toute l'après-guerre l'est encore spécialement à ce moment : notre peuple soupire après des idéals, après une destinée élevée et idéale, après l'avènement d'un Reich ayant une véritable unité, un ordre véritable et un amour fraternel entre tous ses membres — sans haine de classes, — une vraie justice, un bien-être universel et une réelle grandeur.

Ni le Centre, ni le « Parti populaire bavarois », ni M. Held, ni M. Kaas, ni même le Dr Brüning ne peuvent indiquer à la nation ses idéals et ses objectifs élevés.

Mais de grandes difficultés s'opposent à l'avènement de ce Reich tant désiré. Abstraction faite des difficultés d'ordre intérieur que nous avons exposées plus haut, il y a celles de la politique extérieure. Sans méconnaître l'œuvre destructrice de la crise économique mondiale, nous pensons que ce qui pèse le plus sur notre nation et notre patrie, ce sont surtout les réparations, les tristes conséquences des cruels traités qui nous ont été extorqués comme le document de Versailles, le plan Young et d'autres. Quoi qu'on puisse penser de l'opportunité d'accepter alors ces traités, c'est en tout cas maintenant pour nous une chose certaine que l'on ne peut plus continuer dans cette voie. La Grossdeutsche Reichspartei s'unit sur ce point à tous ceux qui élèvent la voix avec énergie pour une révision de ces traités intenablement injustes.

Naturellement la Grossdeutsche Reichspartei ap-

prouve complètement l'idée de la défense du pays en cas de danger, et donc tout en se déclarant pour les mouvements pacifiques de l'Eglise et des Papes, elle rejette les tendances pacifistes allant au delà.

Gouvernement de droite ou bolchevisme ?

[...] Etant donné la situation parlementaire actuelle, au moins dans le Reich, un gouvernement de droite n'est possible qu'en y comprenant les nationaux-socialistes. Nous ne pensons pas à devenir pourtant des nationaux-socialistes. Du reste, le Centre aurait pu, à condition de le vouloir, former un gouvernement de droite dans le Reichstag précédant sans l'aide des nationaux-socialistes. Aujourd'hui, cela ne se peut plus qu'avec eux. (Et qui sait si demain le Centre n'aura plus rien à dire ?)

Naturellement, il y a des inconvénients à une coalition avec les nationaux-socialistes. Mais ils ne sont rien en comparaison des dangers inouïs que nous ferait courir une alliance avec les sociaux-démocrates.

La social-démocratie est un parti athée qui, aujourd'hui, favorise de nouveau la propagande librepenseuse, ennemie de l'Eglise.

Le parti national-socialiste au contraire se compose surtout d'Allemands croyant en Dieu. C'est là une différence importante.

Certes, il y a beaucoup à blâmer chez les nationaux-socialistes, mais il y aura beaucoup de changements chez eux s'ils ont la responsabilité du gouvernement [...]

Avec la plus grande énergie, nous protestons lorsque la presse du Centre ne cesse pas de critiquer et d'attaquer les Nazis tout en ne donnant pas l'attention nécessaire aux grands dangers dont la gauche nous menace. [...]

III — Controverses à propos de l'opinion catholique allemande

A) Les articles de la « Schoenere Zukunft »

1^o CONTENU ET OBJET DES ARTICLES

Dans son fascicule du 1. 3. 31, la *Schoenere Zukunft* (1) publiait l'entrefilet suivant, signé « La rédaction » :

A l'occasion des dernières élections pour le Reichstag

(1) De cette revue, bien connue des lecteurs de la D. C., M. ROBERT D'HARCOURT écrit (*Etudes*, 5. 1. 31) : « Cet organe hebdomadaire, imprimé à Ratisbonne par la maison d'édition Pustet, paraissant à la fois à Vienne et à Ratisbonne, sur une vingtaine de pages in-quarto serrées, atteint, malgré son jeune âge (elle n'a que cinq ans d'existence), un public considérable et compte près de vingt mille abonnés. Dirigée avec un grand talent par le docteur Joseph Eberle et une pléiade de brillants collaborateurs appartenant au monde universitaire et ecclésiastique, cette revue, qui embrasse l'ensemble des manifestations marquantes de la vie culturelle, politique et sociale des pays germaniques, doit à un sens très vif des problèmes de l'heure, à une extrême mobilité d'antennes, une très remarquable teneur en intérêt. Moins intellectuelle, plus sociale que *Hochland* de Munich, que *Das Neue Reich* de Vienne, sans être d'ailleurs en aucune manière une revue populaire, la *Schoenere Zukunft* est aujourd'hui, par la largeur de l'épée qu'elle atteint, la première revue catholique de langue germanique. »

(1) Ne pas confondre avec le « Windthorstbund », dont l'organe est *Das Zentrum*.

d'Allemagne, le comte d'Harcourt, professeur de littérature allemande à l'Université catholique de Paris, fait une étude de l'opinion publique catholique sur le résultat des élections et sur la victoire de Hitler. Le comte d'Harcourt est un personnage de haute culture ; l'éditeur de la *Schoenere Zukunft* garde avec plaisir le souvenir de ses visites et de ses conversations à Vienne. Mais en certaines questions politiques il est tellement français que les Allemands ont de la difficulté à le comprendre et à être compris de lui. C'est ainsi que dans son jugement sur l'opinion publique des catholiques d'Allemagne se sont glissés certains malentendus. Dans son exposé, il considérait surtout et en détail certains articles de la *Schoenere Zukunft*, parce que cette revue « est aujourd'hui, par la largeur de l'élite qu'elle atteint, la première revue catholique de langue germanique ». Du fait que la *Schoenere Zukunft* expliquait pour une grande part la victoire de Hitler par les conséquences des traités de paix de Versailles et non pas simplement par la folie politique, le comte d'Harcourt croit devoir y trouver une certaine approbation du national-socialisme. C'est naturellement à tort. L'article du prof. d'Harcourt a été publié dans les *Etudes*, la revue parisienne bien connue, puis dans la *Revue catholique des idées et des faits*, de Bruxelles. Du reste, les deux revues, après avoir été averties du malentendu de leur collaborateur, ont publié courtoisement une rectification détaillée écrite par l'éditeur de la *Schoenere Zukunft*, et cela avec l'approbation du professeur d'Harcourt. Ce que l'on comprend plus difficilement, c'est que l'*Allgemeine Rundschau* de Munich ait publié la traduction allemande de l'article de d'Harcourt — et encore en y faisant des coupures tendancieuses, — bien qu'elle ait dû au premier coup d'œil constater les malentendus de l'auteur. Il faut dire la même chose du *Neue Reich* de Vienne, qui a accepté la lettre d'une dame (1),

(1) L'auteur fait allusion ici à l'article de Mme Klara Fassbinder, de Sarrebruck écrivant dans *Das Neue Reich* (21. 2. 31), sous le titre « Les catholiques allemands et la victoire de Hitler étudiés par un catholique français ». Nous y lisons :

« Dans l'intérêt du rapprochement entre les catholiques allemands et français, nous devons nous demander si les jugements implicites ou explicites de d'Harcourt correspondent à la réalité. Que la question demande une réponse urgente nous semble ressortir entre autres de ce que la réunion des groupes allemands et français — fixée pour octobre 1930 à Paris pour continuer les conversations commencées à Paris en 1928 et répétées à Berlin en décembre 1929 avec beaucoup de profit malgré les multiples difficultés — a été pour le moment ajournée pour un temps indéterminé. La situation de la *Schoenere Zukunft* est-elle réellement comme l'expose le comte d'Harcourt ? Dans son ensemble, oui ; mais dans le détail il nous semble que des points essentiels ont été oubliés. Peut-être le lien le plus fort qui rattache ce groupement au national-socialisme est le front commun contre le sémisme. » Et plus loin, Mme Fassbinder continue : « Ce front des catholiques allemands contre le nationalisme est-il nécessairement un rapprochement vers Moenius ? Nous ne le croyons pas. Mais les raisons n'en doivent pas être cherchées là où les cherche d'Harcourt, dans une coïncidence et un opportunisme méprisables. Il faut les chercher plutôt dans le fait que Moenius est égaré d'une façon aussi partielle dans l'antisémitisme qu'Eberle et ses partisans dans l'antisémitisme... Ce qui sépare le plus Moenius de beaucoup de catholiques désirant le rapprochement est son attitude envers le traité de Versailles et la question de culpabilité de la guerre, qu'il faut expliquer par sa mentalité antiprusienne. Il défend l'article 231 et la démission de la rive gauche du Rhin. Il faut croire qu'il ne connaît que cet article, qu'il n'a, par contre, jamais lu la lettre que les alliés ont adressée à Brockdorff-Rantzau, qui avait protesté contre le traité de Versailles et où il n'est pas seulement parlé de l'Allemagne comme agresseur, mais de sa culpabilité exclusive, politique et morale. [...] »

membre du Conseil de l'Instruction publique de Sarrebruck, dont l'insuffisance sur la question et l'information sur la *Schoenere Zukunft* étaient de nature à égarer complètement le lecteur.

L'étude de M. Robert d'Harcourt qui a motivé la note qu'on vient de lire a paru dans les *Etudes* du 5 janvier 1931 (1).

Avant de citer toute la partie de l'étude de M. d'Harcourt consacrée aux articles de la *Schoenere Zukunft*, nous croyons utile de donner un bref résumé de ceux-ci :

Le premier, paru le 28. 9. 30, porte le titre « Zum Ausgang der deutschen Reichstagswahlen » (A propos du résultat des élections allemandes au Reichstag) ;

Le deuxième, paru le 5. 10. 30, porte le titre « Was nun in Berlin ? » (Que se passe-t-il à Berlin ?) ;

Le troisième, signé Dr EUGEN M. KOGON, paru le 19. 10. 30, porte le titre « Zentrum-Nationalsozialismus-Sozialismus » (Centre-National-socialisme-Socialisme) (2).

Voici quelques-unes des idées principales exposées :

Le Dr Eberle réclame un régime d'autorité et de stabilité.

Dans le numéro du 28. 9. 30, le Dr Joseph Eberle constate que les élections ont donné le « résultat amer » d'une « Chambre plus extrémiste » ; il note comme causes de ce mouvement de la nation allemande vers l'extrémisme : 1° la terrible crise économique ; 2° la méfiance croissante contre la Constitution de Weimar et le système de parlementa-

(1) La *Revue catholique des idées et des faits* (16 et 23 fév. 1931) la reproduisait *in extenso* et la présentait en ces termes : « Depuis plusieurs semaines nous nous proposons de mettre sous les yeux de nos lecteurs, en les commentant, des articles consacrés par la *Schoenere Zukunft* de Vienne et l'*Allgemeine Rundschau* de Munich aux élections allemandes. Nous sommes heureux que le temps ne nous ait pas encore permis de réaliser notre projet, car le travail vient d'être fait, et excellemment, par un professeur à l'Université catholique de Paris, le comte Robert d'Harcourt, très averti des choses d'outre-Rhin. Nous devons à la grande obligeance de notre censeur les *Etudes* de Paris de pouvoir publier ici cette remarquable étude ». La *Revue catholique des idées et des faits* du 30 janvier 1931 publiait la traduction d'une mise au point du docteur J. Eberle, directeur de la *Schoenere Zukunft*, datée de Vienne 21 janvier 1931. A cette mise au point M. Robert d'Harcourt faisait une réponse, insérée dans la même revue le 27 février 1931.

Notons enfin que le *Bulletin catholique international* (fév. 1931) a reproduit la mise au point du docteur J. Eberle et a résumé l'article de M. Robert d'Harcourt.

(2) Ces articles ont paru avant l'étude de M. d'Harcourt. Postérieurement au 5 janvier, la *Schoenere Zukunft* a donné une nouvelle série écrite par le docteur J. Eberle, directeur de la revue. En voici l'énumération :

25. 1. 31 : « Wie überwindet Deutschland Radikalismus und Revolutionsgefahr ? Zur Hitler bewegung » (Comment l'Allemagne surmonte-t-elle l'extrémisme et le danger de révolution. A propos du mouvement de Hitler.)

1. 2. 31 : même titre.

8. 2. 31 : « Ohne Verfassungsreformen-Keine Überwindung des Radikalismus in Deutschland » (Sans réformes constitutionnelles, pas de victoire sur l'extrémisme en Allemagne).

15. 2. 31 : « Ohne Reformen in der Wirtschaft und Kulturpolitik-Keine Überwindung des Radikalismus » (Sans réformes dans la politique économique et culturelle, pas de victoire sur l'extrémisme).

risme absolu; enfin, il conclut qu'« une transformation fondamentale de la Constitution de Weimar, en y insérant des éléments d'autorité et de stabilité, sera la tâche principale de l'année qui vient », et que « le peuple doit se préoccuper davantage d'avoir des chefs véritables et d'être vraiment aidé plutôt que de posséder un semblant de droits démocratiques ».

Dans la *Schoenere Zukunft* du 5. 10. 30, le même Dr JOSEPH EBERLE écrit :

Les considérations de la presse quotidienne allemande sur les élections pour le Reichstag montrent une discrétion et une modération ahurissantes. On publie des plaisanteries sur le compte des Nazis malgré leur accession de 12 à 107 sièges, on calcule les possibilités de coalition, on cherche des moyens pour pouvoir continuer à manœuvrer tant bien que mal sur la base de la Constitution actuelle. Est-ce là un objectif digne des manœuvres ? N'a-t-on pas fait assez d'expériences en Allemagne avec dix-sept gouvernements en douze années ? La nation allemande, après une période de recherches et de tâtonnements, de contradictions et d'égarements des sommités de la politique, ne veut-elle pas enfin de la clarté et de la stabilité ? Vraiment ce qui paraît le plus important en Allemagne semble être le couronnement de la Constitution qui par des éléments d'autorité et de stabilité rendrait largement possible cette certitude dans la conduite et la politique. Cette certitude seule peut relever une nation de la débâcle et de la misère pour lui rendre son ancienne grandeur.

Qu'on s'élève donc, continue-t-il, au-dessus des partis et au-dessus d'une politique qui ne regarde que le moment actuel.

A l'intérieur, il faut une politique plus autoritaire et plus stable. Ici, l'auteur fait appel à l'autorité des Adam Heinrich Mueller, des Friedrich Schlegel, Franz von Baader, Karl Ludwig von Haller, de Maistre, Ketteler, Donoso Cortez, Windthorst et Hertling.

Dans la politique économique la charité ne suffit plus, il faut des transformations profondes s'inspirant des idées sur les organisations professionnelles et les coopératives, exprimées par Frühwirth, Albert Maria Weiss et reprises par Briefs, Brauer, Jostock, Franz Mueller, Nell-Breuning, S. J.; Noppel, S. J.; Dessauer, Schmittmann et autres.

Origines de la sympathie catholique pour les nazis, d'après le Dr Kogon.

Le troisième article auquel M. d'Harcourt se réfère est du Dr EUGEN KOGON, de Vienne (19. 10. 30) :

Depuis quelque temps, y remarque l'auteur, les autorités compétentes du Centre allemand — malgré une résistance considérable dans leurs propres rangs — s'occupent à dénouer peu à peu le lien vraiment très étroit qui les lie, surtout en Prusse, à la social-démocratie et à s'entendre avec des milieux de droite, ouverte au point de vue social et conscients de leur responsabilité. Le succès des dernières élections allemandes n'a malheureusement pas facilité cette politique. L'accroissement des partis extrémistes doit être attribué principalement au fait que la volonté de réforme politique et économique qui aujourd'hui se fait jour dans le centre et la moitié de la droite aurait dû s'imposer énergiquement déjà plus tôt. Il n'est pas encore trop tard. Les deux chefs principaux du Centre (1), qui ne manquent pas de fermeté et

d'énergie, sont des hommes politiques qui voient loin. [...]

Celui qui essaye de parler des électeurs allemands catholiques et de leurs relations avec le national-socialisme d'un point de vue qui ne plaît pas à tout le monde met la main dans un gupier. Nous le savons. Mais l'activité politique du catholicisme en Allemagne irait mal si — à cause des scrupules des petites et des plus petites idoles du jour, scrupules qui dénotent un cerveau et un cœur étroits — on ne pouvait pas examiner ouvertement, courageusement et objectivement un problème qui requiert avec tant d'empressement une réponse.

Dans la politique extérieure enfin, il faut que vive la foi chrétienne en la force des idées et en l'efficacité du droit et de ce qui est moral. Il faut que cesse la politique de répression.

« Il est grand temps, ajoute-t-il, de ranimer la conscience chrétienne du monde et de demander enfin des allègements pour la nation allemande. » (1)

Celui qui est au courant des situations politiques de toutes les parties de l'Empire sait que beaucoup de catholiques ou bien se sont tournés vers le camp du national-socialisme ou bien sympathisent avec lui dans une mesure assez considérable. La passion de parti ne peut effacer ce fait. Cet événement est d'autant plus frappant que la dernière lutte électorale du Centre et du parti populiste bavarois contre le national-socialisme a été décidée surtout par des armes religieuses et ecclésiastiques. Au risque de voir répéter l'absurde calomnie d'un journal catholique de la Rhénanie que la *Schoenere Zukunft* tient pour le national-socialisme contre le Centre et le parti populiste bavarois (2), nous examinerons ici brièvement la situation réciproque au point de vue politique, économique et religieux.

En politique, continue le Dr Kogon, le Centre a deux défauts qui permettent aux hitlériens leur succès. A l'intérieur, à force de ne faire que se défendre contre les nazis, on néglige d'exécuter les réformes qui doivent remédier aux causes du national-socialisme. A l'extérieur, penser que la politique de paix est une politique d'impuissance, c'est donner une prise considérable aux hitlériens. Dans l'économie, les idées des national-socialistes sont troubles, partiales et exagérées ; pourtant, elles semblent plus saines que celles du socialisme. Voilà l'origine d'une sympathie de la part des catholiques, qui voient que le Centre se lie toujours davantage à la social-démocratie.

Dans le domaine religieux enfin, la lutte électorale entre le Centre et le national-socialisme a été particulièrement chaude. Le Centre a conservé ses voix, grâce au vote des femmes. Les hommes par dizaines de mille ou ne croient pas ou ne s'arrêtent pas à l'anticléricalisme des nazis. En réalité, les idées de ce parti ne sont pas claires, la presse les a déformées et l'on assiste à une lutte acharnée du socialisme et du communisme avec leurs annexes contre toute croyance et toute Eglise, tandis que la presse du Centre

(1) Notons qu'à propos des élections autrichiennes le docteur Eberle a écrit deux articles (*Schoenere Zukunft*, 12 et 19. 10. 30) où il réclame des chefs intelligents et énergiques afin d'arriver à améliorer la démocratie et pour la guérir de son marxisme et de son libéralisme.

(2) « Contre ce reproche qui ne tient pas compte de la réalité et qui ignore complètement les aspirations de la *Schoenere Zukunft*, voir les articles sous la rubrique *Umschau* et les articles de fond des numéros 43, 46, 49, 50 et 52 de l'année qui vient de se terminer. » (Note de la *Schoenere Zukunft*.)

combat presque exclusivement les égarements hitlériens. Encore une raison des sympathies catholiques pour le mouvement nazi. Il faut donc ou bien faire les réformes qui auront raison du socialisme et du national-socialisme, ou bien on manquera à son devoir — « et alors toutes les excuses, quelles qu'elles soient, seront vaines ».

Enfin il y a lieu de retenir encore une autre information. Dans le numéro du 14. 10. 30, un article nécrologique est consacré à Mgr Schofer, chef du Centre badois, où des réserves sont faites au sujet de la trop grande confiance de Mgr Schofer dans le parlementarisme et la Constitution de Weimar et où l'auteur insiste longuement sur la nécessité de plus d'autorité et de stabilité dans le gouvernement démocratique et la Constitution. On peut y lire les lignes suivantes :

L'antireligion est évidemment à combattre par des arguments religieux ; au contraire les programmes politiques et économiques doivent être en premier lieu combattus par des arguments politiques et économiques. Il faut combattre les nationaux-socialistes. Mais il ne s'agit pas uniquement de la lutte en soi, il faut avant tout dans la lutte employer une bonne tactique, assurée du succès.

2° L'ÉTUDE DE M. ROBERT D'HARCOURT

La lecture de ces divers articles a suggéré à M. R. D'HARCOURT un certain nombre de remarques et d'observations qu'il a publiées dans les *Études* (5. 1. 31). C'est la première partie de cette étude que nous reproduisons presque *in extenso*.

Les thèses de la « Schoenere Zukunft ».

[...] Nous n'aurons pas à aiguïser notre sagacité sur des sous-entendus.

Le mieux sera de laisser largement la parole au directeur et rédacteur en chef de la revue, le Dr Eberle.

Contentons-nous, avant de le citer, de résumer très brièvement sa position. Le triomphe de Hitler n'amène sur ses lèvres ni condamnation du racisme ni examen de conscience, mais une accusation. Accusation double et qui a ceci d'éminemment paradoxal qu'elle épargne le fauteur principal du trouble et se tourne à la fois contre les Puissances alliées et l'Allemagne démocrate « humanitaire et pacifiste ».

Dans la bouche d'un Allemand, le premier reproche peut sembler naturel et, dans une certaine mesure, légitime, mais le second est amer et paraîtra tel à beaucoup d'Allemands. Ainsi, dans toute l'affaire, celui qui a tort, ce n'est pas Hitler, c'est Stresemann. Si le loup montre ses dents, c'est que le mouton a trop bélé.

Mais laissons parler le Dr Eberle. Ses thèses ont sous sa plume une grande saveur de franchise.

Il attaque tout de suite son sujet en écrivant qu'on a eu tort en mettant le dernier suffrage sur le compte de l'absence de sens politique, de maturité politique du peuple allemand. Et qu'on a eu tort également en voyant principalement dans le vote du 14 septembre une explosion de démence et une manifestation des forces du mal. L'élément démoniaque (*Das Daemonische*) n'explique pas tout. Il y a eu des fautes, des fautes humaines. Des réformes, des réformes humaines, sont nécessaires et clairement indiquées par le vote des masses.

Une vague de « radicalisme » (1).

Ses causes.

Les traités plutôt que les excitations nationalistes.

Si le peuple allemand va aux extrêmes, la faute doit en être imputée (la part faite à la crise économique mondiale) au joug d'airain de Versailles, à la dureté et à l'inintelligence des « Etats vainqueurs » extorquant par la violence d'effroyables contributions de guerre « à une nation déjà anémiée par la défaite. Un sol aussi féroce drainé devient « naturellement le terrain du radicalisme ». Par ce terme de radicalisme (*Radikalismus*), l'Allemand entend les solutions de violence et de bouleversement. Et l'auteur de citer, en faisant siennes les conclusions, le bilan tiré des élections par un autre journal :

Tout spécialement du côté du vainqueur, il conviendrait d'envisager les élections dans la lumière de la psychologie des peuples et de n'y point voir seulement une tendance au chaos intérieur et extérieur. Les élections du Reichstag ont été profondément non un suffrage politique, mais un suffrage économique. Pour bien saisir la raison de ce fait : l'Allemagne se vouant en masse par son vote soit au démon du national-socialisme (*dem Teufel National-sozialismus*), soit au démon du bolchevisme, c'est bien moins les harangues de Hitler et les manifestes communs qu'il faut relire que le texte du traité de Versailles, du plan Dawes et du plan Young. Seul le témoin qui a vu de ses yeux ce que le peuple allemand a enduré dans les dix ans qui ont suivi la guerre, les [folles] espérances écroulées, les lois de misère devenues réalités, seul celui-là connaît l'étendue du désespoir qui s'est emparé de ce peuple. Le naïf a pu croire, durant l'ère de rapprochement européen, à ces belles illusions : la paix des peuples, la liquidation définitive de la guerre. L'initié voyait, lui, béant devant lui, le fossé qui séparait la réalité des douces utopies des conférences, qui séparait la Paneurope de Briand du plan Young dû au même Briand. Les dernières élections allemandes sont le cri de protestation jeté au monde entier d'un peuple poussé aux limites du désespoir, d'un peuple qui s'est vidé de son sang jusqu'aux limites du possible et qui n'a plus rien à perdre. [Donc] la réaction des Etats vainqueurs aux élections allemandes devrait être économique et non politique, et leurs conclusions une étude exacte des possibilités de paiement de l'Allemagne, une tentative d'ajustement des charges au minimum d'existence d'un peuple (2).

Le Dr Eberle reprend, en l'intensifiant dans son expression, l'appel à la revision des traités au double nom de la justice immanente et du droit élémentaire d'un peuple à la vie :

Quels que soient les gouvernements qui sont appelés à se succéder en Allemagne, la tâche essentielle sera la lutte acharnée pour la revision du traité de Versailles. La lutte acharnée contre les [efforts de] mise en servage (*Versklavung*) politique et économique de la nation... Non, en vérité, nous ne croyons pas qu'une nation qui est le cœur de l'Europe, une nation qui a derrière elle l'histoire de l'Allemagne et un passé tout chargé d'incalculables services rendus à la civilisation humaine, nous ne croyons

(1) Ce mot a été rendu dans d'autres traductions et par nous-mêmes par l'expression « extrémisme ».

(2) Cette citation de même que les suivantes sont tirées de la *Schoenere Zukunft* du 28. 9. 1930. Peut-être en certains endroits de la traduction y aurait-il quelques légères nuances à ajouter.

as que cette nation-là ait été destinée par la Providence à un rôle de nation-ilote (*Helotenvolk*) travaillant comme une esclave pour ses seurs ! Nous croyons plutôt avoir le droit et le devoir de repousser, avec toute la force dont nous disposons, le joug d'esclavage qu'on veut nous imposer.

Les modérés, les démocrates, les pacifistes, les humanitaires.

Cependant, l'indignation de l'auteur se détourne des nations de proie pour se reporter vers les ennemis de l'intérieur. Ces ennemis, ce ne sont pas les sectateurs de Hugenberg et de Hitler, ce ne sont pas les violents, ce sont les modérés, ce sont les démocrates, les pacifistes, les humanitaires. Ils ont criminellement gâché la partie de l'Allemagne en bêlant à la paix, en abdiquant tout caractère, en renonçant à se servir des titres impréscriptibles du droit et de la justice. Ainsi — par une incidence qu'il sera permis de trouver paradoxale sous la plume d'un écrivain catholique, — c'est à la condamnation des doux qu'aboutit le spectacle du triomphe des violents. Comble de paradoxe : ces coupables de l'intérieur, les Allemands qui ont moralement désarmé la nation, c'est dans les rangs de ses frères par la foi et jusque sur les degrés de la hiérarchie qu'un catholique va les désigner de son doigt tendu par ces lignes judaïques :

Ceux que leur rôle indiquait de façon spéciale pour être les porte-parole de la conscience chrétienne du monde se sont trop souvent inclinés devant les brutalités des vainqueurs du jour au lieu de suivre l'exemple de tant de grands représentants de la hiérarchie, de tant de grands apôtres de la pensée au cours des siècles passés, combattant le machiavélisme de la politique mondiale.

Aux yeux du Dr Eberle, il y a une conclusion à tirer de la journée du 14 septembre : « la mélanche croissante du peuple allemand à l'endroit de la Constitution de Weimar et du parlementarisme ». Et de cette constatation sort une conséquence pratique, conséquence que repoussent de toute leur indignation ces aveugles devant les aspirations de leur temps, ces Allemands diminués que l'auteur appelle ironiquement les « démocrates à tout crin » (*eingefleischte Demokraten*), les « Byzantins de la démocratie ». Cette conséquence, c'est la nécessité vitale pour un peuple que dix ans sous le signe de Weimar ont mis à même de constater dans sa propre chair les ravages de l'anémie démocratique, du retour à un régime d'autorité. « Plus la situation d'un peuple est critique..., plus la nécessité se fait sentir d'une forte direction... Cette forte direction est inséparable du facteur de l'autorité et de la stabilité : deux qualités qui manquent à un égal degré au gouvernement démocratique. Comment pourrait-il faire acte d'autorité, le gouvernement contraint de prendre son appui sur l'émiettement de vingt partis éparpillés aux quatre points cardinaux du ciel politique et tirant à hue et à dia ? »

Le Dr Eberle illustre ces vues par l'exemple concret des dix-sept gouvernements qui se sont succédés en douze ans d'histoire d'Allemagne. La popularité d'Hitler lui apparaît, comme à un rédacteur de la *Nouvelle Gazette de Zurich*, dont il cite l'opinion, faite « d'un merveilleux ajustement psychologique à l'état d'âme d'un nombre immense d'Allemands qui ne veulent plus entendre parler de partis parlementaires, ont perdu toute confiance dans la politique du jour et ont l'obscur prescience

de l'avènement d'un facteur nouveau ». C'est dans la désaffection parlementaire (*Parlamentsverdrossenheit*) que « l'hypnotisme hitlérien » a trouvé son terrain de développement.

Cette « désaffection », on sent assez que le directeur de la *Schoenere Zukunft* la partage. Il s'indigne avec un rédacteur de la viennoise *Reichspost* des ironies faciles des « pontifes du libéralisme » sur « l'incurable nostalgie du feldwebel dans l'âme allemande », « Parcils brocards ne résolvent rien. »

Sa solution.

Un régime d'autorité.

La solution, nous voyons sans peine de quel côté de l'horizon il ira la chercher. Aussi bien joue-t-il franc jeu.

Ce gouvernement de puissance et d'autorité dont le succès de Hitler a révélé dans tant de cœurs allemands la nostalgie, seul un pouvoir central indiscuté peut l'assurer De quelle nature ? Oligarchique, monarchique ? L'auteur cite l'opinion de saint Thomas d'Aquin sur l'avantage qu'offre à un peuple qui n'a pu s'affranchir de la vénalité électorale, le gouvernement aristocratique ou même la « pure royauté » (*das reine Koenigtum*). Nous avançons-nous trop en pensant que les préférences personnelles de l'auteur n'ont pas été indifférentes au choix de textes cherchés si loin ? Une citation est si souvent le vêtement commode de sa propre pensée...

Ce que demande le peuple, ce n'est pas l'illusoire droit démocratique, c'est un secours, une aide, une vraie direction. Rappelons-nous la parole du président du Reich, Ebert, au ministre Gessler : « Monsieur Gessler, nous serons quelque jour aculés au dilemme : l'Allemagne ou la Constitution. Ce jour-là, nous ne jetterons tout de même pas notre peuple aux chiens pour sauver la Constitution. » Si le social-démocrate Ebert a pu ainsi parler, est-ce que des politiciens chrétiens ne doivent pas, bien plus encore, trouver en eux-mêmes le courage de la même profession de foi et, au-dessus des paroles, le courage de l'action ?... Donnez au peuple d'Allemagne ce que lui offrit dans les siècles passés Rodolphe de Habsbourg après la « terrible période sans empereurs » (*die kaiserlose schreckliche Zeit*), et le peuple vous portera en triomphe sans vous demander si vous avez respecté [les idées et] les paragraphes de la Constitution de Weimar.

Méditons ces dernières lignes, d'une étrange désinvolture et auxquelles nous ne contesterons point le mérite de la netteté. Dans un second article important paru dans la même revue, la semaine suivante (1), l'auteur atténue ce que la déclaration précédente pouvait avoir d'un peu osé dans la franchise. On sent dans les lignes suivantes une certaine prudence :

De nombreux catholiques [surtout dans l'Allemagne du Nord] sont férus du parlementarisme absolu. Ils ont fait de fâcheuses expériences avec la politique [personnelle et culturelle] des Hohenzollern. Ils ont peur du conservatisme. Mais y a-t-il donc identité entre l'esprit conservateur et le régime des Hohenzollern ?... Faut-il, par crainte du retour des Hohenzollern, retour qui d'ailleurs n'est nullement à redouter, lâcher la bride à une démocratie folle qui nous jette dans la ploutocratie et le judaïsme et dans tous les risques d'une dictature de gauche ou de droite ?

(1) *Schoenere Zukunft*, 5. 10. 30.

Interprétons-nous correctement la pensée intime de l'auteur en pensant que la seconde de ces dictatures serait vue par lui d'un œil moins hostile que la première? Le reste de l'article ne nous laisse guère de doute à ce sujet.

Toujours le même appel à un régime d'autorité, impatientement appelé par l'instinct profond du peuple allemand, indiqué par tout son passé et seul capable de « le tirer de l'effondrement et de le conduire de nouveau vers les cimes ».

Toujours les mêmes après attaques contre les démocrates qui ont bénéficié d'une falsification et d'une exploitation unilatérale de l'histoire à leur profit, alors qu'on négligeait de parti pris « l'apologie de l'idée d'autorité », et toute cette « précieuse somme de conclusions conservatrices qui se tire d'elle-même pour l'observateur impartial des annales de l'Allemagne ».

« Un peuple agit sagement en faisant confiance aux génies éprouvés de son histoire plutôt qu'aux idoles du jour. »

L'auteur n'a pas assez de mépris pour ces sur-démocrates (*überdemokraten*) qui n'ont pas su utiliser le merveilleux tremplin qu'offraient les « idées de justice et de droit » pour la « revision énergique » du traité de Versailles, dont la pusillanimité voyait « dans toute campagne menée pour innocenter l'Allemagne un péril de réhabilitation de l'ancien régime impérial » et que leur veulerie inclinait à « renoncer à une offensive qui eût dégagé moralement leur pays ».

Toujours la même indignation sur l'Allemagne ignominieusement « exploitée » contre tout droit et toute justice. Nous retrouvons l'expression de « nation-ilote » (*Helotenslaaf*), qui plaît visiblement à l'auteur.

Opinion étrangère et revision des traités.

Enfin, toujours les mêmes appels à des articles de presse invoqués comme renfort. Ces appuis extérieurs, le Dr Eberle ne les cherchera pas cette fois dans le journalisme de son pays, mais dans le journalisme étranger. Il n'aura pas beaucoup de peine à se donner pour les trouver dans la presse mussolinienne et dans la presse Hearst. A la première il emprunte un article du *Lavoro fascista* :

L'heure a sonné de la reddition des comptes et du terme mis à une politique d'oppression. Une nation comme l'Allemagne, une nation jeune, pleine de sève, d'élan et de volonté, ne peut pas être réduite à un état d'infériorité.

A la seconde, un article massif et tonitruant de l'*American* (feuille de New-York) :

Le traité de Versailles est bête et brutal : il suce toutes les forces économiques allemandes, empêche tout relèvement intérieur par l'extorsion annuelle de centaines de millions de dollars. Il constitue une humiliation pour l'individu comme pour toute la nation. Il n'est que temps de réparer la bêtise de Versailles.

Le Dr Eberle, à la fin de son article, tire de ces phrases enflammées une conclusion facile, en point d'interrogation qui ne manquera pas son effet sur le lecteur :

N'est-il pas temps, grand temps, en s'appuyant sur des voix de cette autorité, de secouer la conscience chrétienne du monde pour obtenir enfin des allègements au peuple allemand ?

Dix siècles d'histoire franco-allemande.

Qu'un Allemand cherche à obtenir des adossements au traité de Versailles, nous n'aurions pas la pensée de nous en indigner. Ce qui apparaît moins excusable, c'est que le vote H. au lieu de provoquer chez un catholique une réaction d'opposition, l'encourage au contraire à ce son vocabulaire. Nous ne pouvons nous défendre de penser que le Dr Eberle n'est au fond pas éloigné de voir, dans les troupes d'assaut des n. des alliés. La tendance brutalement revendiquée de ses articles se manifeste en conjonction trop décente avec les élections du 14 septembre. Trop décente également l'allure violente de l'ensemble journal, qui éclate même dans les articles généraux comme celui qui ouvre le numéro du 5 octobre et qui est intitulé « Dix siècles d'histoire franco-allemande ». Le Dr [Andreas] Posch, de l'Université de Graz, analysant un livre allemand récemment paru, nous montre dans les racines mêmes de l'histoire des deux peuples le germe de la mésentente. Entendu, tous les torts seront du côté de la France. Le professeur Posch nous montre « la France attaquant toujours la première ». Il y a, au cœur de cette singulière leçon d'histoire, un récit curieux et instructif à faire des passages imprimés en caractères gras et destinés à agir comme banderilles sur l'esprit du lecteur : « Le Rhin ligne naturelle de frontière aux yeux des Français a toujours exercé sur eux une fascination. » « L'Allemagne, la démembrement, la mettre en pièces éterniser les divisions confessionnelles. » « La France a toujours considéré comme un droit l'annexion de la France en Europe. »

On serait tenté de sourire de cette ficelle un peu grosse, un peu commerciale, qui consiste à mettre en vedette, au moyen de caractères d'imprimerie spéciaux destinés à sauter aux yeux, les passages jugés essentiels. On serait tenté de sourire si ce n'était un autre sentiment n'intervenait : la tristesse de rencontrer, dans une feuille catholique, des artifices malsains. Ce sont des clichés de l'époque, avec ces caractères gras, s'impriment l'esprit du lecteur et jusque dans son subconscient.

Attitude de la « Schoenere Zukunft » à l'égard d'H.

Dans le numéro du 19 octobre 1930 de la revue, nous rencontrons le troisième et dernier article de fond (1) consacré aux élections, dû cette fois à la plume d'un très jeune et brillant journaliste, bras droit de Joseph Eberle, le Dr Eugène von. L'inspiration est la même. Les sympathies sont à la droite s'avouent franchement. L'auteur parle de la nécessité de l'heure pour le Centre « de se détacher de plus en plus de la social-démocratie et de chercher son appui du côté des partis » de droite, l'esprit moderne, ouverts aux réformes sociales conscients de leurs responsabilités. Ce départ, selon l'auteur, aurait dû « commencer tôt et énergiquement. Mais il n'est pas encore tard ».

Suit un intéressant exposé destiné à situer la position de la revue à l'endroit du national-socialisme de Hitler. Nous trouvons dans ces lignes la confirmation des tendances que les articles du Dr Eberle nous faisaient prévoir : une évidente pathologie pour l'hilérisme. L'auteur va aussi

(1) Sous le titre : « Centre, national-socialisme et socialisme ».

que le permet à une plume catholique la condamnation formelle de l'évêché de Mayence. Il déploie dans son exposé une assez courageuse franchise, dont le mérite nous apparaît cependant légèrement diminué par le point de vue professionnel de l'abonné à ménager. Il est trop clair que beaucoup de lecteurs de la *Schoenere Zukunft* sont en flirt avec Hitler. Il y a des écueils des deux côtés : du côté de la hiérarchie ecclésiastique à ne point mécontenter, du côté de l'abonné à ne pas perdre. Navigation scabreuse, des risques de laquelle notre nautonier, malgré son jeune âge, nous apparaît pleinement conscient quand il écrit que « quiconque aborde le problème de la position de l'électeur catholique à l'endroit du nationalisme socialiste met la main dans un nid de guêpes ». Cette phrase écrite, l'auteur ajoute cependant que « l'activité politique du catholicisme allemand serait bien tristement diminuée si, par égard à de pusillanimes considérations, on en venait à ne point oser aborder carrément un problème qui exige aussi impérieusement une réponse ».

Il l'aborde, en effet, carrément et par une déclaration de fait que beaucoup de catholiques français jugeront sans doute attristante, mais qu'il ne sert de rien de leur cacher :

Quiconque connaît un peu la situation politique du Reich n'ignore pas que beaucoup de catholiques ont passé franchement dans le camp national-socialiste, ou nourrissent de vives sympathies pour le même parti. C'est là un fait sur lequel l'esprit de passion et de parti ne peut mordre. Un fait d'autant plus frappant que la campagne du Centre et du parti populaire bavarois contre le nationalisme socialiste, a été menée principalement sur le terrain religieux et clérical.

Cette situation de fait — qui ne semble pas contrister à l'excès le cœur de notre rédacteur — dûment constatée, le Dr Kogon annonce sa ferme intention de vider l'abcès au risque de s'attirer le reproche déjà formulé par « une feuille catholique du Rhin » (il s'agit sans doute de la vaillante *Rhein-Mainische Volkszeitung*) de soutenir Hitler contre le Centre.

Nous nous expliquons fort bien l'attitude de la « feuille catholique du Rhin » et nous serions assez tenté de la partager après lecture de la *Schoenere Zukunft*. L'article du Dr Kogon est dans le fond, avec les sourdines commandées par la prudence, un plaidoyer en faveur du nationalisme socialiste.

Raisons du succès d'Hitler.

Politique intérieure.

Deux raisons, aux yeux de l'auteur, ont fait le succès de Hitler, l'une de politique intérieure, l'autre de politique extérieure.

À l'intérieur, le cri de guerre de Hitler a été : « Sus au parlementarisme ! » Le Dr Kogon reconnaît que « les nombreuses tares du système parlementaire allemand ont donné une base légitime à ces attaques ». La politique du Centre a été une timide politique de « défensive » avec tous les inconvénients tactiques d'une position de repli. Aux yeux de l'électeur, elle devait fatalement paraître se solidariser avec les tares d'un parlementarisme usé.

Politique extérieure.

À l'extérieur également, le succès de Hitler a été fait de la « pusillanimité des modérés ». « Une politique de paix n'est pas une politique d'impuissance. Tant qu'on la continuera, l'extrémisme d'un

peuple réduit en servage pour des dizaines d'années est fatalement destiné à croître. »

Partout, à l'intérieur comme à l'extérieur, Hitler entre en vainqueur dans une place dont s'est exilée elle-même une politique de défaillance. Comme précédemment le Dr Eberle, c'est le vaincu qu'accuse le Dr Kogon et le vainqueur bruyant qu'il ménage.

Politique économique.

Sur le terrain économique, notre auteur veut bien concéder que le programme de « Hitler n'est pas absolument clair et manque un peu d'unité ». Mais par « ses aspirations à l'ordre social, par son souci de la classe moyenne, par sa lutte contre la ploutocratie juive », ce système s'avère « en tout cas plus sain que le socialisme ».

La question religieuse.

L'auteur arrive au terrain religieux. Il tire du fait que le succès du Centre aux élections est dû en grande partie au vote des femmes des conclusions que nous regrettons de rencontrer sous une plume catholique. Qu'on en juge.

Il nous donne d'abord des chiffres, les élections de Cologne, ville dans laquelle hommes et femmes ont voté dans des locaux électoraux séparés :

Social-démocrates : 42 000 voix d'hommes, 35 000 voix de femmes.

Communistes : 41 000 voix d'hommes, 26 000 voix de femmes.

National-socialistes : 40 000 voix d'hommes, 30 000 voix de femmes.

Centre : 36 000 voix d'hommes, 63 000 voix de femmes.

Et voici la conclusion :

On peut tranquillement affirmer que, parmi les catholiques d'Allemagne, des dizaines de milliers d'hommes (considérés apparemment ici par notre auteur comme les détenteurs d'un jugement plus robuste et plus lucide) ou bien ne croient pas un mot de ce qu'on leur dit sur l'hostilité du nationalisme socialiste à l'égard de la religion et de l'Eglise, ou bien n'y attachent point d'importance pour des raisons politiques et économiques.

Et l'auteur, à l'appui de ses vues, invoque le témoignage de correspondants. Un professeur catholique d'Université lui écrit :

Je concède que du côté national-socialiste, particulièrement dans l'Allemagne du Nord, certaines déviations ont pu se produire [...], mais jamais l'hostilité au catholicisme n'y a été un programme comme dans la social-démocratie, si souvent alliée au Centre.

Le Dr Kogon ouvre ici une parenthèse ; il veut bien reconnaître qu'il y a eu, au point de vue catholique, des « manifestations regrettables » dans le camp hitlérien. Mais, cette concession faite, il la reprend aussitôt ou, du moins, s'empresse, d'une main pieuse, d'en atténuer la portée en constatant que...

... Ces manifestations anticatholiques et antichrétiennes des hitlériens ont en partie leur raison d'être dans des polémiques partiales de la presse du Centre [...], dans une hostilité de parti pris à l'endroit du nationalisme socialiste, alors qu'on ménage de frappante façon social-démocrates et communistes. [...]

Il y a tout de même une différence, poursuit le correspondant universitaire déjà cité, entre un mouvement politique qui postule la banqueroute morale de l'Allemagne [...] comme la social-démocratie, et un mouvement politique comme celui de Hitler, qui, avec la

flamme d'un véritable *furor teutonicus*, déclare la guerre à l'ordure (*Dreck*)... Un homme qui tolère certaines choses est voué à l'atrophie morale. Et avec des atrophies du cœur et de l'esprit (*geistige Krüppel*), ce n'est pas seulement la grande politique qui devient impossible, mais, pour autant, l'action catholique.

Après ces citations, où il voit le reflet de sa propre pensée, le Dr Kogon conclut avec verdeur, en son nom personnel :

Il n'y a que les imbéciles (*Dummköpfe*) pour jeter au vent des voix de cette gravité. L'état présent de l'Allemagne, politique et économique, sollicite d'impérieuse façon les mesures énergiques. Ce ne sont pas des considérations religieuses et ecclésiastiques qui pourront voiler longtemps ce postulat élémentaire... Le mot politique est synonyme d'action.

Danger d'un « pangermanisme spirituel ».

Arrêtons-nous. Ces citations suffisent.

Au cours d'articles d'un poids particulièrement significatif, puisqu'ils émanent du directeur et du rédacteur en chef de la revue, pas un mot de blâme net pour Hitler ; sous ces plumes d'écrivains catholiques, pas une condamnation franche pour le mouvement qui a inscrit sur son drapeau : « Guerre à Juda et à Rome. »

Bien mieux, le succès d'Hitler non seulement n'appelle pas le blâme, mais il montre la voie : le retour au régime d'autorité. On veut bien concéder que le nationalisme socialiste comporte des « exagérations » (le Dr Kogon emploie l'adjectif *übertrieben*). Mais ce sont les exagérations du bien, le grossissement du vrai.

Il faut regretter de pareilles déviations dans une revue de la qualité de la *Schoenere Zukunft*, dans une revue excellente à tant d'égards et qui s'efforce — il n'est qu'équitable de le reconnaître, — dans beaucoup d'articles, de donner une juste idée des richesses de la France catholique. Dans un des tout derniers numéros, je note un article parfait du R. P. Froberger, de Bonn, sur Charles de Foucauld (n° du 26 octobre : *Ein moderner Wüstenheilige*).

Dans la partie de la revue consacrée régulièrement à une sorte de compte rendu objectif des manifestations catholiques du monde se rencontrent souvent, sous la rubrique France, d'excellents exposés, de l'impartialité desquels nous n'avons qu'à nous louer.

De très fréquents emprunts sont faits aux articles de Pierre l'Ermite de notre *Crow* de Paris.

Un aussi méritoire souci d'équité nous fait paraître d'autant plus singulière l'attitude prise à l'endroit des élections de septembre.

Le Dr Eberle pourrait nous répondre que son périodique est, dans une certaine mesure, une tribune libre et qu'il y donne la parole aux opinions les plus divergentes. Sa revue donne, il est vrai, une preuve d'éclectisme en ne craignant pas de citer avec éloges des extraits de Fr. W. Foerster, en accueillant des signatures dont le contraste est aussi criant que celles de Peter Wust, par exemple, le philosophe rhénan, et du professeur Hans Eibl, de Vienne.

Toutefois, la significative fréquence des articles de ce dernier dans les derniers temps était une alarmante indication sur l'orientation de la *Schoenere Zukunft*. Le professeur Hans Eibl (1) est un des plus

typiques représentants de l'état d'esprit d'une fraction (heureusement restreinte) de l'opinion catholique allemande : le pangermanisme moral ou plus exactement spirituel, bien autrement dangereux que le pangermanisme-botté et casqué, car ici c'est sur le plan supérieur que se joue le jeu. L'Allemagne est la nation élue ; elle détient la plus importante fraction du capital spirituel du monde. C'est vers elle que doivent converger les regards.

Qu'il soit permis à l'auteur de ces notes de rapporter ici certaines impressions personnelles. Je n'ai pu lire la prose du Dr Eibl sans que se présente aussitôt devant ma mémoire le cadre d'un entretien qui se déroula entre nous, ce petit appartement de la Weyrgasse de Vienne où j'avais été rendre visite au professeur viennois au printemps de 1928. Je fus reçu avec la plus irréprochable courtoisie. Nous nous assîmes des deux côtés d'une table, et, tout de suite, le professeur Eibl commença. L'occasion était belle, sans doute, pour lui, de vider son sac devant un représentant des nations de rapine et d'oppression. Je vis très vite la situation, elle était paradoxale : j'étais, du côté de la table où j'avais pris place, sur le banc des accusés. Avec une grande éloquence et une débordante cordialité, le professeur Eibl tentait de me gagner à ses thèses : l'Allemagne, représentante des forces morales de

liques allemands et français en face du traité de paix de Paris. Lettre ouverte au comte Robert d'Harcourt. Dans cet article l'auteur explique ce que M. d'Harcourt appelle son « pangermanisme spirituel » sa « délinquance géographique spirituelle » et ses « forces magnétiques ». Nous en traduisons ce court extrait :

« Notre conversation commençait comme il était naturel par la question de l'avenir de l'Autriche. Je reconnais avoir la conviction, comme les 95 pour 100 des Autrichiens et l'ancien chancelier Seipel, qu'après la destruction de l'ancienne monarchie du Danube notre voie était clairement tracée : rentrer de nouveau dans l'unité du Reich allemand. Alors vous me disiez : « L'Anschluss, » ce n'est qu'une question d'estomac. J'étais étonné d'entendre une telle chose de votre part. [...] Ce que j'expliquais n'était nullement une théorie fantastique mais la simple énumération de quelques faits qui contiennent pourtant tant d'injustices accumulées qu'on les prendrait pour un mythe des temps sombres de l'antiquité si elles n'avaient pas été commises depuis peu. Au nom des alliés le président Wilson a conclu le 5 novembre 1918 un traité de paix préliminaire avec l'Allemagne. Il y était expressément stipulé qu'on ne traiterait plus des principes mêmes de Wilson, mais de leur application... Ce traité de paix préliminaire, l'Entente l'a rompu, et dans le traité définitif on a ajouté la théorie de la culpabilité unilatérale de la nation allemande et de ses alliés comme fondement des dures conditions, et l'on a exigé que les vaincus se soumettent à ces conditions ; c'était une injustice et une folie à la fois. [...] La guerre a complètement manqué l'objectif idéal qu'elle prétendait servir. La paix, résultat du saut, n'est pas une paix juste ni une paix durable. Au contraire, cette paix est animée par l'esprit de guerre qui est à son origine. Voilà pourquoi les traités de paix, celui de Kellogg aussi, avaient déjà, avant d'être signés, perdu leur valeur. Tant que l'esprit d'égalité juridique et d'équité, qui est l'esprit chrétien, n'aura pas remplacé les égoïsmes et les intérêts « sacrés », tout édifice de paix est bâti sur le sable.

« Les nations voient, avec un effroi grandissant, les traités contre la guerre s'accompagner d'accroissements des forces de terre, de mer et de l'air, et l'on ne peut penser qu'avec horreur à la guerre chimique moderne. Mais dans la guerre comme dans la paix, dans la vie comme dans la mort, les nations restent unies et n'ont donc qu'un choix : l'unique troupeau du Christ ou l'anéantissement dans le suicide collectif. Ces idées se trouvent exposées dans l'*Osservatore Romano* d'août 1928. Et je dois ajouter qu'elles n'ont presque pas été remarquées par la presse catholique de langue française. » (La D. C. est au nombre des exceptions : cf. D. C., t. 20, col. 593.)

(1) Ce passage a motivé dans la *Schoenere Zukunft* du n. 3. 31 une réponse du Dr Eibl intitulée : « Catho-

l'univers en face d'un monde ligué contre elle, championne de l'esprit au milieu d'une coalition d'intérêts, s'avancant lumineuse, le front pur, seule en état de grâce au milieu d'une Europe en état de péché mortel. Jusqu'à présent, c'était le mal qui triomphait, mais prochainement le bien aurait son heure. Les baïonnettes et les *diktats* ne retardent pas indéfiniment le règne de l'Esprit.

Saisi d'une fièvre de démonstration, le professeur Eibl s'empara d'un crayon, d'une feuille de papier et manifestait le désir d'esquisser le plan de l'Europe future. Cette carte de l'avenir, je la voyais d'avance devant moi avant qu'elle fût terminée. Des flèches victorieuses, des lignes de force magnétiques convergeant toutes vers l'Allemagne y inscrivait l'issue de la bataille.

Devant le déroulement de cette délirante géographie spirituelle, ma première réaction fut l'irritation, la seconde la résignation. J'étais devant un visionnaire, un métaphysicien et un poète du pangermanisme. Ces sortes d'interlocuteurs se raisonnent mal. La séance était d'ailleurs intéressante pour moi. La déformation était si caricaturale qu'elle ne comportait, en vérité, pour moi, aucune humiliation. Je me bornai à dire au professeur Eibl, à la fin d'une visite qui, du côté germanique, avait été un monologue, qu'il ne m'avait en aucune manière convaincu. Il me tendit la main avec le plus rayonnant des sourires en ajoutant, chrétien convaincu et fervent : « Nous verrons cela tous les deux plus tard... là-haut. »

Je me suis permis de citer cet exemple parce qu'il me paraît caractéristique. Les catholiques du type Eibl existent en Allemagne. On ne peut nier ni leur aveuglement ni leur absolue loyauté. Leur position est si fortement prise, ils sont établis dans une si tranquille assurance quant à la possession du vrai, que tous les efforts de démonstration humaine semblent actuellement voués à l'insuccès. L'attendons une conversion que du temps et de Celui qui en est le Maître.

3^e MISES AU POINT

1^o Éclaircissements du Dr Joseph Eberle.

Dans le numéro du 20 février 1931, les *Etudes* ont publié une lettre du Dr J. Eberle, que nous reproduisons *in extenso*, en la faisant suivre du principal passage de la réponse de M. Robert d'Harcourt, insérée dans ce même numéro de la revue (1) :

Permettez au directeur de la *Schoenere Zukunft* de répondre comme suit à l'article paru dans la revue les *Etudes* sous le titre « L'opinion catholique allemande et la victoire de Hitler ».

L'objectivité avec laquelle M. d'Harcourt s'efforce de mettre en lumière l'attitude prise par la *Schoenere Zukunft* devant le triomphe de l'hittérisme en Allemagne mérite d'être reconnue. Cette objectivité conduit l'éminent professeur à l'Institut

catholique à souligner le vif souci manifesté par la *Schoenere Zukunft* de révéler à ses lecteurs catholiques de l'Europe du Centre, à l'aide de nombreux articles et aussi de chroniques régulières, les richesses de la vie catholique en France.

Ceci reconnu, il est des domaines politiques où catholiques d'Allemagne et de France sont, jusqu'à nouvel ordre, d'un avis divergent. Parmi ces domaines, nommons le traité de Versailles et les exigences de révision du même traité de la part de l'Allemagne. Dans la même catégorie doit être rangé le mouvement hitlérien en Allemagne. Là où s'opposent les façons de juger et d'apprécier, ont chance de se produire des malentendus et des interprétations erronées. C'est ainsi que M. d'Harcourt a été victime d'une erreur touchant l'opinion qu'il prête à la *Schoenere Zukunft* à l'endroit du mouvement hitlérien.

M. d'Harcourt estime que la *Schoenere Zukunft* est adversaire des modérés, des pacifistes, de tous les démocrates, et qu'elle nourrit, en revanche, des sympathies déclarées pour le mouvement de Hitler. L'ambition de la *Schoenere Zukunft* serait l'organisation d'une forte et stable autorité d'Etat, très vraisemblablement la restauration des Hohenzollern. Les sympathies de la *Schoenere Zukunft* pour Hitler sont, selon M. d'Harcourt, d'autant plus incompréhensibles que l'hittérisme inscrit sur ses drapeaux le mot d'ordre « Guerre à Juda et à Rome ». La *Schoenere Zukunft*, ajoute M. d'Harcourt, apparaît, dans son attitude, conduite par le souci des éléments sympathiques à Hitler qui comptent parmi ses lecteurs, — éléments qui représentent des abonnements que l'on tient à ne point perdre. Devant de tels malentendus et des interprétations pareillement erronées, nous rétablissons les faits de la manière suivante :

La « Schoenere Zukunft »

ne repousse pas le véritable pacifisme.

1^o La *Schoenere Zukunft* ne repousse ni la ligne de politique des modérés, ni le véritable pacifisme, ni l'esprit de démocratie vraie. Elle ne repousse que la conception mécanistique-matérialiste de la démocratie telle qu'on la trouve dans la social-démocratie et dans le libéralisme libre-penseur. Elle ne repousse pas le véritable amour de la paix, mais le pseudo-pacifisme des naturalistes et des matérialistes, pseudo-pacifisme constitué dans ses bases profondes par un égoïsme antichrétien, ainsi que Frédéric Wilhelm Foerster l'a fortement montré à propos du pacifisme qui a dominé la campagne menée autour du film « A l'Ouest rien de nouveau ». La France catholique, elle non plus, ne s'identifie point avec le démocratisme des libéraux de France et le pacifisme des communistes de France.

Son idéal n'émane pas

des idéologies mussoliniennes ou hitlériennes.

2^o Il est exact que la *Schoenere Zukunft* lutte pour l'établissement de facteurs d'autorité puissants et stables dans l'Etat et pour que le pays soit fortement gouverné. L'idéal conservateur de la revue n'a point sa source dans une sympathie pour les idéologies mussoliniennes ou hitlériennes ; il sort de leitmotiv conservateurs reliés à toute une tradition catholique et sociale, restée toujours particulièrement vivace dans les régions de l'Allemagne catholique. Nommons ici les plus grands scolastiques, les sociologues de la tradition « baroque »,

(1) Cette lettre du docteur Eberle a été également reproduite par la *Revue catholique des idées et des faits* dans son numéro du 30 janvier 1931. La traduction lui est particulière et ne diffère que très peu de celle qu'on va lire, faite par la direction des *Etudes*. La même *Revue catholique des idées et des faits*, dans son numéro du 27 février 1931, reproduit la réponse du comte d'Harcourt à la lettre du docteur Eberle insérée dans les *Etudes* du 20 février 1931.

les romantiques catholiques ; au XIX^e siècle, des catholiques de l'envergure d'un Karl Ludwig von Haller, d'un Adam Heinrich Müller, d'un Wilhelm Schlegel, d'un Joseph Goerres ; plus tard, des personnalités comme Mgr Ketteler, le baron de Mallinckrodt, le baron Vogelsang, le prince Alois Liechtenstein. Ce n'est point au publiciste qui, dans les journaux qu'il a dirigés, a toujours vigoureusement lutté pour la revision de la conception allemande de l'histoire dans le sens de l'émancipation de l'esprit prussien et de la justification des idées de gouvernement des Habsbourgs, — ce n'est point à cet écrivain-là qu'eût dû être attribuée, comme but politique, la restauration de la dynastie Hohenzollern !

Elle a condamné l'esprit antichrétien des hitlériens.

3^o Il n'est point exact de dire que le mouvement de Hitler n'ait été l'objet, dans les colonnes de la *Schoenere Zukunft*, d'aucun blâme ni d'aucune condamnation. Tout au contraire, les traits distinctifs du mouvement ont toujours été soumis à la critique dans les occasions qui s'y prêtaient particulièrement, encore que ce blâme n'ait pas été spécialement abondant dans les articles qui, justement, traitaient des élections de septembre. Depuis des mois et des années, nous répétons toujours combien la façon hitlérienne d'envisager la question juive est contraire à l'esprit chrétien. Dans un numéro du début de décembre, nous avons, dans les termes les plus vigoureux, réprouvé l'anticléricalisme grossier, les sottises idéologiques inspirées de Wotan, les programmes de réformes politiques et économiques dénuées de toute maturité qui sont l'arsenal des hitlériens. Ces jours-ci paraît, dans la *Schoenere Zukunft*, une série d'articles, écrits depuis des semaines, sur le mouvement hitlérien et dans lesquels le mouvement est l'objet de la plus vigoureuse condamnation, condamnation basée sur ses principes antichrétiens. Mais, disons-le aussi : il ne suffit pas de condamner le mouvement de Hitler pour le faire disparaître du monde, de même qu'on ne supprime pas les maladies en se contentant de les condamner. Le mouvement hitlérien est un phénomène morbide qui a deux sources : la détresse économique du peuple allemand, créée en partie par la paix de Versailles, le fonctionnement jusqu'à présent insuffisant du régime parlementaire allemand. Concevoir et considérer des maladies comme les fruits naturels du germe morbide ne signifie point que l'on sympathise avec la maladie ; chercher à dominer la maladie en supprimant les germes morbides ne veut point dire non plus que l'on soit ami des violents ni que l'on ne mérite que vengeance. Les vrais amis de la paix ne sont point ceux qui vont criant devant eux : Paix ! Paix ! mais ceux qui luttent pour l'établissement d'un état social dans les cadres duquel puisse effectivement se développer la paix. L'axiome *gratia supponit naturam* s'applique aussi à la politique. Quand les bases naturelles d'un peuple sont par trop décomposées et désagrégées, l'esprit de paix ne peut point se développer dans ce peuple ; ce qui se développe, au contraire, presque avec la fatalité d'une loi naturelle, c'est le radicalisme, le nationalisme outrancier, le désespoir dans la violence.

Elle ne donne pas tort au Centre.

4^o Si la *Schoenere Zukunft* a considéré le résultat des élections comme une occasion d'examen de conscience pour le Centre, ce n'était point dans l'intention de donner raison à Hitler et tort au Centre, mais bien pour donner à ce dernier un avertissement

et l'engager à priver le mouvement hitlérien de sa force et de son aliment en cultivant à la fois un véritable esprit patriotique en politique extérieure et un sain conservatisme, créateur de facteurs de stabilisation et d'autorité, à l'intérieur du pays. On ne combattra efficacement le pseudo-conservatisme que par un sain conservatisme et non point par l'abandon des idées conservatrices. On ne combattra l'hypernationalisme que par un sain patriotisme et non par des abandons sur le terrain patriotique.

Son indépendance à l'égard de ses abonnés.

5^o L'attitude de la rédaction de la *Schoenere Zukunft* n'est en aucune manière dictée par le souci de l'abonné. La revue, tout au contraire, fait les plus grands sacrifices pour servir en toute indépendance les idées qu'elle tient pour justes. Elle n'aurait qu'à faire cause commune en tout avec les partis qui s'intitulent catholiques pour avoir un chiffre d'abonnés plus élevé encore. Si elle abandonnait, sur le terrain économique, la lutte contre la ploutocratie et l'internationale de l'or, elle verrait son chiffre d'annonces décuplé. La ligne de conduite qui a fait jusqu'à présent et qui continuera à faire l'honneur de la *Schoenere Zukunft*, c'est le service de la diffusion des lumières chrétiennes, sans aucun souci des modes intellectuelles, mais toujours en contact avec les personnalités de premier plan de l'univers catholique.

La *Schoenere Zukunft* admet qu'on ne partage point ses conceptions politiques. Mais elle doit à son honneur, aussi bien qu'à sa position littéraire dans le monde de l'esprit catholique, de se défendre avec la dernière énergie contre toutes les insinuations qui pourraient, même de loin, faire mettre en doute sa catholicité. Elle attend donc de ses adversaires politiques assez d'esprit chevaleresque pour respecter l'adage : *Audiatur et altera pars*.

D^r EBERLE,

directeur de la « *Schoenere Zukunft* ».

2^o Remarques de M. Robert d'Harcourt.

Position prise

par le D^r Eberle à l'endroit du racisme hitlérien.

[...] Nous arrivons à la question capitale, la seule, au fond, qui importe : la position prise à l'endroit du racisme hitlérien. M. le docteur Eberle reconnaît que « dans les articles de la revue qui justement traitaient du succès électoral de Hitler, le blâme n'a pas été spécialement abondant ». Sans insister sur l'euphémisme de cette phrase, disons tout de suite au docteur Eberle que c'est justement là ce qu'il y eut de fâcheux, de très fâcheux. Les élections de septembre étaient un tournant critique, un de ces points solennels de l'histoire d'un peuple où tous les partis doivent monter à la tribune et prendre leurs responsabilités. Pour un écrivain, directeur de revue, la tribune est toute désignée, c'est le périodique même aux destinées duquel il préside. Il n'est pas exagéré de dire que tous les catholiques, dans cette occasion, tournèrent leur regard vers leurs frères d'Allemagne. La réaction de ces derniers devant la poussée raciste empruntait au fait qu'ici le spirituel se superposait au politique une décisive gravité. Les catholiques français attendaient l'unanimité chez les catholiques allemands, l'unanimité dans le blâme. Ce fut bien, en effet, l'attitude de l'ensemble de la presse catholique, plus timide, certes, et plus circonspecte dans son expression que nous ne l'eussions souhaité

dans certains grands journaux, parfaitement claire et vive, en revanche, dans des journaux comme la *Poste d'Augsbourg* et la *Gazette du Rhin et du Mein*. Ayons le courage de dire tout de suite au docteur Eberle la pénible déception éprouvée en ouvrant sa revue à lui : non seulement nous n'y trouvons point de blâme escompté, mais nous y constatons entre le renforcement d'apôtre du ton de la rédaction (aussi bien à l'endroit des Puissances de l'Entente que dans l'appel à un régime d'autorité) et le triomphe hitlérien un troublant synchronisme. Les éclats de voix de Hitler poussaient le docteur Eberle à enfler à son tour le ton. Son rédacteur en chef, le docteur Kogon, suivait le mouvement et reprenait avec complaisance les déclarations de sympathie d'un correspondant pour le *füror teutonicus*, seul capable, disait-on, de balayer le *Dreck* (ordure). Comment un écrivain allemand ne se rend-il pas compte du tort grave, du tort vrai, profond, qu'il fait à son peuple en employant ces expressions, où il met, lui, une espèce de noblesse, mais où l'étranger ne voit qu'un mélange de sauvagerie et de burlesque ? Devant ces excès de vocabulaire, nous étions bien obligé de conclure sinon à une sympathie de pensée avec le national-socialisme, du moins à une inconsciente contagion de violence verbale qui, de la part d'une revue de la note et de la couleur de la *Schoenere Zukunft*, constituait une paradoxale réaction.

Son changement de ton.

M. le docteur Eberle parle aujourd'hui de l'hitlérisme comme d'une « maladie », et c'est bien, en effet, l'étiquette qui convient au mouvement, mais qu'il nous permette de lui dire que son vocabulaire s'est un peu modifié et que ces sévères et exacts qualificatifs eussent gagné à être employés aussitôt après les élections de septembre. C'était là l'instant décisif, celui de l'épreuve cruciale. D'une façon générale, le ton a complètement changé entre les articles relatifs aux élections de septembre et la lettre pleine de mesure que le docteur Eberle adresse aujourd'hui aux *Etudes*. Certes, nous n'eussions pas écrit ce que nous avons écrit alors si nous nous étions trouvé en face de documents éclairés d'une aussi sereine lumière. Ces distinctions pleines de sagesse entre le patriotisme et l'hypernationalisme, entre la bonne démocratie et la démocratie socialisante, nous ne pouvions que les faire nôtres. Mais, encore une fois, le langage était autre en septembre et en octobre.

Le docteur Eberle nous dit encore qu'il n'a jamais entendu blâmer la politique du Centre. C'est cependant bien à une désapprobation que ressemblaient les lignes (de la plume de son rédacteur en chef) sur la « partialité de polémique de la presse du Centre et son hostilité de parti pris à l'endroit du nationalisme-socialisme, hostilité contrastant avec les frappants ménagements à l'égard des sociaux-démocrates ou des communistes ».

Son orthodoxie catholique.

Pour finir, le docteur Eberle proteste avec la dernière énergie contre toute insinuation qui tendrait à mettre en doute son orthodoxie catholique. Nous pouvons lui donner l'assurance que nos intentions n'ont jamais été telles. Nous savons trop les éminents services rendus à la cause catholique par le *Schoenere Zukunft*. Nous avons assez loué — et ce n'était que justice, — en même temps que sa fermeté dans la défense des intérêts de l'Eglise,

la qualité de sa rédaction. Nous avons assez dit le souci d'impartialité avec lequel elle entend, par d'excellentes informations européennes (où la France a une très belle place), montrer à ses lecteurs le visage universel du catholicisme. Ce sont tout justement les raisons qui nous ont fait apparaître comme si regrettable et comme une contradiction avec la ligne générale du passé de la revue l'attitude prise au lendemain des élections de septembre. Il nous a semblé que la carence du blâme devant le déferlement raciste était une alarmante fissure dans l'unité de front escomptée des catholiques allemands. Cela, nous avions le droit et le devoir de le dire au Dr Eberle, au nom de la solidarité qui unit les catholiques de tous pays et aussi en considération du dommage certain qu'une pareille attitude ne pouvait manquer de créer par delà les frontières d'Allemagne. [...]

3° Précisions nouvelles du Dr Eberle.

Vingt jours après l'apparition de l'article du comte d'Harcourt dans les *Etudes*, le Dr F. Eberle a commencé une série de quatre articles (25 janv., 1^{er}, 8 et 15 févr. 1931) qu'il intitule : « Comment l'Allemagne surmonte-t-elle l'extrémisme et le danger de la révolution ? » avec comme sous-titre : « Une lutte sans chance de succès et riche d'espérances contre le mouvement Hitler. »

Une première partie s'intitule « Théorie et pratique des nationaux-socialistes ».

L'auteur y expose : 1^o le caractère bigarré des membres du parti (« catholiques, luthériens de l'observance modérée, agitateurs les plus farouches du Los-von-Rom, néo-païens », etc.) ; 2^o leur doctrine (mélange de mythologie germanique, divinisation hégélienne de l'Etat, croyances machiavétiennes, théories nietzschéennes, idées de Gobineau et de Chamberlain, etc.) ; 3^o leur méthode et leur programme, qu'il appelle dangereux et néfaste.

Sa conclusion est celle-ci : « Sans aucun doute, il faut combattre fortement un mouvement qui répand une telle mentalité et une pareille pratique. »

Dans la seconde partie, intitulée « Le national-socialisme comme phénomène de réaction contre les misères actuelles insuffisamment combattues », le Dr Eberle dit qu'il ne suffit pas d'exposer la fausseté des idées pour que le mouvement soit maîtrisé.

Ni la révolution ni la réformation protestante, dans ce cas, ne se seraient jamais faites.

Il conclut :

Si le national-socialisme est un phénomène de réaction contre les insuffisances et les maladies de l'économie et de la politique — et il nous semble qu'il en est ainsi dans une très grande mesure, — alors il ne sera surmonté que par la mise en pratique d'un grand programme de réforme ou par la volonté sérieuse d'aboutir à un tel programme et non pas en réfutant et stigmatisant les fariboles de ses théories et les impertinences de ses actes.

Le Dr Eberle étudie ensuite la situation allemande pour se demander si réellement un tel programme existe ou si l'on peut espérer que bientôt en commencera l'exécution.

Les critiques qu'il fait ainsi de ses amis et ennemis ne visent ni ne tendent à favoriser le parti national-socialiste, mais aident à chercher les causes de ce mouvement ; étant bien entendu que seule la suppression de ces causes pourra efficacement combattre le national-socialisme.

L'auteur alors étudie successivement : les défauts

de la politique extérieure allemande de l'après-guerre ; le caractère peu allemand de la gauche allemande ; l'amour vraiment chrétien de la patrie, seul moyen de salut en face de la maladie du nationalisme, les mérites du Centre et du parti populiste bavarois.

Le deuxième article traite de la politique intérieure et de l'hitlérisme sous les aspects suivants : ce qui fait vivre le national-socialisme : les faiblesses du parlementarisme, le développement de la ploutocratie ; l'influence du socialisme et de ses idées en Allemagne ; le Kulturkampf latent dans la République allemande ; les mérites du Centre et du parti populiste bavarois, la création de forts éléments d'autorité et de stabilité chrétiennes et leur œuvre de réforme, seule protection contre le triomphe de l'extrémisme.

Dans le troisième article, l'auteur s'efforce d'énoncer des propositions positives pour détourner efficacement le danger du mouvement national-socialiste. Le titre général donné à son étude par le Dr Eberle (« Comment l'Allemagne surmonte-t-elle l'extrémisme et le danger de la révolution ? ») a été modifié et est devenu celui-ci : « Sans réforme de la Constitution, impossible de surmonter l'extrémisme en Allemagne. »

Il propose donc d'augmenter et de fortifier dans le gouvernement les éléments d'autorité et de stabilité en instituant, par exemple, un Sénat conservateur et en assurant au ministère une durée égale à celle du Parlement ; il propose encore de modifier le centralisme en fédéralisme et décentralisation.

Dans un dernier article, enfin, le Dr Eberle énumère les mesures d'urgence qu'il estime nécessaires pour assainir la politique économique, pour christianiser la politique culturelle. Il termine par quelques considérations sur la question juive (1).

4^e L' « Augsburg Postzeitung » contre la « Schoenere Zukunft »

L'*Allgemeine Rundschau* du 10. 1. 31 recueille quelques échos d'une discussion qui s'est élevée entre l'*Augsburger Postzeitung* et la revue du Dr Eberle, au sujet du nationalisme. Nous en reproduisons ci-dessous quelques extraits :

Dans son numéro du 14 déc. 1930, la *Schoenere Zukunft*, citant un passage de l'Encyclique *Sapientiae christianae*, écrit :

Politique et utilisation de la religion.

Pour ce qui est de la citation de l'Encyclique de Léon XIII *Sapientiae christianae*, on y lit :

« Impliquer l'Eglise dans la politique du parti ou l'utiliser pour vaincre un adversaire, c'est abuser démesurément de la religion. »

Du point de vue de l'Encyclique, il n'est certainement pas correct de combattre, en certains cas, avec des arguments religieux quand, directement et principalement, il s'agit d'un sujet profane ; mais plusieurs journaux de parti le font par exemple dans la lutte contre le national-socialisme. Comment le problème se pose-t-il ? L'accroissement rapide, l'aug-

mentation continuelle des nationaux-socialistes en Allemagne n'est pas à mettre, en première ligne, au compte de leur anticléricalisme farouche, de leur idéologie insensée de Wotan, mais avant tout au compte de l'essor nouveau donné au patriotisme, de leur meilleure mise en valeur de l'histoire, de leur rejet du traité de Versailles, de leur lutte pour l'allègement des réparations, de leur critique d'un paupérisme insuffisant, de leur lutte contre les institutions antisociales de banque, de bourse et de bazar, de leur opposition à la ploutocratie et à la juiverie. Le plus obvie serait donc de reconnaître qu'il y a de juste dans la lutte des nationaux-socialistes et de remplacer leur programme de formes politiques et économiques insuffisant par un programme plus approprié. Clouer sans cesse le pilori, au nom de la religion, ce qu'il y a seulement d'antireligieux dans le national-socialisme est un tort pour la religion puisqu'on évite ce qu'il y a d'essentiel, c'est-à-dire le point de vue politique et économique, et qu'on se tait sur l'anticléricalisme aussi fâcheux, et le Kulturkampf des socialistes marxistes et libéraux. L'antireligion est évidemment à combattre par des arguments religieux ; au contraire, les programmes politiques et économiques doivent être en premier lieu combattus par des arguments politiques et économiques. Il faut combattre les nationaux-socialistes. Mais il ne s'agit pas uniquement de la lutte en soi, il faut avant tout dans la lutte, employer une bonne tactique, assurée du succès.

Observations et rectifications.

A quoi l'*Augsburger Postzeitung* répond :

1^o Certes, il n'est pas permis de lutter avec des arguments religieux contre des programmes purement politiques ou économiques. Mais ce n'est pas faire tort à la religion que de mettre les questions religieuses plus en évidence que les questions économiques pour combattre l'ensemble du national-socialisme. Nous ne combattons jamais des poires purement politiques du programme par des arguments religieux. Mais les nationaux-socialistes s'efforcent ça et là de cacher leurs convictions païennes pour avoir l'air d'être des chrétiens. Ce serait une sottise de notre part que de renoncer à traiter les questions religieuses parce que les nationaux-socialistes mettent l'aspect économique en avant.

2^o Parce que nous ne sommes pas exclusivistes des tacticiens (« Nur-Taktiker »), nous considérons dans un mouvement comme essentiel ce qui constitue la nature de ce mouvement. Or, on n'apprend pas la nature d'un mouvement en considérant ce qu'il a permis à ce mouvement de se développer.

3^o Il est faux que les nationaux-socialistes soient devenus puissants grâce à un nouvel essor donné au patriotisme, etc. Ils sont devenus puissants par leur extrémisme qui leur a procuré beaucoup de partisans dans la population, préparée à cet extrémisme par la misère matérielle. Les nationaux-socialistes n'ont pas donné un nouvel essor au patriotisme. Le parti populiste bavarois et le Centre avaient le sentiment national longtemps avant le national-socialisme.

Prétendre que les nationaux-socialistes apprécient davantage l'histoire est de la fantaisie. Trouver-t-on cette appréciation meilleure dans les constructions de Rosenberg ? Où voit-on que Hitler, Reventlov ou Jung apprécient mieux l'histoire que nous ? Versailles est aussi rejeté par d'autres partis. D'autres partis encore luttent beaucoup plus efficacement pour l'allègement des réparations. L.

(1) Cette série d'articles a obtenu un vif succès et a été répandue sous forme de brochure en de larges milieux allemands qui envoient leurs félicitations à l'auteur. Dans sa revue, l'auteur déclare que leur nombre ne lui permet pas de répondre à tous.

nationaux-socialistes ne font pas que critiquer le parlementarisme, mais de plus ils le compromettent par leur conduite scandaleuse. La lutte contre le système bancaire peu social n'empêche pas Hitler de se faire inviter par les banquiers. La lutte contre les bazars n'empêche pas Hitler d'en ouvrir pour son parti. Et que nous ne puissions pas participer à l'antisémitisme des nationaux-socialistes, cela se comprend de soi.

4° Il est donc absolument faux que dans la lutte contre les nationaux-socialistes il s'agisse directement et principalement d'autre chose que de choses religieuses.

5° Par contre, il s'agit directement et principalement de la religion.

L'opinion de F. W. Foerster.

Après ces citations, la rédaction de l'*Allgemeine Rundschau* ajoute :

Comme conclusion de cette discussion, faisons cette remarque : le Dr Eberle a certainement raison quand il s'efforce de faire droit aux valeurs positives du national-socialisme et d'indiquer ce qui vise spécialement certains potentats de parti. Mais Alfons Wild, dans l'*Augsburger Postzeitung*, va plus au fond du national-socialisme en touchant le bas-fond païen de ce mouvement. Pour terminer, citons les paroles de F. W. Foerster, cet esprit si synthétique dans son interprétation des faits, parlant, lui aussi, de ce qu'il y a de bon dans ce mouvement, mais qui ne s'arrête pas aux considérations de surface : « Que signifie le mouvement national-socialiste ? Il n'est que l'expression de ce fait que la patience envers une frivolité sans excuse dans la gestion des intérêts des grandes masses commence à disparaître dans la partie souffrante du peuple allemand qui a pourtant bon cœur. Mais n'est-il pas grotesque que ce mouvement de protestation soit financé par ceux qui sont les vrais coupables de cette économie de ruine et de vol inouïs et qui veulent maintenant détourner la colère populaire sur ceux qui, extérieurement, en portent la responsabilité, mais qui recevaient pourtant les directives décisives de ces hommes cachés, les véritables maîtres. La force des nationaux-socialistes se trouve dans leur exploitation politique d'une colère profondément justifiée ; leur faiblesse est que leur manière de se procurer des ressources les empêche de dire la pleine vérité à la nation allemande et d'indiquer par leurs noms, sans réticence, les véritables causes de la situation. [...] »

» Ils n'ont pas d'idée nette sur leur but, ils ne font pas non plus d'appel efficace à la réforme personnelle ; la maladie nationale n'est pas montrée du doigt, tout le problème de la politique extérieure est résolu par de sombres menaces qui trahissent une complète ignorance des vraies relations internationales et des bases des engagements. Et ensuite il y a toute la folie... « Il n'y a que la force » qui crée le droit. Je désire que nous ayons bientôt » la force. Il s'agit de vivre ou de mourir et nous » avons plus de droit que tous les autres à nous » étendre, car nous sommes le plus à l'étroit. » Il n'y a là rien d'autre que de l'anarchie morale, ce n'est pas ainsi qu'on éduque un peuple, qu'un peuple qui demeure au milieu des autres attire la confiance et se procure de l'espace dans le monde ; c'est plutôt l'encerclement et la tutelle des voisins unis sous la menace qui l'attend.

» Peuple sans paix, peuple sans bonheur, possédé par la malédiction incurable d'une politique

qui contredit tous ses dons et ses traditions et tous les commandements de la situation politique, géographique et économique. Réussira-t-on encore à éliminer tous ces faux chefs ? »

B) Les articles de l'*Allgemeine Rundschau*

Après avoir analysé et présenté les idées de la *Schoenere Zukunft*, M. le comte d'Harcourt expose ce qu'il appelle « les positions de l'aile gauche » des catholiques allemands. Il les trouve dans l'*Allgemeine Rundschau* (1), dirigée par l'abbé Moenius.

Nous citons ci-après *in extenso* toute cette partie de l'étude de M. Robert d'Harcourt (*Etudes*, 5. 1. 31) :

1° ÉTUDE DE M. ROBERT D'HARCOURT

Le jugement de l'« *Allgemeine Rundschau* ».

« Scrutin de catastrophe ».

[...] Dans le numéro du 27 septembre, la revue fixe tout de suite son attitude en écrivant sous le titre : « Scrutin de catastrophe » (2) :

L'histoire aura à enregistrer le 14 septembre 1930 parmi les jours les plus noirs des annales de l'Empire allemand. Nous n'avons pas encore le recul nécessaire pour mesurer toute l'étendue du désastre causé par l'aveuglement d'un peuple sans maturité politique.

Sur cette absence de formation politique d'un peuple passé sans transition d'un régime d'autocratie à un régime de liberté, l'auteur de l'article revient plus loin :

Toutes les forces positives doivent se préparer à la lutte contre une opposition que son triomphe électoral

(1) Cette revue est ainsi présentée par M. Robert d'Harcourt (*Etudes*, 5. 1. 31) : « L'*Allgemeine Rundschau* est la doyenne d'âge des revues catholiques allemandes. Elle paraît à Munich depuis vingt-sept ans. Comme la *Schoenere Zukunft*, c'est une revue hebdomadaire établie sur une quinzaine de pages *in-quarto*, d'une impression plus serrée que la première. Son directeur — et en même temps l'auteur de livres excellents sur l'Italie (*Italienische Reise*) et sur la France (Paris Herz Frankreichs), — l'abbé Moenius, dont le nom n'est pas inconnu du public français (des articles de lui ont paru à la *Revue Universelle*), est un grand admirateur de l'âme latine. Attitude dont nous aurions certes bien mauvaise grâce à lui faire grief. Marquons cependant ici que son admiration passionnée pour les civilisations romaines a pu parfois entraîner le docteur Moenius à une ferveur de latinité qui, du point de vue catholique, est trop exclusive et appelle des réserves. En Allemagne, le directeur de l'*Allgemeine Rundschau* s'est donné pour mission de combattre l'esprit de Bismarck. Cette situation à un poste de bataille avancé lui a valu injures et calomnies. Il a accueilli les unes et les autres avec une grande cranerie, nous dirions presque avec entrain. Le docteur Moenius est de ces soldats auxquels est indispensable l'atmosphère de la bataille. Il a bien montré son tranquille mépris des criaileries et du scandale dans les retentissants numéros de sa revue consacrés à la violation de la Belgique par les troupes allemandes. Disons tout de suite que les couleurs très vives de l'*Allgemeine Rundschau* ne l'ont pas empêchée d'avoir l'appui de la hiérarchie ecclésiastique : elle compte parmi ses collaborateurs le cardinal de Munich en personne, Mgr Faulhaber. »

(2) « Katastrophenwahl 1930 », article signé ARISTIDES.

à grisée. Il ne faut point que les excitateurs qui ont réussi à soulever un peuple dépourvu de tout sens politique (*ein apolitisches Volk*) parviennent à le pousser au gouffre. Il ne faut point que d'un scrutin catastrophique sorte la catastrophe définitive.

L'écrivain ne voit qu'un bon côté aux élections de septembre, le bon côté de toutes les menaces collectives aiguës : la cristallisation des éléments de résistance. « Peut-être l'effroyable danger de l'extrémisme de droite réalisera-t-il ce miracle : l'unification des forces bourgeoises. »

Ce qui manque au peuple allemand, c'est la perception nette de sa situation européenne et de la responsabilité qui lui incombe comme « point de convergence de tous les fils spirituels d'Europe ». Beaucoup sera gagné le jour où l'Allemand verra enfin que...

Germanisme et universalisme européen ne sont point des pôles opposés, mais les deux faces d'une haute spiritualité commune. C'est, hélas ! ce que, depuis plus de trois quarts de siècle, le prussianisme de pensée cultivé dans l'Allemagne de Bismarck et des Hohenzollern s'est attaché à masquer pour développer le plus étroit des égoïsmes nationalistes. La dernière manifestation de l'esprit prussien-nationaliste est l'hitlérisme, qui, dans l'opinion de l'étranger, aura, en une journée, brisé plus de fenêtres que des années d'incessant et consciencieux labeur ne réussiront à en réparer. Tel est le triste bilan extérieur du 14 septembre.

C'est dans une Prusse adoratrice de la force que Hitler a trouvé son principal appui.

Dans le numéro suivant de la revue (4 octobre) (1), le même écrivain est amené par l'étude de la carte électorale d'Allemagne à des conclusions intéressantes. C'est dans l'Est allemand, en Poméranie et en Prusse orientale, dans le royaume des Junkers, dans les bastions et « les citadelles du vieil esprit prussien » (*Hochburgen des Altpreussentums*) que Hitler a remporté ses plus éclatants succès. En Poméranie, le nombre des bulletins nationaux-socialistes s'est élevé de 17 000 à 237 000 ; en Prusse orientale, de 8 000 à 235 000.

Ce sont là les régions sur lesquelles s'appuyait Bismarck quand il était victorieusement sur la table du Bundestag la loi du suffrage universel. Il comptait sur la servilité de chien (*hündische Knechtheit*) de l'habitant des petites villes de la vieille Prusse, du paysan, du labourleur, aux yeux duquel il n'était pas de plus haute sagesse politique que celle du Landrat conservateur et du Junker. Ces mêmes habitants de l'Est n'ont point davantage de nos jours le sens des libertés économiques et morales : ils ont trop dans les moelles l'éducation prussienne. Payer l'impôt, jouer au soldat et se taire (le texte est plus énergique : *Maul halten*), c'est l'abrégé de toute sagesse politique dans la Prusse de la rive droite de l'Elbe.

L'auteur revient sur ce servilisme, cet agenouillement devant la force où il distingue la raison profonde du succès de Hitler :

Le national-socialisme est le dernier abri de cet esprit prussien qui ne vit que dans l'autorité, ne prospère qu'à l'ombre d'un uniforme, ne peut s'imaginer la politique comme autre chose que l'expression de la force brutale. On n'est impressionné que par les phrases ron-

flantes, même menteuses, par l'uniforme, même celui-ci se borne à la chemise brune, à la veste de ép à la casquette à visière avec la croix gammée. n'est impressionné que par le geste de violence, par politique du revolver et du poignard. On ne regar pas à la qualité des éléments qui entrent dans bataillons hitlériens et qui louent leur peau à g contre un peu d'or et beaucoup d'alcool. L'électeur à l'Ouest et dans le Sud, a marché derrière l'étend rouge à la croix gammée noire est lui-même un fi de ce credo politique dont les articles ont été si m ment formulés par l'idole du prussianisme, par mark : « Nous n'avons que faire du droit ; j'ai mains le pouvoir, je m'en sers dans le sens que ca mande mon intérêt. » Le fait que cette politique co nnuée par Guillaume II s'est brisée en 1918 contre résistance de l'univers civilisé, contre la conscience monde — voilà ce que refusent opiniâtrement à les adorateurs incurables de la politique de force et violence.

Le remède qui s'impose, c'est la séparation entre les provinces de l'Est et celles de l'Ouest

Et le remède ? Où le rédacteur de l'*Allgemeine Rundschau* voit-il le remède ? Dans une dissociat salvatrice entre les deux Allemagnes géographiq ment et moralement distinctes, entre l'Allemag de l'Est, adoratrice de la force, et l'Allemagne l'Ouest, qui a conservé dans sa tradition et jusq dans son sang le goût de la liberté (1). Saluons courage de l'Allemand qui, à Munich, dans la v du *Voelkischer Beobachter*, ose écrire des lig comme les suivantes, qu'il pourra un jour payer son sang :

Le devoir qui s'impose, c'est la séparation absolue régions de l'Est empoisonnées par le vieil esprit pr sien et des régions de l'Ouest et du Sud. C'est le r blissement de l'autonomie entière de ces régions de rive gauche de l'Elbe fraîchement annexées à la Pru que Bismarck foula de sa botte. C'est l'affranchissem de la Rhénanie et de la Westphalie de l'administrat prussienne. Voilà la première partie de la tâche. seconde serait la dislocation de la grande propriété dor niale à l'est de l'Elbe et la colonisation de l'Est par éléments d'une civilisation plus évoluée, ayant par le sa et par la tradition, culturellement et économiquem dépassé le stade de l'obéissance mécanique telle que na la trouvons encore comme un héritage du slavisme d la Prusse de la rive droite de l'Elbe. Il faudrait « s'établissent à l'Est des éléments ethniques ayant co dompté en eux cet esprit de servilité qui, dans chaq bureaucrate du Landrat, dans chaque sous-officier uniforme, voit une incarnation de la divinité dont He enseigne le culte au peuple prussien.

Les deux points d'appui de la propagande d'Hitler la déclaration de culpabilité de l'Allemagne, démilitarisation de la Rhénanie.

Le rédacteur de l'*Allgemeine Rundschau* (numé du 15 octobre) voit dans l'article 231 du traité Versailles posant la culpabilité de l'Allemagne dans la clause de démilitarisation de la Rhénanie deux principaux points d'appui de la propagand électorale de Hitler. Ces deux stipulations de V saillies sont, aux yeux des Nazis, la plus cla manifestation de l'esprit d'iniquité et d'oppressi

(1) « Und noch einmal die Hitlerpartei » (Encore une fois le parti Hitler), article également signé ANASTIDES.

(1) Sur ce point, le Dr Eberle et l'abbé Moenius s'accordent : tous les deux réclament énergiquement fédéralisme très large.

de la France, le criant scandale qu'une Allemagne enfin rendue au sentiment de sa dignité se doit de briser par tous les moyens. Quelle sera la position de la revue catholique devant ces deux « points névralgiques » ? Ici encore inclinons-nous devant le courage de l'écrivain qui n'a pas craint de mettre sous les yeux de son peuple, en pleine effervescence raciste, les lignes que voici :

La rage des nationalistes s'attaque principalement à l'article 231 du traité, à ce qu'ils dénoncent : l'aveu de culpabilité extorqué par la force. Et d'abord, quels sont ceux d'entre les plus grands vociférateurs racistes qui ont lu cet article dans son texte ?... Et qu'en veut-on retrancher ou contester ? La guerre n'a-t-elle pas été déclenchée par l'Allemagne impériale alliée à l'Autriche-Hongrie ? Les deux Empires centraux ne doivent-ils pas être tenus responsables, par leur agression, des dommages causés aux Puissances alliées ? Les hostilités contre la Serbie ont été ouvertes par l'Autriche, bien que la Serbie ait satisfait à toutes les conditions de l'ultimatum posé, ainsi qu'en témoignent les notes marginales de la main même de Guillaume II. Contre la Russie, c'est l'Allemagne qui a commencé la guerre. C'est elle encore qui, du propre aveu de Bethmann-Hollweg, viola la neutralité belge. C'est elle encore qui déclara formellement la guerre à la France en tentant de légitimer sa rupture par la fable du bombardement aérien de Nuremberg. L'Angleterre n'est entrée dans le conflit qu'à la suite de la violation de la neutralité belge. L'Amérique n'y est entrée qu'à la suite des torpillages de sous-marins, violation formelle du droit maritime international. Seule l'Italie, devenue maintenant le pays du rêve des Hitler, a attaqué les Puissances centrales sans nécessité et par esprit de cupidité... Que signifie donc cette guerre à l'article 231 ? Qu'espère-t-on de sa radiation ? Espère-t-on blanchir un nègre ?...

Reste le second point : la démilitarisation rhénane... Le passage des mers entre l'Europe et l'Asie Mineure n'est-il pas réglé par des conventions que seule est tentée de trouver gênantes celle des deux Puissances qui nourrit dans son cœur de mauvais desseins ? Veut-on dire que l'Allemagne, derrière sa revendication de radiation des stipulations rhénanes, poursuit des buts troubles et nourrit des projets d'agression ? Non, sans doute. Mais alors, que reste-t-il en fait de raisons valables pour une révision des clauses de paix ?

Un catholique peut-il être national-socialiste ?

Anticléricalisme du parti hitlérien.

Ces lignes courageuses ne nous étonnent pas dans la revue du docteur Moenius, du prêtre intrépide qui a pris avec l'élan que l'on sait la défense de Mgr Ruch et du cardinal Hlond. Quelles clameurs furieuses elles soulèvent, quel encerclement de haines elles créent autour de la plume qui les ose, le lecteur français le devinera aisément (1).

(1) Il mesurera cependant difficilement la virulence et la grossièreté des réactions. Le *Voelkischer Beobachter* traite le docteur Moenius d'« ignoble bandit », de « traître qualifié ». Le prêtre qui est à la tête de l'*Allgemeine Rundschau* reçoit dans son courrier des lettres du goût de celle-ci, que nous nous excusons de mettre sous les yeux du lecteur français (mais il faut que ces choses-là se sachent et que soit connu le paroxysme de rage auquel peuvent arriver certains partis allemands) : « Vous vous croyez prêtre et vous l'êtes, mais un prêtre-porc (ein Schweine priester), un pourrisseur de sa patrie, un second Erzberger, un Judas Iscariote, en tout cas pas un homme qui a l'Allemagne pour pays. Vous êtes de ceux qui n'ont qu'un Dieu : le Pape, et qu'un métier : l'exploitation du pauvre peuple, naïf et fanatisé... Tu t'imagines servir Dieu, Bézécubuth ? Et chacun des

Le numéro du 8 novembre de l'*Allgemeine Rundschau*, dans un article très fortement établi au point de vue dogmatique, intitulé « Un catholique peut-il être national-socialiste ? » et dû au docteur Mayer, vicaire général de l'évêché de Mayence, revient sur la position dictée aux catholiques par leur foi à l'endroit du national-socialisme. Le docteur Mayer cite des extraits fort démonstratifs de la prose du parti Hitler, extraits dans lesquels il ne lui est pas difficile de montrer la criante négation de l'esprit catholique et même du christianisme tout court.

Qu'écrit Otto Strasser ?

La guerre — la guerre par tous les moyens — est déclarée par la jeune révolution allemande à l'empiétement de l'étranger dans notre culture, à tout ce qui menace notre race de dégénérescence... Nous nommons en première ligne la Juiverie, qui, avec ses alliés supérieurs la Franc-Maçonnerie et Rome, sape la vie de l'âme allemande.

Et qu'écrit à son tour Gottfried Feder, dont l'idée favorite est que la croix gammée a deux grands adversaires devant elle : la croix du Christ et le drapeau rouge de Karl Marx ?

Le parti noir exploite en l'évilissant le signe de la croix ; le parti rouge prostitue de même façon les vieilles couleurs vénérables de notre magnifique moyen âge impérial. Nous autres, nationaux-socialistes, nous suivons le palpitant sillage de nos étendards d'assaut. Nous retrouvons nos racines dans la pénombre d'aube du pré-germanisme et, rayonnante d'éternelle jeunesse, monte devant nos regards comme un éclatant soleil la croix gammée, symbole de la vie résurgente.

La même virulence d'antichristianisme, le docteur Mayer la retrouve dans la thèse d'Alfred Rosenberg, rédacteur en chef du *Voelkischer Beobachter* ; dérision du dogme, établissement d'un culte nouveau, la religion germanique, dont le premier postulat est l'exil du crucifix.

Pour situer exactement le ton de la polémique hitlérienne, le vicaire général nous cite un petit fait qui à l'avantage d'éclairer la mentalité « Nazi » ajoute celui d'introduire la note comique dans le conflit qui se déroule entre Hitler et l'évêché de Mayence à la suite de la condamnation portée par l'Ordinaire sur la doctrine nationale-socialiste.

Le texte émanant de l'Ordinaire, écrit la feuille hitlérienne, est signé d'un certain docteur Mayer. On nous dit qu'il s'agit d'un juif converti. S'il se confirme que M. Mayer est un juif baptisé, il devient évident que Sa Grandeur l'évêque de Mayence a été manœuvré et exploité, et qu'en réalité c'est le terrorisme juif qui, sous le manteau du prêtre, est en marche contre notre mouvement.

Le vicaire général rectifie en souriant et assure avec la plus parfaite courtoisie à ses adversaires hitlériens que « ses ancêtres sont tous de bons Allemands ».

Son nationalisme agressif.

A l'affirmation passablement imprudente de l'organe central de Hitler (le *Voelkischer Beobachter*) que le verdict épiscopal va à l'encontre des direc-

commandements romains que tu invoques est un éclatant blasphème. C'est miracle que l'Eglise que tu sers ne s'écroule pas. Arrière, calomniateur de l'Allemagne, salisseur de l'Allemagne ! Les réprouvés t'accueilleront en triomphe quand tu descendras les rejoindre, curé ! » (Note de l'auteur.)

tives pontificales, le docteur Mayer oppose les condamnations portées par le Vatican sur tous les nationalismes agressifs. Quel nationalisme plus agressif pourrait-on trouver que celui de Hitler, qui « sur-estime l'élément germanique-nordique et sous-estime le caractère des nations étrangères » ?

A la fin de son article, le vicaire général ramasse tous ses arguments et pose au lecteur de bonne foi la question de confiance : « Un catholique peut-il entrer dans les rangs du parti national-socialiste ? Je laisse au lecteur le soin de répondre. »

L'attitude de l' « Allgemeine Rundschau » à l'endroit du nationalisme.

Pour en finir avec l'*Allgemeine Rundschau*, nous croyons devoir faire mention d'un remarquable article de fond (numéro du 8 novembre) dû à la plume de Rolf Schott, de Munich, et qui, élevant le débat au-dessus des polémiques du jour, met dans une très belle lumière l'attitude de principe de la revue à l'endroit du nationalisme.

Après avoir défini le cosmopolitisme goethéen et avoir montré que cette hauteur de sérénité demeurera toujours le lot d'un très petit nombre d'esprits, l'auteur pose cependant la loi générale : « Chacun d'entre nous a le devoir strict de faire taire en lui la voix bestiale de la haine. La haine nationale est une haine comme les autres. »

« Wagner, poursuit-il, a gâté toute son œuvre, toute son entéléchie, par la haine de race et l'absurde postulat d'un art national. »

Suit une rapide et brillante caractéristique des divers nationalismes européens avec leur visage distinct.

Le nationalisme français, très marqué, très ardent (« le Français a au plus haut degré l'esprit national et patriotique »), est « un nationalisme d'essence fine et comme spiritualisée qui est à la mesure de Paris, de Paris plus grand que la France, de Paris aussi large que l'Occident ».

Le nationalisme italien, caractérisé par le culte de la personnalité humaine, de la « vertu », aime se concrétiser, s'incarner dans une figure-type ; il a besoin d'un « nom propre », d'une silhouette qui, dans tous les royaumes de l'activité terrestre (art, poésie, politique...), gardera toujours quelque chose du profil du condottiere.

Le nationalisme anglais, réalisateur par essence, « très positif, très terrestre, plus rationnel et calculé que tous les autres nationalismes », étend son réseau « sur le globe entier ».

Le fascisme germanique copie le fascisme italien, mais par ses petits côtés.

Et le nationalisme allemand ? Il apparaît à notre auteur sous deux formes différentes, presque opposées. Ou bien sous les dehors d'une sorte de « modestie résignée » (la phrase-type « Nous voulons une place au soleil »), ou bien sous l'aspect du « pseudo-fascisme effervescent » dont les dernières élections nous ont montré le triomphe.

Le fascisme germanique, écrit le docteur Schott, copie le fascisme italien avec une servilité humiliante, mais il ne le copie que par ses petits côtés. Ce qui a donné au fascisme italien, en dépit de passagers égarements, son élan créateur et comme une sorte de renouveau classique, je veux dire cette joie de vivre, cette jeunesse qui éclate en lui — le fascisme germanique l'a ignoré ; il a mis à sa place cette triste chose : l'appel à la haine antisémite... Le nationalisme allemand porte en

lui un principe d'auto-destruction. C'est toujours plus la guerre fratricide qu'il cherche que cette vraie force qui n'en impose qu'à la condition de reposer sur une sereine conscience de sa force.

Les autres nationalismes sont une production spontanée et naturelle, quelque chose qui va de soi et dont il n'y a pas à dissertar ; le nôtre est un problème. D'un mot, notre nationalisme est un nationalisme qui a perdu ses bases. Il fut jadis un Saint-Empire germanique fort prospère principalement dans les périodes où il agissait en harmonie et unité avec le grand prêtre de l'Eglise catholique romaine. Cette conception de l'imperium, du Reich, a été supplantée par la conception du Reich de 1870 qui n'était plus une idée, mais une simple question d'intérêt, une affaire... Ce qui a mis dans le nationalisme allemand le germe essentiel d'inquiétude et de trouble que nous lui voyons, c'est le déplacement de ses bases, l'abandon de la grande idée d'Occident et la contraction volontaire et violente dans les limites du seul national. Dès ce moment il était touché à mort...

Puisse l'Allemand voir enfin que son nationalisme ne peut être que transnational pour la raison qu'il est condamné à l'étouffement s'il se confine aux poteaux-frontières teutoniques. Conquête de l'Occident ? Pourquoi pas ? Mais par le cœur, non par le glaive. Les tanks, les sous-marins et les gaz toxiques sont chose périme. Beaucoup d'Européens le voient déjà. Que les Allemands s'enferment dans l'idée de leur mission. C'est une frontière à l'intérieur de laquelle il fera meilleur vivre pour eux qu'à l'intérieur d'une frontière de fils barbelés.

2° UNE NOTE DE L' « ALLGEMEINE RUNDSCHAU »

L'étude du comte Robert d'Harcourt avait paru le 5 janvier ; le 31 de ce même mois, l'*Allgemeine Rundschau* reproduisait dans ses colonnes toute la première partie de l'article qui concernait la *Schoenere Zukunft*. Elle faisait précéder cette insertion des lignes suivantes, signées LA RÉDACTION, que nous traduisons de l'allemand :

Dans le numéro du 5 janvier des *Etudes*, la revue estimée et très lue de Paris, le comte Robert d'Harcourt, de l'Institut catholique de Paris, a publié un long article sous le titre « L'opinion catholique allemande et la victoire de Hitler ». Robert d'Harcourt s'occupe avant tout de la *Schoenere Zukunft* et de l'*Allgemeine Rundschau*, dans lesquelles il voit les ailes droite et gauche du catholicisme allemand. Si nous reproduisons ici la première partie de l'article de d'Harcourt, nous ne nous attendons pas à ce que la *Schoenere Zukunft* prenne sa revanche en publiant la seconde partie qui s'occupe de l'*Allgemeine Rundschau* et d'une façon très approbative.

Nous voulons plutôt saisir cette occasion pour dire nous-mêmes un mot de l'approbation qui nous vient des catholiques français. Sans accepter le point de vue de Bismarck, qui croyait faire fausse route lorsqu'il était lonné par un ennemi, tout ami doit conserver sa sérénité et son désintéressement en face de ces louanges. L'*Allgemeine Rundschau* n'a pas l'intention de dire quelque chose de flatteur aux Français, ou aux Allemands quelque chose de pénible ou de fâcheux. En tout nous restons allemands, et spécialement dans notre effort pour servir la vérité et la paix. Quant à cette dernière tâche, les pointes s'émoussent, les couleurs vives pâlissent et le mot « ennemi » perd de son contenu. On le constate en particulier dans la conversation des catholiques des différents pays. Nous n'avons pas de raison de nous mêler aux lamentations et au tapage nationaliste

pour demander la revision, lorsque nous obtenons quelque chose d'une autre manière et servons ainsi notre nation. Nous ne nous intéressons pas à une « Mitteleuropa » qui n'est pas sans danger, « Mitteleuropa » que veulent établir certains revisionnistes ; mais nous nous intéressons à un Occident chrétien. Nous sommes convaincus que cette attitude qui est la nôtre engage aussi les catholiques des autres nations et, de cette façon, nous servons encore en premier lieu notre nation allemande. Ce qui suit est un exemple de la façon dont la France catholique réagit en face d'une attitude politique prise par la *Schoenere Zukunft* dans la question du national-socialisme.

A la fin de la reproduction, sous la signature LA RÉDACTION, la revue ajoutait les lignes :

Il n'était pas possible qu'à la longue, après la publication non équivoque de S. Em. le cardinal Bertram de Breslau, une revue catholique, si largement répandue dans les rangs du clergé catholique comme dans les Séminaires, s'expose plus longtemps au reproche de favoriser le national-socialisme. De plus, l'*Osservatore Romano* a couvert l'évêque de Mayence d'une manière qui doit étonner à Vienne et qui doit la faire changer.

3° National-socialisme allemand et nationalisme français

De même que la *Schoenere Zukunft*, l'*Allgemeine Rundschau*, à la suite de l'étude de M. d'Harcourt, a consacré toute une série d'articles aux élections allemandes et au national-socialisme de Hitler (x).

(1) En voici l'énumération :

Allgemeine Rundschau, 31. 1. 31 : « Die Schoenere Zukunft und der Nationalsozialismus », par ROBERT d'HARCOURT (traduction de la première partie de l'étude de R. d'Harcourt) ; — 14. 2. 31 (numéro spécial intitulé « Der Nationalsozialismus ») : « Die Gesetze der deutschen Ausenpolitik und die Falschorientierung des deutschen Nationalsozialismus » (Les lois de la politique extérieure allemande et la fausse orientation du national-socialisme allemand), par F. W. FOENSTER ; « Rassen und Rassenfragen im heutigen Deutschland » (Les races et les questions de race dans l'Allemagne d'aujourd'hui), par le Dr ANTON HILCKMAN, de Fribourg-en-Brisgau ; « Jüdischer Selbsthaß » (La haine juive de soi), par ROBERT KOSMAS LEWIN, de Berlin ; « Das historisch-sociologische Gesicht der Nationalsozialistischen deutschen Arbeiterpartei (N. S. D. A. P.) » (L'aspect historico-sociologique du parti ouvrier national-socialiste allemand), par ALJOWIN, de Munich ; « Drittes Reich oder Zweite Republik ? » (Troisième Reich ou deuxième République ?), par CARL TELL ; — 28. 2. 31 : « Brüning und Hitler », par ALJOWIN ; — 7. 3. 31 (numéro spécial) : « Nationalsozialismus, Action Française und Faschismus », par GEORG MOENIUS ; « Religionshass und Kulturideologie des Nationalsozialismus » (Haine de la religion et idéologie culturelle du national-socialisme), remarque sur le livre de Rosenberg *Mythus des 20 Jahrhunderts*, par ALEX EMMERICH, de Marbourg ; « Die Schoenere Zukunft und der Nationalsozialismus », par J. EBERLE (réponse à M. Robert d'Harcourt) ; « Univ. Prof. Robert Graf d'Harcourts Antwort an Doctor Eberle » ; « Doctor Eberle gegen den Vorwurf des Antisemitismus » (Le docteur Eberle contre le reproche d'antisémitisme), réponse à Klara Fassbinder ; « Auch ein Dokument », publication d'un discours du docteur Haeuser, curé de Strassberg, près Augsburg, intitulé *Christliche Botschaft an das erwachende Deutschland* (message chrétien à l'Allemagne qui se réveille). Ce discours est une explication du mystère de Noël faite à une assemblée de nationaux-socialistes : Le Christ est venu apporter sur terre le glaive et la lutte. Le curé en cause a été frappé de suspension a divinis.

L'un de ces articles, en particulier, a été écrit par le directeur lui-même, M. l'abbé Georg Moenius ; il porte le titre suivant : « Nationalsozialismus, Action Française und Faschismus » et a paru dans l'*Allgemeine Rundschau* du 7 mars 1931. L'auteur institue une comparaison dont il dit lui-même : « Il faut aujourd'hui avant tout mettre une séparation profonde entre les nationalistes allemands et les nationalistes intégraux français de l'Action Française et les fascistes de Mussolini. »

De cet article, afin de situer la position de l'abbé Moenius, nous traduisons un passage concernant les idées de Maurras comparées à celles de Hitler.

Comparer Adolf Hitler avec Charles Maurras, chef de l'Action Française, serait un crime de lèse-majesté envers le grand écrivain et politicien français. Où que l'on commence la comparaison, sur tous les points les premiers efforts aboutissent à une défaite complète du national-socialisme allemand ou plutôt si peu allemand.

Considérant ensuite les idées générales sur la politique, l'abbé Moenius note que du côté français la lutte est conduite d'après des idées sûres et d'après un système se basant sur des principes spirituels et un programme profondément réfléchi. Au contraire, chez les nationaux-socialistes l'on n'entend que des « cris d'Indiens ».

En politique intérieure, Maurras est régionaliste ; Hitler est centralisateur ; le premier respecte les droits de la famille et de l'individu, aime sa Provence, travaille à la « défense du foyer » ; l'autre, au contraire, est un déraciné ne connaissant ni mesure ni limite.

En politique extérieure, le nationalisme intégral de l'A. F. ne constitue pas un danger pour l'Occident, tandis que la poussée pangermaniste du national-socialisme en est un.

L'abbé Moenius parle ensuite des idées civilisatrices de l'A. F. (civilisation occidentale-latine opposée à l'atavisme barbare de Hitler), de leur littérature (excellence du style et de l'ironie spirituelle de l'A. F. et grossièretés du *Volksische Beobachter*), de la question raciste, qui, en Allemagne, a eu besoin du Français le comte Gobineau et de l'Anglais Chamberlain pour se comprendre.

Enfin, il indique la position réciproque des deux nationalismes à l'égard du catholicisme ;

Contrastes politiques et personnels.

En matière politique d'abord, l'origine et le but du national-socialisme et de l'« Action Française » accusent une différence de principe.

Qu'on ne se trompe pas sur la lutte que Charles Maurras mène également contre le parlementarisme et la démocratie. C'est vraiment une lutte grandiose ; elle a son origine dans une idée supérieure de la politique, dans une connexion avec les forces conservatrices du pays, dans une éducation philosophique des plus hautes ;... c'est une lutte menée d'après des idées sûres et d'après un système se basant sur des principes spirituels et un programme profondément réfléchi. Au contraire chez les nationaux-socialistes ce ne sont que des cris d'Indiens, de condottieri renforcés et déclassés qui, nihilistes de l'esprit, ignorent ce qu'ils veulent.

La lutte de Maurras a sa source dans la profondeur spirituelle de son intelligence, celle des nationaux-socialistes monte des bas-fonds du sentiment, du ressentiment et de la haine. Leur excuse n'est que dans le régime actuel et leur unique justification dans l'idéalisme de ceux qui suivent aveuglément.

En politique intérieure, l'attitude de Maurras envers l'Etat diffère essentiellement de celle de Hitler. Pour le premier, l'Etat n'est pas le moloch dévorant ses citoyens. Pour Hitler, dernier rejeton des idées hegelienues et bismarckienues, l'Etat signifie le dieu actuel et donc tout-puissant. En conséquence, Maurras est fédéraliste, c'est-à-dire régionaliste, tandis que Hitler est nécessairement la proie d'un centralisme vorace. Cette différence en amène une autre dans les idées et les appréciations de principe sur la famille et l'individu. Car là où l'Etat n'a qu'un rôle protecteur il agit tout autrement que là où il s'attribue une puissance créatrice ; il agit tout autrement là où sa raison d'être est l'homme et là où l'homme est toute la raison d'être de l'Etat.

Charles Maurras est Provençal. Dans la rue de Rome, bruyante et parisienne, il prête l'oreille à la tranquillité de sa patrie provinciale de Martigues, il entend le chant de la cigale, il voit la splendeur de la Méditerranée, il entend le tonnerre du mistral rouler le long de la vallée du Rhône, il s'enthousiasme de la magnificence grecque du paysage intime. Et ce Provençal est pleinement un nationaliste français bien qu'il ait une patrie éloignée qu'il aime. Car il fait profession d'un Etat français fort dans lequel les provinces conservent leur caractère propre, d'un Etat qui est justement fort parce qu'il est composé de fortes provinces.

Hitler, sans patrie, n'est pas entouré des parfums et de bruits intérieurs. Il n'a pas de petit royaume où son âme puisse habiter en paix. Il est un déraciné. C'est pourquoi il peut parler sans rien dire dans l'ivresse d'une Allemagne centralisée et prussianisée. Hitler n'est entouré que du reflet des baïonnettes de Sedan et du tonnerre des coups de canon de la grande guerre. La splendeur éteinte de l'Empire bismarckien jette en lui une dernière lueur. Et comme il n'a pas un coin de terre qu'il puisse appeler le sien propre — il en est de même dans le domaine spirituel, — il doit vivre en terre étrangère. Comme les douces chansons de son pays natal ne frappent pas ses oreilles, il doit remplir l'espace pangermanique de coups de clairons et de tambours. Il est vrai qu'il est autrichien et catholique. Mais nulle part il n'a pris racine, et s'il dépose une couronne sur le tombeau de son cher Eringer Seppl, l'homme aux farces grossières de vieux-bavarois, cela ne prouve pas que, comme Maurras, il est intimement lié au bon peuple terrien. (...) Un regard dans le journal de Charles Maurras et dans celui de Hitler montre quelle est la différence de niveau dans les deux mouvements. Souvent, certes, le ton de l'« Action Française » ne laisse rien à désirer en fait de clarté, et celui qui tombe sous les griffes de Léon Daudet n'a pas envie de rire. Le ton que prend maintenant envers Rome le journal qui se dit injustement traité est spécialement déplorable.

Contrastes religieux.

Il n'y a rien à excuser dans leur affaire de Rome et dans leur mode de défense. Mais au moins dans l'Action Française il y a quelque chose de spirituel à défendre.

Il y a de l'esprit, des satires pleines de sarcasme et des farces à la Rabelais. Combien épaisses sont par contre les grossièretés du *Voelkische Beobachter* ! [...]

Ces erreurs racistes n'ont pas permis au national-socialisme de prendre à l'égard du catholicisme cette position qu'occupe Charles Maurras, dont la mise à l'Index a frappé si tragiquement un si grand nombre de meilleurs catholiques et la jeunesse la plus notable de France. Charles Maurras admirateur du grand Thomas d'Aquin et panégyriste des encycliques pontificales, posé à côté de Hitler. Quelle différence entre ces deux mondes ! Bien que le Pape ait mis à l'Index Charles Maurras, il n'est pas un ennemi du monde catholique-romain comme le national-socialisme de Hitler. Outre-Rhin on s'étonne que

les foudres de Rome ne soient pas aussi tombées sur le chêne du Wotan de la Croix Gammée. On peut dire peut-être que l'Action Française était un si grand danger parce qu'elle recèle un poison très subtil, tandis qu'un buffle enragé peut être pris par les cornes plus facilement. Le national-socialisme n'a vraiment rien de spirituel. Il est, comme il se nomme volontiers, un mouvement primaire, une avalanche. Voilà sa grandeur, voilà son danger. On pourrait s'exclamer avec Faust de Goethe : « Ce qui peut m'angoisser jusqu'au désespoir, c'est la force sans guide des éléments déchainés. » Mais la volonté d'éviter des catastrophes trouvera le moyen d'opposer une barrière à ce danger d'avalanche. Les différents actes de l'épiscopat doivent être exécutés pour détourner ce danger, mais ce sont des actes locaux. L'action contre Maurras est venue de Rome. Les erreurs de cet homme étaient sans doute plus à prendre au sérieux.

L'idéologie des nationaux-socialistes s'oppose diamétralement au catholicisme romain. Dans son ensemble, elle est envers Rome comme l'Antéchrist. Au contraire, l'activité de Maurras a rapproché des milliers de jeunes Français du catholicisme. Ses mérites envers le catholicisme restent malgré sa mise à l'Index. Dans son combat contre le modernisme et le subjectivisme pour l'esprit conservateur et la tradition, il a dépensé la haute puissance de son esprit et la lumière de son siècle.

Il ressemble à ces héros tragiques qui pour une erreur sont exclus de la communauté à laquelle ils appartiennent par toutes les fibres de leur nature. Mais qu'est-ce qui unit le national-socialisme avec le catholicisme ? Une parole des lèvres de ses chefs et une tactique au moins pour le moment encore assez sage. Mais en réalité toutes ses forces le séparent de Rome et le poussent vers une Eglise nationale allemande. Certes, le nationalisme français a ses fautes aussi depuis Philippe le Bel jusqu'à travers tout son gallicanisme. Mais le nationalisme intégral de l'A. F. n'est que politique.

Dans le national-socialisme, au contraire, les forces et les passions sont tout autres. Peut-être sont-elles de vieux rêves de gibellin où César veut faire du Pape son aumônier ; en tout cas, c'est cet esprit hegelien qui a manifesté un petit exemple de sa domination dans le Kulturkampf de Bismarck. Vraiment les catholiques de France qui dans la lutte contre Maurras veulent mettre sur le même pied le national-socialisme et l'Action Française ne connaissent pas les racines du parti national-socialiste ni — exception faite peut-être pour Hitler — la mentalité dangereuse de ceux qui soutiennent ce dernier.

Les catholiques allemands aussi, qui trop longtemps ont flirté avec les nazis et qui ont tout mis en œuvre pour voir ce qu'il y avait de bon dans ce mouvement et pour attaquer la gauche allemande tout en excusant ostensiblement Hitler, ceux-là aussi n'ont vu que l'extérieur, et se sont laissés séduire par les réclamations indubitablement justifiées de ce mouvement sans voir son inspiration intérieure et essentiellement hostile.

Mais après les décisions de l'Eglise et après la lutte menée par le catholicisme politique et par d'autres, il n'y a plus de doute : il s'agit bien de deux contraires, tels que l'eau et le feu.

Les nationalistes français peuvent être tranquilles, Rome a parlé par la bouche de l'Episcopat allemand. L'action allemande de Hitler trouvera aux yeux de Rome encore moins de grâce que l'Action Française.

L'abbé Moenius conclut en disant :

Ce qui nous importe, c'est d'éveiller en nous les forces vraiment positives que recèle le national-socialisme si nous ne voulons pas les laisser perdre. Nous le faisons également nôtre le mot que Charles Maurras écrit en tête de son journal : « Tout ce qui est national est nôtre. »

— Les actes de l'épiscopat allemand et l'« Osservatore Romano »

La lettre du cardinal Bertram.

La D. C. a déjà signalé ci-dessus (col. 704) que l'*Osservatore Romano* (7-8. 1. 31) avait traduit en grande partie la lettre de S. Em. le cardinal Bertram, qu'il faisait précéder de ces quelques mots : Le cardinal Bertram, de Breslau, a publié, à l'occasion du nouvel an, un message qui traite d'un sujet de grande actualité pour l'Allemagne d'aujourd'hui, c'est-à-dire du nationalisme. »

La lettre de l'épiscopat bavarois.

Le 25 février 1931, sous le titre « Les directives écrites par l'épiscopat bavarois en ce qui concerne le national-socialisme », le même journal s'écrit une longue correspondance reçue de Munich datée du 20 février 1931.

Dans la première partie, l'*Osservatore Romano* donne un résumé du document bavarois. Il écrit :

Après la condamnation du national-socialisme par l'évêque de Mayence (1), les évêques de Bavière se sont vus dans l'obligation de faire des déclarations sur ce sujet, réclamées par ceux qui ont charge d'âmes dans leurs diocèses. Les évêques ont envoyé une instruction pastorale destinée au clergé sous le titre « Nationalisme et charge d'âmes ».

Après un bref résumé du document épiscopal, le journal conclut :

Bien que réservée au clergé (2), l'instruction pastorale des évêques a été cependant connue du public et a dû troubler désagréablement au parti, puisque son organe principal, le *Voelkische Beobachter*, de Munich, cherche à faire croire que les idées qui ont été condamnées par les évêques ne sont pas les idées officielles du parti. Mais tout de ce qui suit fait parfaitement comprendre quelle était la liberté de l'Eglise si le national-socialisme possédait le pouvoir.

La lettre de l'épiscopat rhénan.

D'après une dépêche de Cologne datée du 8 mars 1931, l'*Osservatore Romano* (13. 3. 31) donne la traduction de la lettre écrite par l'épiscopat de la province de Cologne qu'elle annonce ainsi :

Les évêques de la province ecclésiastique de Cologne, c'est-à-dire le cardinal Schulte, archevêque de Cologne, les évêques de Munster, d'Osnabrück, de Trèves et de Limbourg, ont adressé aux fidèles une instruction concernant le mouvement national-socialiste en Allemagne.

A propos de cette lettre la *Germania* (11. 3. 31, p. 59 a), sous le titre « Cri d'alarme » et sous la signature M. D., écrit :

... La moindre justice et la moindre objectivité auraient demandé que la presse nationale-socialiste fasse du moins

(1) Le vicaire général de Mayence, le Dr Mayer, qui, lui-même, a publié la réponse défavorable aux nationaux-socialistes, en l'absence de son évêque, a insisté dans son article explicatif, publié dans l'*Allgemeine Rundschau*, sur le fait que ce n'est pas l'évêque — comme le prétendaient les nazis, — mais l'évêché qui est l'auteur de la réponse au curé Weber de Kirschhausen.

(2) C'était, en effet, une instruction destinée au clergé, qui ne devait pas être lue aux fidèles ; toutefois sa publication dans les huit *Semaines religieuses* de la Bavière rendait difficile de la garder secrète.

connaître fidèlement les déclarations les plus importantes de la lettre de l'épiscopat de Cologne à ses lecteurs. Au lieu de cela, le *Voelkische Beobachter* (n° 69) ne donne qu'un résumé en trois phrases en supprimant complètement la mise en garde contre le national-socialisme « pour autant et dans la mesure où il propage ces conceptions de politique culturelle qui ne peuvent pas s'accorder avec la doctrine catholique ». L'*Angriff* (n° 47) ne cite que cette mise en garde, mais incomplètement, en laissant de côté « pour autant que... », et prétend que la déclaration ne concerne pas le mouvement national-socialiste comme tel mais seulement les associations religieuses racistes.

Aussi ces feuilles disposent-elles d'autant plus de place pour discréditer auprès de leurs lecteurs nationaux-socialistes, qui pourtant n'ont déjà pas trop d'idées claires, les déclarations épiscopales qui ne laissent rien désirer comme clarté. Déjà le titre du *Voelkische Beobachter* est significatif quant à leur tactique : « Offensive générale du Centre ; Les évêques rhénans élèvent les barricades centristes pour protéger la social-démocratie. »

[...] Le *Voelkische Beobachter* va jusqu'à dénommer « folie achevée » le fait que les évêques allemands « bénissent ce mur centriste bâti pour protéger les sous-hommes (*Untermenschentum*) rouges et tonnent contre les seuls adversaires sérieux du bolchevisme marxiste sous toutes ses formes ». [...] Les « arguments » que le *Voelkische Beobachter* avance péniblement ne concernent vraiment en rien les déclarations positives des évêques. Il fait appel à Windthorst, qui au Reichstag le 30 janvier 1888 a stigmatisé la social-démocratie comme « la peste la plus véritable » qu'il combattait à la vie et à la mort. On aurait à Munich pu s'épargner le travail de remonter jusqu'en 1888.

Les orateurs du Centre ont exposé lors des derniers débats du Reichstag — il est dommage que les amis de Hitler fussent absents — notre attitude de principe en face de la social-démocratie avec une clarté aussi grande que Windthorst le fit dans d'autres circonstances, il y a quarante ans. Le *Voelkische Beobachter* semble encore ignorer que les évêques rhénans ont, comme aujourd'hui contre le national-socialisme, élevé leur voix le 8 janvier 1920 contre le socialisme hostile au catholicisme et contre le communisme qui en est sorti. Il semble ignorer également que la conférence des évêques à Fulda a déclaré de nouveau, il y a peu d'années, qu'appartenir au parti social-démocrate est impossible pour un catholique. L'Eglise catholique n'abandonnera jamais le droit qu'elle a de combattre les erreurs et les doctrines fausses là où elles se montrent. [...] L'Eglise demande la reconnaissance de son autorité, la confession de ses doctrines, la fidélité et la collaboration consciencieuses. Tel est et tel restera notre programme.

Condamnation du « christianisme » de Hitler par les luthériens.

Sous ce titre, l'*Osservatore Romano* (13. 3. 31) fait suivre la traduction de la lettre de l'épiscopat rhénan d'une note que nous traduisons in extenso :

Nous lisons dans le *Bayerische Kurier* de Munich (Bavière) que le président de l'« Eglise luthérienne » en Bavière, le Dr Friedrich Veit, a dernièrement déclaré dans une assemblée d'ouvriers luthériens : « Les librepenseurs travaillent systématiquement contre le christianisme. Mais il y a d'autres tendances aussi qui sont en action et qui visent le changement, la transformation du christianisme pour lui enlever les bases historiques que Dieu lui a données. Le mouvement national, qui se fortifie de jour en jour, propage des idées qui doivent susciter de vives préoccupations chez tous ceux qui prennent au sérieux la foi chrétienne et la Révélation

divine. On ne veut plus écouter humblement la parole de Dieu, mais on veut chercher au fond de son âme même des pensées plus pures, plus nobles, plus élevées, comme savent le faire l'âme et le sentiment allemands. De ces pensées, on tâche de tirer quelque chose qui ressemble à une religion qui se dit encore christianisme, mais qui, en fait, ne l'est plus du tout.

Commentaires de presse.

Sous ce titre, après le résumé et l'appréciation qu'on vient de lire, l'*Osservatore Romano* (25. 2. 31) publie quelques extraits d'articles empruntés au *Bayerische Kurier* (16. 2. 31), à la *Koelnische Volkszeitung* et à la *Reichspost*.

Nous reproduisons ci-après les principaux passages de ces commentaires.

« Directives claires. »

Sous ce titre, l'*Osservatore Romano* (25. 2. 31) reproduit le passage suivant de la *Reichspost* de Vienne :

C'est une grande douleur pour le national-socialisme de rencontrer dans son triomphe impétueux l'opposition d'un refus catégorique du peuple catholique. Dans sa majorité, ce dernier reste fermement attaché, avec une loyauté admirable, à ceux qui sont ses représentants politiques depuis plus de cinquante ans : le Centre et le parti populiste bavarois.

La fascination qu'il y a dans un combat sans frein, sans scrupule de responsabilité, peut bien, ici et là, exercer son influence sur la jeunesse inquiète et sur ceux qui n'ont pas d'expérience politique, mais en général la phraséologie extrémiste rencontre chez les catholiques une saine méfiance qui, même dans la politique, reste sans prise au changement et à la nouveauté. Cette méfiance est entretenue par le spectacle de la confusion absolue dont le national-socialisme fait preuve en face des problèmes religieux. [...]

Sans aucun doute, à cet extrémisme il se mêle des idéaux personnels, des bonnes intentions et de l'esprit de sacrifice.

Mais tout cela ne suffit pas à établir les principes théologiques d'un mouvement où se rencontrent et exercent leur action directive les esprits inquiets des camps les plus opposés. A côté d'athées notoires et de prédicateurs du retour au culte de Wotan, à côté de païens avoués et de fanatiques d'une « religion allemande de l'avenir », à côté de zéloteurs d'un « christianisme allemand » sans l'Ancien Testament, à côté de partisans du mot d'ordre connu : « Sans Juda, sans Rome », il se peut qu'on rencontre aussi des protestants pratiquants et des catholiques de bonne foi. Mais ceux-là ne sont certainement pas les meneurs du mouvement ni ceux qui écrivent les multiples programmes émanant du parti, ce sont au contraire justement les autres.

Lorsqu'on objecte tout cela aux nationaux-socialistes, ils se montrent très irrités d'un pareil trouble introduit dans leurs affaires tant en Allemagne qu'en Autriche, où la méfiance des catholiques est encore augmentée par la répugnance instinctive contre toute marchandise d'importation. Dans la presse et dans les assemblées, ils assurent et jurent que le parti national-socialiste non seulement n'est pas un ennemi, mais qu'il est encore un protecteur et un défenseur du christianisme. Si ces affirmations contiennent des promesses pour l'avenir, nous pouvons les accepter avec satisfaction; les promesses engagent ceux qui les font. Mais ces mêmes promesses deviendront les juges du national-socialisme, comme le sont déjà leurs programmes publiés et bien connus jusqu'ici par ses chefs.

[...] Les déclarations des évêques bavarois rendent le serfage impossible qui attribue toute condamnation à l'opposition politique; elles indiquent clairement aux nationaux-socialistes, s'ils y sont décidés, la voie à suivre pour délivrer leur mouvement des blâmes des évêques et de l'opposition obligatoire des catholiques. Les catholiques ont maintenant entre les mains une instruction claire dont ils sauront user.

Articles du « Bayerische Kurier ».

1° Ridicules hypocrisies dévoilées.

Sous le titre « Ridicules hypocrisies dévoilées », l'*Osservatore Romano* (25. 2. 31) reproduit ce passage d'un article du *Bayerische Kurier* (16. 2. 31) :

Dans la mesure où les déclarations des évêques dirigées contre le programme du parti national-socialiste l'excuse préférée du *Voelkische Beobachter*, à savoir les blâmes des évêques visent des opinions non approuvées par le parti, est inadmissible. Cette excuse, sans force et déshonnête, ne peut vraiment pas valoir pour les déclarations et les doctrines des chefs principaux du parti national-socialiste. Un parti qui ne s'en tient qu'à l'arbitraire personnelle des chefs et à la rigoureuse discipline spirituelle et qui, justement, par là, veut se distinguer des autres partis, se rendrait ridicule en voulant faire passer pour opinions privées les idées philosophiques des chefs, comme si elles n'avaient rien à voir avec les tendances spirituelles du national-socialisme.

Le parti national-socialiste affirme dans son programme qu'il « se base sur le christianisme positif, sans se limiter à une confession chrétienne déterminée ». Cette affirmation est ridicule, si elle s'entend aussi de la possibilité pour les écrivains nationaux-socialistes de combattre et vilipender non seulement l'Eglise catholique, mais toutes les confessions en général.

2° La vraie portée de la condamnation.

De l'*Osservatore Romano* (25. 2. 31), sous ce titre :

La déclaration de l'Episcopat ne contient ni une défense de collaboration politique avec le national-socialisme, ni une défense de collaboration avec la social-démocratie avec les partis libéraux. Au contraire, la déclaration interdit explicitement et énergiquement que la condamnation religieuse porte uniquement sur certaines maximes politiques ou culturelles (c'est-à-dire ce qui touche à la morale et aux mœurs) et non aux principes de politique d'Etat (c'est-à-dire purement politique et ne touchant pas à la foi et à la morale) du national-socialisme. Cette distinction s'applique également à la social-démocratie et aux partis libéraux. Aussi les programmes de ces partis sont-ils à rejeter du point de vue religieux seulement dans la mesure où ils touchent à la foi et à la morale, s'ils soutiennent dans ce domaine des principes qui sont inconciliables avec la doctrine catholique. En aucun cas la condamnation de certains principes d'un programme n'entraîne en soi la condamnation générale de la politique du parti mis en cause; elle n'entraîne qu'une telle condamnation générale, parce qu'en fait l'Etat ne prend pas position contre l'attitude purement politique des partis. Par conséquent, la condamnation de quelques principes de politique culturelle en particulier et les reproches de conduite pastorale ne signifient aucune défense de la part de l'Eglise de collaborer en politique avec les partis frappés d'une telle condamnation.

Et l'*Osservatore Romano* ajoute : « Ici, le journal de Munich rappelle certaines expressions recueillies de l'*Osservatore Romano*. »